ACADÉMIE D'ARCHITECTURE

# « Conversation avec la ville,

## du Grand récit au Grand projet. »

## Les Actes

**SÉMINAIRE DE L'ACADEMIE D'ARCHITECTURE**

Samedi 13 décembre 2014

Cité de l'Architecture et du Patrimoine

# « Conversation avec la ville,

du Grand récit au Grand projet. »

# « Conversation avec la ville, du Grand récit au Grand projet. »

**1- OUVERTURE du Séminaire**

Mot d'accueil p 8
> > > **Guy Amsellem,** Président de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine

Discours d'ouverture p 10
> > > **Paul Quintrand,** Président de l'Académie d'Architecture

Présentation et déroulement du Séminaire p 12
> > > **Thierry Van de Wyngaert,** ancien Président de l'Académie d'Architecture

**2- RESTITUTION des 3 conférences et des tables rondes** p 14
> > > **« Le Grand Récit. Conversation avec la ville. »**
**Dominique Bidou et Jean-Paul Philippon,** Architectes, membres de l'Académie d'Architecture

> > > **« Mobilité et/ou identité des territoires ? »** p 16
**Florence Lipsky,** Architecte, membre de l'Académie d'Architecture, Docteur en architecture, enseignante ENSA-Paris Marne-la-Vallée

> > > **« Loger et/ou habiter ? Logement et mode de vie »** p 19
**Rémy Butler,** Architecte, membre de l'Académie d'Architecture

**3- DÉBAT et propositions** p 20
> > > **Echanges et discussions avec la salle**

**4- PARIS CLIMAT 2015**
> > > **« Les enjeux de la Conférence internationale Paris Climat 2015 »** p 32

**Dominique Bidou,** Architecte, membre de l'Académie d'Architecture
**Pierre Lefevre,** Architecte
**Frédéric Ragot,** Architecte, Président du CIAF (conseil international des architectes français), conseiller à l'Union Internationale des Architectes

> > > Echanges et discussion avec la salle p 40

**5- TABLE RONDE**
> > > **« Quelles orientations pour l'avenir des architectes et quel sens donner à l'architecture vis à vis d'une société en pleine mutation ? »** p 42

**Bruno-Jean Hubert,** Architecte, Enseignant (agence Hubert & Roy)
**Linda Gilardone et Axelle Acciardo,** Architectes, lauréats 2014 du «Prix de la 1ère oeuvre» du Moniteur (agence LA)
**Philippe Madec,** Architecte, membre de l'Académie d'Architecture
**Luc Weizmann,** Architecte, membre de l'Académie d'Architecture

> > > Echanges et discussion avec la salle p 51

**6- CONCLUSIONS**
Conclusion du Séminaire p 56
> > > **Paul Quintrand,** Président de l'Académie d'Architecture

Discours de clôture
> > > **Agnès Vince,** représentant Madame la Ministre de la Culture et de la Communication p 58

**Annexes** p 62

# Liste des intervenants

> > > **Guy Amsellem,** Président de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine

> > > **Paul Quintrand,** Président de l'Académie d'Architecture

> > > **Thierry Van de Wyngaert,** ancien Président de l'Académie d'Architecture, membre du Conseil

> > > **Dominique Bidou et Jean-Paul Philippon,** Architectes, membres de l'Académie d'Architecture

> > > **Florence Lipsky,** Architecte, membre de l'Académie, docteur en architecture, enseignante ENSA-Paris Marne la Vallée

> > > **Rémy Butler,** Architecte, membre de l'Académie

> > > **Pierre Lefèvre,** Architecte, Enseignant-chercheur à l'ENSA Paris-La Villette

> > > **Frédéric Ragot,** Architecte, Président du CIAF, conseiller à l'Union Internationale des Architectes

> > > **Linda Gilardone et Axelle Acciardo,** Architectes, lauréates 2014 du « Prix de la Première œuvre » du Moniteur (Agence LA)

> > > **Bruno-Jean Hubert,** Architecte, Enseignant (Agence HUBERT & ROY)

> > > **Philippe Madec,** Architecte, Urbaniste, membre de l'Académie

> > > **Luc Weizmann**, Architecte, membre de l'Académie

> > > **Agnès Vince,** représentant Madame la ministre de la Culture et de la Communication

# 1- Ouverture du Séminaire

## Mot d'accueil

*Guy Amsellem, Président de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine*

*Crédit photo : Pierre Gayte*

Je suis très heureux de vous accueillir à La Cité de l'architecture et du patrimoine pour cette journée de restitution et de débats, à l'occasion du séminaire annuel de l'Académie d'architecture. Je souhaite, évidemment, remercier chaleureusement les chevilles ouvrières de cette journée, Thierry Van de Wyngaert, mais également Florence Contenay et Sylvie Clavel, qui, avec Marie-Hélène Contal et Diane de Ravel, ont organisé cette journée.

Les liens que nous entretenons avec l'Académie d'architecture sont anciens. En l'an 2000, ils ont franchi une étape décisive, quand l'Académie décida de déposer au Centre d'archives de l'Institut Français d'Architecture les fonds d'archives d'architectes du XXe siècle. La collecte de ces fonds avait été engagée dès le XIXe siècle par la Société Centrale des Architectes, ancêtre de votre Académie, dissoute en 1940 lors de la création de l'Ordre des Architectes. La SCA invitait alors ses membres à lui donner un témoignage représentatif de leur art graphique attestant de leurs talents de dessinateurs. Le dépôt de l'Académie qui comporte une centaine de fonds donna une impulsion très forte à la collecte du Centre d'archives et à ses collections. Les fonds de l'Académie sont désormais non seulement conservés et consultés par de nombreux chercheurs, mais également valorisés par le truchement d'expositions et de publications.

Les liens entre les deux institutions ne pouvant véritablement se développer sans l'engagement résolu de leurs dirigeants, je vais évoquer les deux présidents de votre Académie, le précédent et le nouveau, lesquels ont fortement œuvré pour renforcer ces liens.

Je souhaite donc rendre hommage à Thierry Van de Wyngaert, au nom de la Cité de l'architecture, alors que son mandat s'achève. Dans sa pratique, comme dans son action à la tête de l'Académie, Thierry a toujours regardé vers les étoiles, non pour fuir les réalités ou se réfugier trop commodément dans des cieux éthérés, mais pour s'élever, scruter l'avenir, voir l'ailleurs. Thierry, tu as su réveiller la belle endormie dont tu avais la charge, mais également mobiliser autour de toi les équipes de l'Académie en les écoutant, en les stimulant, en les aimant. Sous ta présidence, l'Académie fut humaniste, romantique, militante, dynamique, entreprenante, enthousiaste et poétique. J'ai, pour ma part, gardé en mémoire le beau discours que tu prononças voici un an, lors du Symposium de l'Académie, au Conseil Économique, Social et Environnemental.

Paul Quintrand, qui te succède, a lui aussi fortement contribué au rayonnement et à l'ouverture de l'Hôtel de Chaulnes en organisant des cycles de conférences, en s'occupant du prix de la thèse de doctorat en architecture. Les actions qu'il a engagées au sein de l'Académie font écho à son implication dans la profession comme praticien, enseignant, intellectuel et chercheur. Le hors-série que lui consacre la revue « Colonnes » éditée par le Centre d'archives de la Cité vient opportunément de le rappeler.

L'intitulé de votre séminaire annuel appelle à l'élaboration d'un grand récit. Bien entendu, il ne s'agit pas de réécrire l'un de ces méta récits dont Jean-François Lyotard avait, dès 1979, annoncé et théorisé la fin, ni de restaurer les grands héros, les grands périls, les grands périples et le grand but dans leurs prétentions à surplomber les individus. Non. À l'ère de la prise de conscience de la fragilité du monde et de l'épuisement des espèces, votre objectif est plutôt de proposer une nouvelle vision collective et partagée du vivre ensemble.

Mais une telle narration peut-elle se construire autrement à notre époque que par l'addition de vérités individuelles, partielles, subjectives, fragmentées, échappant par là même à toute possibilité d'un récit unificateur ?

La vitesse rétrécit les distances, met à mal l'espace, menace le projet d'émancipation qui fut celui de la modernité. Apollinaire écrirait-il encore aujourd'hui : « Les jours s'en vont, je demeure » ? Ce n'est pas certain, tant il est devenu impossible de demeurer dans le monde qui est le nôtre, dans le monde de l'accélération des flux financiers, communicationnels, migratoires. La notion même de sédentarité disparaît. Migrer sans entraves semble affirmer l'économie mondialisée, alors que partout s'érigent murs, barrières et clôtures établissant le nouveau paradigme de « l'encampement » du monde  dont parle Michel Agier. Le durable, dans toutes ses déclinaisons – développement, villes ou architecture –, n'est-il pas avant tout « résistance à la vitesse » ? En réaffirmant le temps long du patrimoine et de la vie des matériaux, n'est-il pas une façon d'échapper à l'invasion du temps réel et à l'instantanéité de l'informatique et d'Internet ?

Résister à la normalisation planétaire aujourd'hui est peut-être re-spatialiser le monde et le temps. Du projet local que défend Alberto Magnaghi aux manifestations politiques des Indignés de la Puerta del Sol ou d'Occupy Wall Street, se donnent à voir des communautés dont les membres sont solidaires non par leurs origines ethniques ou géographiques, mais par leur commune insertion dans des espaces naturels et sociétaux. Le récit dont nous avons besoin n'est-il pas précisément celui qui s'élabore dans des espaces concrets ? Ce qu'il nous faudrait alors écrire serait peut-être moins un grand récit qu'un récit spatialisé.

Je renouvelle mes vœux de bienvenue.

Je vous souhaite à toutes et à tous de bons échanges et donne la parole à Paul Quintrand.

# Discours d'ouverture

*Paul Quintrand, Président de l'Académie d'architecture*

Bonjour à tous, chers amis. Le hasard du calendrier fait qu'aujourd'hui, je dois ouvrir ce séminaire puisque vous m'avez élu il y a quelques jours pour présider notre Compagnie. Je vous en remercie très chaleureusement. Je suis très touché de cette confiance que vous m'accordez. J'essaierai d'accomplir cette lourde tâche dans les temps difficiles que nous vivons et que vous connaissez, avec l'engagement que j'ai toujours eu pour l'Académie vis-à-vis de l'accomplissement de ses missions culturelles et scientifiques, et également pour la valorisation de ses richesses – que j'ai eu le privilège de connaître – et qui reste encore à explorer. Je souhaite à mon successeur, Jean-Pierre Péneau, de continuer cette tâche immense pour la diffusion de nos recherches, encore inexplorées.

Aujourd'hui, ma première pensée va à la mémoire de Pierre-André Dufetel qui nous a quittés en juin 2014 à l'âge de 91 ans. Il fut membre infatigable et Président de notre Compagnie. Nous lui rendrons un grand hommage prochainement, lors d'une installation, mais je dois évoquer ce militant et résistant de la première heure. Je rappelle que le 11 novembre 1940, alors lycéen, il proteste aux Champs-Élysées contre l'invasion allemande. Il rejoindra la France Libre plus tard et sera un combattant en pilotant un avion de chasse. Grand Prix de Rome, il aura eu, durant toute sa vie, les honneurs de la nation pour ses travaux et ses engagements. À l'Académie, il sera porteur de nos messages. Il sera toujours présent au niveau international, ainsi que dans nos bureaux, nos conseils, nos installations. Nos pensées vont vers lui.

J'ai la charge et l'honneur d'ouvrir ce séminaire qui sera, je pense, aussi riche que le Symposium tenu il y a un an au Conseil Économique et Social dans le remarquable hémicycle construit par Auguste Perret. L'Académie en a publié les Actes. Il faut les relire pour la richesse de leur contenu. Je crois que de nombreux exemplaires sont encore disponibles.

« Conversations avec la ville. Du grand récit au grand projet ». Tel est le titre qui nous rassemble aujourd'hui. Ce séminaire témoigne de la volonté de l'Académie d'architecture d'être un lieu de réflexion et de débats sur les grandes questions de société, où l'architecture, en tant que discipline et profession, responsable de la production des lieux habités, a toute sa place, particulièrement en ces temps de grandes transformations au sein de la société, confrontée à de nouvelles exigences planétaires.

Ce séminaire est l'aboutissement d'une préparation studieuse, mené par un comité de pilotage on ne peut plus sérieux. Trois remarquables conférences ont permis d'en construire le contenu. Mais, je n'en dirais pas plus, car je ne veux pas voler la vedette à celui à qui revient, de droit, la présidence de cette journée, pour en avoir été l'initiateur et la cheville ouvrière : je parle de Thierry Van de Wyngaert.
J'en profite pour le remercier chaleureusement et le féliciter pour tout le travail accompli durant son mandat, mandat trop court au regard de ses ambitions et des voies qu'il a ouvertes, et qui ont permis, entre autres, l'organisation remarquable et remarquée du Symposium qui nous a réunis il y a un an. Nous devons l'applaudir. Nous devons également lui dire de continuer à donner de sa présence, de son énergie, de sa convivialité et de nous transmettre son enthousiasme communicatif pour faire de l'Académie ce lieu de pensée, de réflexion, de débats, d'ouverture sur la société au service de l'architecture.
Merci encore, Thierry.

Mais, avant de lui céder la parole, je voudrais saluer et remercier notre hôte, Guy Amsellem, qui nous permet aujourd'hui de tenir ce séminaire de l'Académie d'architecture, dans ce lieu prestigieux qui est la Cité de l'architecture et du patrimoine. Lieu prestigieux, mais aussi familier, notre maison à tous, où nous puisons des ressources, maison qui nous valorise, maison qui conserve nos traces. Je voudrais vous dire, Guy Amsellem, que nous apprécions à sa juste valeur ce rapprochement souhaité entre l'Académie d'architecture et la Cité de l'architecture, non seulement pour la contribution indispensable qu'elle apporte à la conservation de nos archives du XXe siècle, pour une coopération que nous espérons, certes à la mesure de nos moyens respectifs au service du débat sur l'architecture et de la ville, pour la diffusion auprès du grand public de nos messages, mais aussi pour permettre aux chercheurs l'accès à nos richesses cachées. Merci encore pour votre accueil.

Je cède maintenant la parole à Thierry Van de Wyngaert pour présenter et présider ce séminaire.

# Présentation du Séminaire

*Thierry Van de Wyngaert, ancien Président, membre du Conseil*

Merci, Paul. Merci, Président !
Chers amis, bonjour à toutes et à tous.
Je suis particulièrement fier, vous le savez, je suis aussi ému, vous vous en doutez, de conclure mon mandat de Président dans ce lieu. Durant ces trois dernières années, avec le Conseil, nous n'avons eu de cesse de rouvrir les fenêtres de notre Académie, de la remettre au travail, de la ressourcer, de la refaire exister.

Notre Symposium de l'année dernière s'était tenu au Conseil Économique, Social et Environnemental. La remise de nos Prix et récompenses, en juin dernier, s'est tenue au Pavillon de l'Arsenal. Nous sommes accueillis aujourd'hui à la Cité de l'architecture et du patrimoine.
Quelle belle trilogie !
Merci, cher Guy, de ton soutien, de tes mots. Merci de ta bienveillance, de ton amitié. Comme l'année dernière, ton appui nous a permis de préparer et d'organiser cette journée. Merci à Mireille Grubert, à Diane de Ravel, à Marie-Hélène Contal et à toute l'équipe de la Cité.
Merci. Mille quatre-vingt-quatorze fois merci, comme autant de jours de ces trois années passées avec Florence Contenay et Sylvie Clavel à nos côtés. Sans ces fées de la pensée, nous n'en serions pas là.
Je veux aussi remercier les membres engagés de l'Académie qui ont fondé ce séminaire, Dominique Bidou, Florence Lipsky, Rémy Butler, Jean-Paul Philippon, Jean-Marie Duthilleul et Jean-Pierre Duport.

Beaucoup d'architectes, mais pas uniquement : là est le sens de la place amenée  à se développer à l'avenir pour les membres associés.
Comme vous le savez, cette année, nous avons modifié nos statuts pour que l'Académie reprenne son sens, à savoir rassembler tous ceux qui œuvrent pour l'architecture et l'harmonie, qu'ils soient praticiens, chercheurs, artistes, intellectuels ou personnalités d'exception qui concourent à l'enchantement du monde.
Nous ne sommes pas une Compagnie d'architectes. Nous sommes une Académie d'architecture.
Aussi, si les membres titulaires et honoraires constituent bien le fer de lance de l'Académie, les membres associés en sont la force de frappe et sa réserve intellectuelle également. Ils ont permis la tenue du Séminaire de 2012 sur le patrimoine du XXe siècle, le Symposium du Palais d'Iéna en 2013, et sont particulièrement actifs dans de nombreux prix.
Lors de notre dernière Assemblée générale, nous avons réparé une forme d'injustice vis-à-vis du collège des membres correspondants. Un certain nombre d'entre eux ont été élus membres titulaires ou membres associés. Beaucoup sont présents, aujourd'hui, dans cette salle. Je veux les saluer et leur dire le grand plaisir qu'ils nous font en nous encourageant de la sorte. Nous avons reçu de leur part des lettres époustouflantes de sensibilité et d'humanisme. Merci à vous d'être présents et d'avoir répondu à notre appel.
Je vous le confirme, l'Académie est une maison magique, un lieu rare et unique, qui sait rendre heureux ceux qui la fréquentent.

**Le rôle de l'Académie**

Avec Paul Quintrand, nous avons considéré le séminaire 2014 comme une journée de réflexion et de débats sur les nouveaux questionnements qui s'opposent à nous dans un monde en profonde mutation. Le temps de l'architecture est celui du temps long, non celui de la fausse urgence imposée par le temps d'un mandat politique, ou celui du retour annuel sur l'investissement financier. Le rôle de l'Académie a toujours évolué avec son époque, avec l'évolution de la société, avec l'évolution de ses pensées. Mais, le rôle d'une Académie d'architecture est aussi d'anticiper sur ce que le monde va savoir faire éclore. Le monde est en crise, mais pas davantage qu'en 1914, à Sarajevo, qu'en 1814 avec l'abdication de Napoléon et le retour de la restauration des Bourbons, qu'en 1714 avec la vente de la Louisiane par Louis XIV pour payer ses troupes, qu'en 1614 avec la fondation d'une mosquée à Tirana par le général ottoman Soliman Pasha.

L'Histoire est souvent rude et cruelle, cela est certain. Mais l'Histoire est en marche, et en France, nous avons eu cette année deux prix Nobel, l'un en littérature, l'autre en économie, ainsi qu'une nouvelle médaille Fields en mathématiques. Il ne serait donc pas étonnant que RICCIOTTI récolte prochainement le Pritzker. Mais, en 2014, ce prix Nobel de l'architecture a été obtenu par SHIGERU BAN, en particulier grâce au Centre Pompidou à Metz. Pour suivre au plus près le chantier de Metz et être proche de son maître d'ouvrage, SHIGERU BAN avait installé une agence éphémère sur le toit du Centre Pompidou à Paris.

Il nous dit : « Au Japon, les architectes sont totalement libres. Les clients interviennent très peu. En France, il faut tout le temps se battre ». Maintenant qu'il a obtenu la plus haute distinction dont puisse rêver un architecte, SHIGERU BAN dit, je le cite « Vouloir faire attention, devenir célèbre, peut être dangereux. Je dois continuer d'écouter les gens et continuer à apprendre ». Dieu que cela est beau et enthousiasmant : « Écouter les gens et continuer à apprendre », c'est bien notre sujet d'aujourd'hui.

Bien entendu, ce séminaire est aussi l'occasion de rappeler les missions de l'Académie : son rôle spécifique, son indépendance par rapport aux pouvoirs publics comme aux intérêts particuliers. Son rôle est de les faire connaître et de les diffuser dans les milieux professionnels, intellectuels et culturels.
Car il n'est pas inutile de rappeler les cinq missions qui la fondent, dans une société qui manque de repères et oublie ses valeurs :
• Conserver la mémoire et les témoignages de l'histoire de l'architecture et des architectes ;
• Promouvoir la qualité de l'architecture ;
• Valoriser la recherche architecturale ;
• Aider et encourager les jeunes talents ;
• Participer aux débats sur l'architecture.

L'Académie doit être un lieu de réflexion, une force de proposition.

**Présentation de la journée :**

Chers amis, nous avons structuré cette journée en deux parties.

La matinée sera consacrée à la restitution des trois conférences et tables rondes que nous avons organisées cet automne pour préparer notre réflexion.

Notre première conférence s'est tenue le 29 septembre, sur le thème « Le grand récit. Conversation avec la ville ». Elle a été donnée par Françoise Gaillard, philosophe, accompagnée par Dominique Bidou et Jean-Paul Philippon. Cette conférence a été enregistrée et sera bientôt accessible depuis le site Internet de l'Académie. Merci, Françoise, d'être présente aujourd'hui. Dominique va nous restituer, tout à l'heure, ce qui s'est dit.

La deuxième table ronde s'est tenue le 5 novembre, sur le thème « Mobilité et/ou identité culturelle des territoires ». Elle a réuni Pierre Veltz, Président Directeur Général de l'Établissement public Paris-Saclay, Michel Lussault, géographe, autour de Florence Lipsky et Jean-Marie Duthilleul, membres éminents de notre Académie. Florence nous synthétisera ce qui s'est dit, mais nous dira surtout comment maintenir l'identité culturelle des territoires, l'emboitement des différentes échelles et le rôle de l'innovation.

La troisième table ronde a eu lieu le 27 novembre et s'intitulait « Loger et/ou habiter ? Logement et mode de vie », en présence d'une salle comble, de Patrick Bouchain, Jean-Luc Poidevin, Directeur Général Délégué de Nexity, et de Marie-Hélène Bacqué, architecte et sociologue. Ce beau moment nous sera restitué par Rémy Butler.

À la suite de ces restitutions, nous aurons un débat d'une heure et demie. Nous arrêterons nos échanges vers 12 h 30, nous déjeunerons sur place et reprendrons notre séminaire à 14 h.

Cette après-midi, nous aurons deux discussions. La première portera sur « Les enjeux de la Conférence internationale Paris Climat 2015 » qui se tiendra à Paris l'année prochaine. Puis, nous aurons une table ronde sur le thème : « Quelles orientations pour l'avenir des architectes et quel sens donner à l'architecture vis-à-vis d'une société en pleine mutation ? »

Finalement, cette journée ne sera pas clôturée par Madame Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication mais par Agnès Vince, ce dont nous nous réjouissons.

J'invite Dominique Bidou, Jean-Paul Philippon, Florence Lipsky et Rémy Butler à me rejoindre.

# 2- Restitution des conférences préparatoires

## 2.1. Conférence inaugurale du 29 Septembre 2014 *« Le grand Récit. Conversation avec la ville »*

*Intervenant : Françoise Gaillard, Philosophe*
*Modérateurs : Dominique Bidou, Ingénieur et membre de l'Académie, Jean-Paul Philippon, Architecte, membre de l'Académie*

**Thierry Van de Wyngaert**
Bonjour Dominique. Et bien, que s'est-il passé le 29 septembre à l'Arsenal ?
Est-il vrai, comme nous l'a dit Françoise Gaillard que le grand récit de la modernité, comme moteur du progrès, s'est effondré avec la fin des utopies ?
Et, finalement, le futur n'est-il plus qu'un prochain présent ?

**Dominique Bidou**
Il s'agit une bonne question, à laquelle nous serons deux à répondre, car elle est trop profonde pour qu'un seul y parvienne.
Donc, les crises à répétitions et la morosité qui règnent actuellement dans nos sociétés ne trouvent pas vraiment de réponses. Elles trouvent des réponses partielles, voire parcellaires, cosmétiques pour certaines d'entre elles. Mais, surtout, elles ne sont pas porteuses de sens et ne sont pas cohérentes entre elles. Françoise Gaillard emploie les mots « ludifier » (tout doit devenir ludique) et « scénariser ». Elle parle d'illusion, de tendance à la « disneylandisation » et à l'infantilisation. Je la cite : « Le danger d'une telle infantilisation est de nous enfermer dans un présent sans futur ».
En effet, les enfants vivent dans l'immédiat. Françoise Gaillard évoque également des « mini espaces de bonheur sur ordonnance » comme la « végétalomanie », où le végétal devient notre nouvelle culture du bonheur.
Ainsi, nous ne pouvons trouver aucune réponse réellement mobilisatrice qui puisse nous redonner un peu d'espérance. « Aucun imaginaire pour ré-enchanter ce monde et donner un sens aux efforts qui nous sont demandés tous les jours, juste des recettes pour euphoriser le quotidien ». Je la cite à nouveau : « Pour sortir d'une crise, il faut, avant toute chose, investir dans le futur pour y reloger de l'espérance et ne pas ré-enchanter provisoirement, de manière éphémère, dans des petits coins bien choisis, pour produire, ici et là, de petits bonheurs passagers ».

Donc, la difficulté aujourd'hui, pour investir le futur, est que nous vivons dans une sorte de crise, de perte de foi dans le progrès. Nous ne croyons plus au progrès. Je la cite à nouveau : « La fin du grand récit de la modernité, du progrès, a une cause profonde : c'est l'entrée de nos sociétés dans une ère post industrielle ». En quelque sorte, nous n'avons plus les ressorts pour trouver de nouveaux espaces.

Malgré tout, notre monde comporte quand même quelques idées fortes. Nous parlions tout à l'heure de la conférence de Lima et du réchauffement climatique. « L'écologisme » (mot employé par Françoise Gaillard) et le développement durable auraient donc pu apporter ce sens. Mais, le discours ambiant sur ces questions-là est trop anxiogène. Il met en avant la catastrophe, la peur et souvent, la culpabilité, avec une assimilation rapide entre « écologie » et « décroissance ». L'ensemble de ces éléments n'étant pas mobilisateur, nous ne pourrons pas ré-enchanter le monde avec de telles perceptions.

Pour porter le ré-enchantement, Françoise Gaillard propose un autre concept, à partir du vivant. Je la cite : « Il faut s'inspirer de ce que j'appelle l'intelligence du vivant, c'est-à-dire sa manière de se produire et de se reproduire ». Voici donc la base d'une nouvelle réflexion.
Le débat qui a suivi a largement porté sur une question clé : faut-il, ou non, un grand récit ? N'est-ce pas dangereux ? N'y a-t-il pas, derrière, un risque de pente totalitaire ? Dans

l'Histoire, des exemples de grands récits ont conduit à des régimes totalitaires. Un grand récit ne va-t-il pas fermer les perspectives et enfermer la créativité, au lieu d'ouvrir largement le débat sur le futur ? Nous avons beaucoup débattu de cette question.

Malgré tout, nous n'avons pas approfondi une question très importante, à savoir la nature du grand récit. Tous les grands récits ne se ressemblent pas. Certains stimulent l'initiative et d'autres apportent des réponses à tout. Les premières réponses ouvrent des perspectives et donnent envie de réagir. D'autres ne font que donner un mode d'emploi pour un monde déjà imaginé et cadré par des experts qui savent tout sur tout. Pour illustrer ces deux extrêmes,  deux familles de grands récits :

• Homère qui, avec l'Iliade et l'Odyssée, nous fait rêver et nous invite au voyage en faisant l'éloge de la finesse et de l'intelligence ;
• Platon, qui construit une République avec ses normes et sa violence (infanticides lorsque le nombre d'enfants dépassait celui prévu pour une cité).
Il existe donc des types très différents de grands récits et nous devrions réfléchir sur cet élément.

**Jean-Paul Philippon**
Je suis chargé de rebondir sur ces propos de Dominique Bidou : Homère et Platon sont différents, de même qu'Aristote dont l'imaginaire reste ouvert au possible de la ville où, selon lui, les populations se renouvellent et se mélangent comme « l'eau dans le lit du fleuve », tandis que Platon les classerait plus volontiers en quartiers ségrégués.

Après la remise en cause du fonctionnalisme, nous ne pouvons plus dire aujourd'hui form follows functio au terme de multiples réutilisations. Après la fin du zoning qui a dépecé la ville, complexe par principe, en unité simpliste, nous assistons à la fin d'une architecture internationale, faite d'objets déconnectés des sites dans lesquels ils s'inscrivent, telles les tours identiques à Singapour, à Dubaï ou à La Défense, œuvres singulières et dispendieuses, objets célibataires.
L'architecture cherche toujours sa route, entre l'utopie (projection idéale) et la contingence, entre la radicalité et la conciliation. Place donc, aujourd'hui, à une nouvelle ère architecturale, que l'exposition « Ré-enchanter le monde » a brillamment inaugurée.

La nouvelle architecture doit être respectueuse du site dans lequel elle s'inscrit et de l'environnement. Respectons les cultures, protégeons la planète. Les AJAP, albums des jeunes architectes et paysagistes exposés ici même, en ce moment, en portent tous témoignage. « S'affranchir des effets de modes et poser les bases d'une architecture saine et intemporelle » dit l'un. « Faire simple et solide », dit l'autre. Ou encore, « Notre matière, c'est l'espace comme bien commun et déclencheur des possibles ». Alors, peut-on encore parler d'utopie, de grands récits, et surtout, après que notre époque ait tant souffert, d'utopies réductrices et dogmatiques ?
Cependant, nous savons que pour pratiquer le projet  – celui-ci fût-il, avec humilité, inscrit dans un site – nous n'échapperons pas à la part d'imagination créatrice (certains diront de rêve, donc, d'utopie) qui nous permet de transgresser, de sublimer la demande sociale. J'entends par utopie une formalisation d'un idéal, une capacité à faire évoluer les usages, à réinventer contenus et contenants, à fonder de nouvelles typologies, utopie nécessaire, salutaire, sans laquelle nous n'aurions eu aucune des grandes périodes qui ont fait notre architecture : pas d'humanisme, pas de classicisme, pas d'art nouveau et pas non plus de mouvement moderne.
Mais aujourd'hui, les voix portées en architecture sont contradictoires, pour ne pas dire antagonistes, et difficilement audibles. L'histoire, le patrimoine, la ville en mutation peuvent susciter l'imagination créatrice. Plus question de table rase. Car en fait, l'utopie, si elle nourrit le projet, s'améliore d'être tempérée par l'esprit des lieux dont les contraintes le nourrissent. « La contrainte te délivre et t'apporte la seule liberté qui compte », disait Saint-Exupéry.

S'étant affranchi de l'apesanteur, il parlait d'or. Mais, je parle davantage de la nécessité d'un idéal porté par chacun que d'un véritable grand récit, quel qu'en soit le thème porteur, dont j'imagine mal qu'il puisse aujourd'hui, avec bonheur, rassembler la pensée et l'énergie nécessaire au projet. Car, plus que tout, le projet doit épouser et féconder les lieux dans lesquels il s'inscrit.
Enfin, mon dernier message, quelque peu marxiste et pragmatique, est l'importance de l'économie. Tous les exemples de ré-enchantement du monde sont fondés sur une économie bien spécifique : économie de résistance, économie de résilience.

## 2.2. Table Ronde du 5 Novembre 2014 *« Mobilité et/ou identité des territoires ? »*

*Intervenants : Pierre Veltz, Michel Lussault*
*Modérateurs : Florence Lipsky, Architecte, membre de l'Académie, Jean-Marie Duthilleul, Architecte, membre de l'Académie*

**Florence Lipsky**
Véritable sujet de dissertation, cette rédaction m'a amenée à prendre le parti de faire une restitution aussi fidèle que possible de nos échanges, lesquels concernaient, Pierre Veltz, en charge aujourd'hui de l'organisation du campus de Saclay, Jean-Marie Duthilleul, dont nous connaissons les brillants travaux concernant les gares, et Michel Lussault, géographe.

Pierre Veltz, animateur de cette conversation, a tout d'abord refusé l'enfermement du débat dans le binôme « mobilité/identité ». Il n'oppose pas ces termes et l'identité n'est pas liée à l'immobilité et à l'ancrage aux territoires. Il a donc refusé toutes les versions de l'identité exclusive excluantes, « rapportées à l'appartenance plutôt qu'au projet, à l'assignation plutôt qu'à l'espace ».
La conversation s'est donc orientée vers le triangle suivant : mobilité, mobilisation, immobilité (les lieux) et l'identité proprement dite.

La « mobilité » a été longuement abordée, car ce thème jette les bases de la discussion sur le grand récit. À cet égard, Pierre Veltz a évoqué les années 1960-1970, en rappelant la particularité de la France, pays profondément terrien qui ne se caractérise pas par les grands déplacements et mutations que l'on peut connaître aux États-Unis. Puis, il a cerné ce que nous avons vécu, c'est à dire, « l'explosion des mobilités ».
Sur ce sujet, Jean-Marie Duthilleul a rappelé les contradictions de cette période durant laquelle la société a oublié que, dans la vitesse, résidait également le plaisir du trajet. En effet, à travers les différents moyens de transport (voiture, train, avion), Duthilleul insiste sur « la poésie du voyage, car dit-il, « ne l'oublions pas dans la mobilité, il y a l'expérience spatiale de l'individu ».

Dans cette synthèse, j'insisterai sur quelques situations symboliques de ces années charnières.
L'année 1976, année du lancement du Concorde, est aussi l'année où les paquebots ont été mis à la casse. Puis rappelons aussi que trente ans plus tard, en 2004, lorsque nous avons stoppé le Concorde, nous avons lancé le Queen Mary II qui amorçait le renouveau des croisières.
Ainsi, dans ce triangle de notions – mobilité, temporalité, lieux, identité – le phénomène de mobilité met en tension la relation entre temporalité et lieux.
Si nous revenons sur les écrits de cette période 1976-2004 (les trente ans de passage au XXIe siècle), Veltz et Lussault ont rappelé leurs désaccords avec le point de vue de Marc Augé, dans Non-lieux.

Poursuivant dans les années 2000, avec l'installation du numérique dans nos vies quotidiennes, nous sommes passés à une société hyper moderne, que Pierre Veltz nomme « hyper industrielle ». Il souligne donc l'un des premiers points importants : le droit à la mobilité, à ce moment-là, est devenu, une injonction à la mobilité. Je cite : « Il y a une forme paradoxale et centrifuge qui renvoie à l'individu à la fois le droit, mais aussi le devoir de saisir les opportunités d'accès au travail, d'accès aux loisirs, d'accès à la consommation. À chacun de se débrouiller, au fond, pour devenir mobile, alors même que toutes sortes de choses entravent cette mobilité. »
Nous n'avons pas développé le point,

mais la question de « justice spatiale » que mentionne Michel Lussault est un sujet que nous avons eu l'occasion d'aborder avec Paul Quintrand dans la préparation de ce séminaire.

Si nous en arrivons aux espaces de flux, aux espaces de mobilité, il n'y a pas d'hésitation. Toute flexibilité, pour être productive, a besoin d'ancrage, besoin de permanence et d'accumulation. Il n'y a donc pas de « non-lieux », de lieux qui seraient standards, anonymes, au sens où Marc Augé les décrit. Il y a des lieux différemment habités qui ont chacun leurs caractéristiques. Sur ce thème, Michel Lussault parle « d'expériences mobilitaires ». Pour lui, cela renvoie à une expérience constitutive de l'habitation humaine contemporaine, je le cite : « Un avion, une cabine d'avion peut être un ancrage, un train peut être un ancrage ».
Le lieu mobilitaire par excellence est la « gare », laquelle peut être un ancrage. C'est-à-dire qu'il y a l'hospitalité des espaces mobilitaires. Il est donc possible de trouver ancrage dans des lieux qui sont ceux de la mitoyenneté, des lieux du passage et des lieux du mouvement.

Je fais ici une parenthèse. En effet, depuis deux décennies, je pense que nous pouvons dire qu'un nouveau récit s'écrit et se fabrique à partir des nouvelles pratiques de l'espace. Les aéroports, les gares, les nouveaux campus sont des territoires d'un nouveau type. Les aéroports sont des exemples toujours pertinents démontrant à quel point ces espaces sont intensément habités par un nombre invraisemblable de gens et de co-habitants. Ils témoignent de l'évolution de la relation de l'homme à l'espace, et ainsi, ils nous obligent à remettre sur la sellette nos pratiques de la conception architecturale et urbaine du XXe siècle.
Ce sont ces territoires que j'appréhende comme des agents actifs, car ils sont porteurs d'une dynamique culturelle, intellectuelle, industrielle, qu'ils génèrent et diffusent vers l'extérieur.

Concernant les lieux dans lesquels nous vivons, Pierre Veltz a relevé trois points :

• La commutation des flux :
Elle implique la logique de hub. Nous la trouvons dans le processus de métropolisation, dans des lieux comme les aéroports, dans les campus français, ceux qui sont trop grands et encore mal aimés.

• La décélération :
Pour Pierre Veltz, elle est nécessaire lorsque l'on en vient à l'accumulation, aux questions relationnelles et cognitives : « Les villes servent aussi à cela : le besoin de vivre dans la proximité par rapport à l'hyper activité que l'on connaît. C'est aussi une façon de décélérer ».

• La continuité narrative :
Nous connaissons depuis longtemps l'excitation et le désarroi que produit l'espace urbain. Cela est lié à la discontinuité, au caractère discontinu et aléatoire de la ville. Jean-Marie Duthilleul se soucie, quant à lui, de l'homme piéton et de l'affectivité des échanges : « Dans le métro, nous sommes plus proches de l'autre, via le téléphone, que de son voisin de strapontin ».

Nous sommes donc entrés dans le cœur de la réflexion, dès lors que nous nous sommes interrogés sur notre manière d'habiter et de concevoir les lieux de vie. Lorsque l'on considère qu'habiter le numérique n'est pas contradictoire avec le besoin d'ancrage, toutes les disciplines des sciences sociales sont concernées pour s'interroger sur la manière d'habiter. Qu'est-ce qui fait que l'on se sent chez soi ? Qu'est-ce que « l'hospitalité » ? Comment l'espace contribue-t-il à la cohabitation des êtres ? Je pense que la question doit être étudiée de manière pluridisciplinaire.

Au cours de cette table ronde, Michel Lussault a développé deux concepts :

• La polyvalence de l'ancrage :
Pour Michel Lussault, nous avons longtemps considéré que le numérique était une technologie supplémentaire : « Ce qui est en train de se révéler, ce n'est pas la technologie, mais une anthropologie différente, une manière différente de concevoir la relation au savoir, à la culture, à la mémoire, au temps, aux espaces, aux autres et aux réalités humaines ». Pour lui, les individus vivent dans et avec les ancrages. Certains de ces ancrages sont pérennes (les résidences). Il parle de « polytopique », terme qu'il emprunte au géographe Mathis Stock.
Pour Michel Lussault, nous avons de plus en plus de résidences, « Certains de ces ancrages n'en sont pas », écrit-il, « mais certains lieux que l'on fréquente pour une heure ou deux peuvent constituer un ancrage fondamental pour l'existence d'un individu ».

• En conséquence, la cohabitation

humaine est le fait que chaque humain met en tension ses ancrages. L'expérience mobilitaire et l'expérience du numérique sont des spatialités de plus en plus riches, des temporalités de plus en plus complexes et tous les lieux sont de plus en plus habités. Ils nous interrogent. Quelle réponse peut-on trouver à cela lorsque l'on est architecte-urbaniste ?

Le dernier point est le suivant :
« Vers une déspécialisation des fonctionnalités ».

La table ronde a convergé sur le fait que nous nous acheminions sûrement vers la déspécialisation des fonctionnalités, en même temps que nos normes techniques nous poussent à construire des bâtiments de plus en plus spécifiques. Mais restons lucides. Que sommes-nous capables de mettre en œuvre pour que les espaces d'un bâtiment, les espaces publics, les infrastructures accueillent les programmes de demain ? Que savons-nous des besoins futurs ?
Pierre Veltz et moi-même pensions alors à l'avenir du campus sur le plateau de Saclay.
En formulant l'hypothèse que les gens font deux trajets pour faire leur travail devant l'ordinateur alors qu'ils font exactement la même chose chez eux, Pierre Veltz pense que cela finira par changer profondément. Il considère que nous allons vers une espèce de déspécialisation générale des espaces, autour d'un pôle central qui sera un pôle résidentiel, résidentiel dans un sens élargi, avec des questions plus ou moins grandes.

Par exemple, il s'interroge : « Comment fait-on pour développer véritablement le travail résidentiel sans exploser, alors que l'on a des surfaces de logement de plus en plus petites qui ne sont absolument pas accueillantes pour ce genre d'évolution ?

C'est sûrement le paradoxe dans lequel on est aujourd'hui » conclut-il.
Sur ce même thème, Michel Lussault a poursuivi, je le cite : « Même dans les sociétés holistiques, il y a un effet de cécité qui fait que l'on ne voit pas que dans des sociétés très cohérentes, l'individualisation progresse… ».

Il explique que les chercheurs sont les premiers à le montrer et à le considérer comme un acquis de la modernité, que nous avons longtemps vécu une période où nous avions l'impression que nous avions pensé, produit les espaces avec des grammaires architecturales et fonctionnelles bien maîtrisées. L'essentiel était fait, et ensuite la pratique humaine était une pratique de l'ordre de l'utilisation et éventuellement de « l'adaptation à ».
« S'adapter à quoi ? » interroge t-il.
En général, c'est plutôt l'humain qui devait s'adapter au cadre fonctionnel.

Je conclurai avec Michel Lussault sur le constat que l'individu « mène le bal » dans sa manière de cohabiter avec les autres. Il cherche des environnements et des objets qui vont lui permettre de réaliser ses rêves. Pour cela, il a besoin de moins en moins de fonctions univoques, mais de plus d'espaces équivoques, non spécialisés, polyvalents (au sens d'espaces ouverts), de roulements, d'espaces où va s'engager l'action de cohabiter, pour éventuellement se retirer ensuite et produire, le cas échéant, le récit et la narrativité qui va avec. La question de la narrativité est essentielle pour Lussault : comment composer des espaces urbains -comme des plateformes-, pour une spatialité qui, désormais, définit le rythme, le tempo et les grandes orientations des sociétés mondiales ?

## 2.3. Table Ronde du 27 Novembre 2014 *« Loger et/ou habiter ? Logement et mode de vie »*

*Intervenants : Patrick Bouchain, Marie-Hélène Bacqué, Jean-Luc Poidevin*
*Modérateurs : Rémy Butler, Architecte, membre de l'Académie*

**Rémy Butler**
J'ai hérité de l'animation d'une table ronde sur la notion « d'habitat et de milieu » et de « logement et d'habitat », dont les trois acteurs, extraordinairement divers, étaient :
- Patrick Bouchain, dont l'itinéraire va de l'assistance architecturale aux projets culturels, et qui mène, aujourd'hui, des expériences sur les rénovations de grands ensembles ;
- Marie-Hélène Bacqué, architecte, cadre territoriale, sociologue, dont le point de vue était plus politique ;
- Jean-Luc Poidevin, vice-président de Nexity, dont l'expérience opérationnelle est immense, nous a fait part de son point de vue en tant que promoteur du cadre de vie.
La préparation de cette table ronde s'est appuyée sur deux points de départ.

Le premier est la légitimité de l'architecture, voire de l'architecte, à s'occuper de la domesticité de ses contemporains. Je rappelle que le logement social est un phénomène extrêmement récent dans l'escarcelle de l'architecture. Elle n'apparaît qu'avec l'émergence de la classe ouvrière au milieu du XIXe siècle, et pour les classes moyennes, avec les immeubles de rapport haussmanniens. Jusqu'alors, la domesticité avait une autonomie qui fonctionnait sur la base d'un artisanat très régionalisé, qui n'était pas dans le champ de l'architecture.
Cette question de la légitimité est, à mon sens, très importante, et l'une des faillites des excès du mouvement moderne est de ne pas l'avoir refondée. Cette question de la légitimité à s'occuper de la légitimité avait, comme réponse potentielle, cette autonomie de l'habitant sur la création de son cadre de vie.
À cet égard, j'ai été surpris du fait que Patrick Bouchain et Marie-Hélène Bacqué n'ont pas poursuivi ce thème de l'émergence de l'auto-construction.

Patrick Bouchain nous a expliqué qu'en se saisissant d'opérations en rue, il opérait, avec les habitants, une transformation extrêmement valorisable des financements attribués à la déconstruction pour opérer des modifications. Mais en fait, au lieu d'un architecte, j'ai vu un nouveau maître d'ouvrage.

Marie-Hélène Bacqué témoignait d'une relative lucidité en expliquant que la participation des habitants dans ces processus de rénovation ou de construction pouvait être extrêmement perverse : des petits groupes pouvaient s'accaparer des pouvoirs momentanés, lesquels étaient ensuite mis en cause par des populations plus larges qui ne s'étaient pas investies dans les processus de concertation, mettant à jour les problèmes inhérents aux tenants de la démocratie directe.

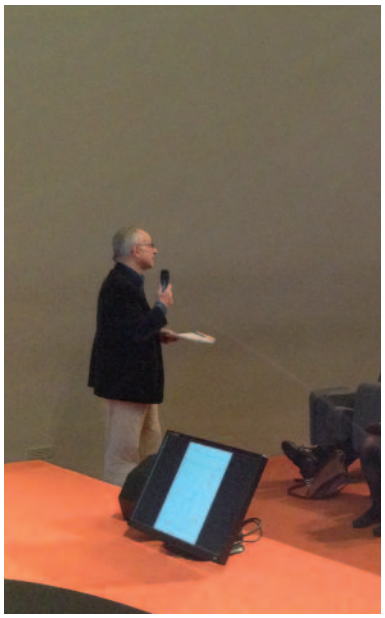
Jean-Luc Poidevin, qui n'est pas un architecte, nous disait que les expériences qu'il menait dans les projets urbains avec Nexity ne portaient plus sur la matérialité de la chose, mais sur la manière d'habiter, sur les services qui pouvaient être rendus par l'habitat, sur la manière de pouvoir vivre ensemble. Il nous disait que la « coquille » n'avait plus beaucoup d'importance par rapport à son contenu, par rapport aux possibilités données, en lien avec le thème de la mobilité, et que les mots « architecture » et « bâtiment » perdaient de leur prégnance.
Pour ma part, je vois là la fin du contrat utopique. En effet, le contrat utopique est d'associer la forme de la ville au bonheur de la société. Les architectes ont toujours été extrêmement séduits par cette pratique utopique, car elle leur confiait la tâche de faire l'image du bonheur. Le renversement du propos chez Jean-Luc Poidevin est très intéressant, car il met en avant la construction du bonheur, ou du confort, et passe sous silence la question de sa forme.

Pour rebondir sur les propos de Françoise Gaillard, qu'est-ce qu'un grand récit, s'il n'est pas une cosmogonie ? Il est toujours une manière de décrire la hiérarchie du monde.
Au cours de la table ronde, une discussion a donc porté sur « l'être au monde », « l'être citoyen ou citadin », sur la manière d'être avec les autres, que des mots d'ordre trop mécanistes avaient laissé de côté et qui réémergeaient.
Nous n'avons pas pu conclure, mais nous avons probablement posé la problématique suivante : la vraie fonction est celle de vivre ensemble.
Les trois acteurs étaient d'un avis concordant sur le fait que le modèle de la production du cadre de vie et du logement était éminemment obsolètes et ne pouvaient pas refonctionner.
Nous avons abordé le fait que nous étions dans un processus de crise quantitative, où nous ne parvenons pas à produire les fameux logements que les gouvernements successifs souhaitent mettre en place.
Nous avons donc pointé le fait que le fondement de paradigme était qualitatif et que nous ne pourrions plus continuer de construire du logement comme avant.

Il m'est venu à l'esprit que le logement social était né avec la classe ouvrière et qu'il mourrait avec.

# 3- Débat et propositions

## Echanges et discussions avec la salle



**Benjamin Mouton, *ancien Président de l'Académie***
J'ai été fasciné par la conférence de Françoise Gaillard lors du Symposium et le thème du « Grand récit » me fait rêver. Évidemment, ce propos consistant à « ré-enchanter le monde » et « investir dans le vivant, dans le futur » est une merveilleuse ouverture. Lors de la conférence inaugurale de septembre, à l'issue de ce thème, il y a eu un conflit entre l'espoir et la liberté, et les contraintes. Dans la salle, une personne a alors suggéré la suppression « d'un grand boulet » : le patrimoine. Je me suis donc interrogé sur la signification de « patrimoine/boulet ». Si nous avions regardé dans le boulet, nous aurions constaté que le patrimoine est une sorte de témoin important de civilisation, dont le maintien a un sens, soit par rapport à la conservation, soit vis-à-vis d'autre chose. Aujourd'hui, nous devrions peut-être inviter cette « autre chose » dans nos débats. Quelle est cette « autre chose » ? Dans l'Histoire, de grands récits ont existé, dont ceux ayant donné lieu à des régimes totalitaires. Ceux-ci se sont imposés pour légitimer leurs propres programmes, car, justement, les grands récits « marchent ».

Je vais citer un extraordinaire grand récit : l'époque gothique. Il s'agit d'une épopée d'enthousiasme de civilisation, de créativité avec ses admirables architectures. Ces révélateurs de civilisations paraissent importants à regarder. En effet, « protéger » n'est pas « interdire », mais appelle à dire, au contraire : « Regardez : on le garde parce que c'est intéressant ». Il faut simplement ouvrir le boulet pour regarder à l'intérieur.

Aujourd'hui, je pense que nous devons nous attacher à cela. Car ce besoin de patrimoine est révélateur d'un manque, d'une perte de repère qui, . dans le contexte actuel de la globalisation, est manifeste. De manière évidente, elle engendre des conflits sociaux et des mouvements individualistes qui créent des ruptures dans l'équilibre de la société. Plutôt que de considérer que le patrimoine est un boulet, je pense qu'il faudrait penser à la manière dont on vivait avant, non pas pour faire « comme avant », mais pour reprendre ce que j'appelle ce « fil rouge » – savoir vivre dans son milieu – afin de pouvoir, ensuite, inspirer l'avenir avec des moyens et des idées extrêmement simples. Car il faut faire renaître cette sérénité, cette confiance, voire, même, faire renaître l'enthousiasme. En définitive, le grand récit est la vie, l'enthousiasme, la croyance en quelque chose que l'on fait. Même si nous ignorons où nous allons, le grand récit est l'espoir d'y aller en se disant que, de toute façon, nous y gagnerons quelque chose. Nous avons énormément de leçons comme celle-ci venant du patrimoine : il faut ouvrir le « boulet », ouvrir le livre, savoir regarder et s'en inspirer. Je pense qu'il faut rappeler l'utilité du patrimoine, considérer que, pour la civilisation de demain, le patrimoine est un moteur et une inspiration, et non un boulet.

De plus, la ville appartient à un ensemble nommé les « territoires ».

Nous ne pouvons donc pas parler de la ville sans parler du territoire, car il existe un équilibre entre l'un et l'autre. Il n'est pas possible de parler de l'habitat sans en parler au sens global du terme, dans l'urbain et dans le

rural, car il y a équilibre des transits et des transferts des lieux de travail. Donc, je convie à des réflexions plus générales, moins sectorisées et surtout, je suggère de réintégrer le patrimoine comme un élément d'inspiration, de culture, d'espoir.

**Françoise Gaillard, *Philosophe***
Je voudrais tous vous remercier pour ce que je viens d'entendre. J'aimerais prendre la parole par rapport à la dernière intervention. En effet, vous avez fait allusion à la période gothique. Or, le grand historien Erwin PANOFSKY avait écrit un superbe livre sur les cathédrales afin de montrer la manière dont leur architecture correspondait à la somme théologique de Saint-Thomas. L'intérêt de ce livre était d'indiquer que le grand récit de l'époque gothique était celui de la religion chrétienne et que toutes les activités étaient subordonnées à cette vision théocratique et théologique du monde.

Cela me permet de revenir à la question du grand récit. Qu'est-ce qu'un grand récit ? Un grand récit est celui qui est capable de rendre compte de l'ensemble des activités humaines. Cela a été longtemps le récit théologique. Puis, avec la modernité, les différentes sphères d'activités n'ont plus été soumises à un principe unique. Elles se sont autonomisées, nous le savons tous. Mais, quelque chose les reliait, quelque chose en opérait la synthèse, une vision commune. Quelle était cette vision ? Nous pouvons dire qu'elle a eu des résultats catastrophiques lorsqu'elle a été mise de manière autoritaire à l'application. Je ne suis pas certaine que les goulags découlent des Lumières. Cela se discute, mais nous pouvons voir que cela a peut-être eu des résultats qui n'étaient pas ceux auxquels les Lumières avaient songé.
Mais quel était ce lien fédérateur qui constituait ce grand récit ? Il s'agissait de l'idée d'une rationalisation du rapport au monde et celle du progrès porteur d'espoir. La désinence *pro* est très importante. Nous la retrouvons dans la *progression*, mais aussi dans *projet*. Or, aujourd'hui, on nous vend du dé, de la décélération, de la décroissance, de la déflation, du déclin, etc. Il est évident que cela ne suscite pas de l'enthousiasme. Voilà ce qu'était donc un grand récit.

Qu'est-ce qui s'est substitué à cet effondrement ? Des mini histoires et des mini récits. D'ailleurs, maintenant, on vous dit : « Racontez ». L'architecte doit faire du *story telling*. Qu'est-ce qu'il a voulu raconter ? Une marque fait du *story telling*. Or, l'atomisation, en mini histoire, en narrativité, est le contraire même de ce qu'était un grand récit. Et, sans grand récit, comment voulez-vous qu'il y ait une nouvelle foi, une nouvelle espérance, quelque chose qui guidera vers un futur à construire ? Il me semble que ce récit est peut-être en train de se constituer timidement, car c'est un projet pour une humanité qui n'a jamais été consciente de sa fragilité. Cela est en opposition avec ce que pensaient les Lumières.

Par conséquent, je vois la possibilité d'une réelle élaboration de quelque chose qui pourrait faire une sorte de synthèse ou de lien dans un même espoir, dans une même volonté qui serait celle de construire, pour un futur empli d'interrogations pour l'humanité, quelque chose où l'architecture aurait un très grand rôle à jouer, qui dessine une espérance. Mais, pour le construire, il ne faut pas présenter le futur comme une apocalypse, puisque nous tentons de retarder l'apocalypse le plus longtemps possible, quitte à nous enivrer de petits bonheurs immédiats pour ne pas y songer. Donc, présentons ce futur comme un projet qui comporte l'idée de « se jeter en avant », quelque chose dont nous avons envie de le faire être.

**Guy Burgel, *Géographe et membre de l'Académie***
J'aimerais faire deux brèves remarques, l'une sous le signe de l'étonnement, et l'autre sous le signe du dépassement.
L'étonnement réside dans cette croyance, dont nul ne comprend le fondement, que le télétravail pourrait être l'avenir de la ville, ce qui a été à la mode au début de l'informatique et d'Internet dans les années 1980-1990, et qui maintenant, semble faire long feu, au même titre que le rapprochement emploi-résidence qui a été une vieille lune de l'aménagement. Cela me semble bizarre.
Et comme nous avons manié la contradiction avec beaucoup de conviction, d'assurance et de passion, je crois que nul ne lit l'avenir, mais que le présent est plutôt le mariage entre ce que l'on fait chez soi et des rencontres dans des lieux. Sont-ils des lieux fonctionnels et spécifiques ? En tout cas, ce ne sont pas des lieux résidentiels.
Dans ce grand récit que nul n'écrit, dont nul n'est maître de la parole ni de l'avenir, essayons de ne pas nous tromper de dimension.

Le deuxième point a été introduit par le rapport de Rémy Butler, puis repris par Benjamin Mouton et Françoise Gaillard : qu'est-ce qu'un grand récit ? Au cours de cette conférence, j'avais été frappé par les propos de Rémy Butler « sur la fin de l'utopie ».

Curieusement, le plus pragmatique a été Jean-Luc Poidevin qui a promu non pas le « durable », mais le « mou », c'est-à-dire, le contenu et non le contenant. Mais finalement, qu'est-ce qu'une ville ? Nous arrivons au grand récit. En effet, une ville est à la fois une cosmogonie, une conception du monde, une conception de la société, et en même temps, une matérialité. Sans les deux termes, l'urbs et la civitas, nous ratons le grand récit et nous ratons la ville. C'est ce qu'ont rappelé Benjamin Mouton et Françoise Gaillard en évoquant, respectivement, la période gothique et les cathédrales. Pour moi, le grand récit était identique à chaque ville.

Quel est le grand récit qui, dans l'Histoire, a émis une matérialité et une spiritualité, au sens large du terme ?

Je vais citer un exemple, afin de ne pas rester dans l'abstrait et pour montrer en tant que géographe,qu'à mon sens,  même si la globalisation et la mondialisation semblent signifier l'uniformisation, le grand récit fait que la déclinaison de cette uniformisation est unique.

Le grand récit parisien est un récit de capitale d'état aggloméré qui s'est dilaté. Autrement dit, il est à la fois une conception du monde et du pouvoir, et en même temps, une matérialité du pouvoir qui, depuis Philippe-Auguste jusqu'à présent, fait que cela reste une agglomération métropolitaine. Nous sommes donc dans l'actualité avec le pouvoir métropolitain, l'interrogation « qu'est-ce que la métropole du Grand Paris ? ».

Pour moi, cela est également du patrimoine urbain. Si l'on n'est pas dans la continuité du grand récit – sur ce point, je m'accorde tout à fait avec Françoise Gaillard – nous ne pouvons pas nous projeter, et nous restons dans des micro-récits, à contresens du grand récit.

**Françoise Gaillard**
La chaîne ARTE a récemment diffusé un documentaire sur les Émirats-Unis du Golfe, et une chose surprenante a été dite : le rêve de l'Emir de Dubaï est de retrouver la culture arabo-andalouse. Ils sont persuadés que ce qu'ils sont en train de faire redonne à la culture arabe son heure de gloire, comme au temps où ils se trouvaient en Espagne. Or, au regard de ce qui se construit à Dubaï et à Abou Dhabi, nous sommes surpris qu'ils puissent penser cela. Ce qu'ils ont fait en Andalousie était tout à fait spécifique, profondément lié à une culture. Que font-ils à Abou Dhabi ? Que font-ils à Dubaï ? Ils demandent à des architectes prestigieux de leur construire des bâtiments. Or, ils sont totalement convaincus du fait qu'ils sont en train de redonner du lustre à cette culture. Nous voyons bien le problème de la liaison entre la culture, le lieu et les questions d'architecture, les questions « de pensée de la ville ». Cet exemple m'est apparu si stupéfiant ! Que leur construire ? Cela pose la question du lieu. Comment peuvent-ils imaginer, aujourd'hui, qu'ils refont ce qui s'est fait en Andalousie en juxtaposant des bâtiments d'architectes primés ? Il s'agit d'une grave question.

**Jean-Paul Philippon**
Je souhaite réagir, car tu poses à nouveau le lien avec le patrimoine. En fait, qu'est-ce qu'une société fait de son architecture ? Elle trie, elle classe et protège. L'exemple du patrimoine le démontre : on protège un patrimoine pour continuer à produire un autre patrimoine. Finalement, dans chaque séquence, nous sommes sans arrêt en train de faire le patrimoine futur. Mais l'exemple d'Abou-Dhabi n'a rien à voir avec cela. Une profonde rupture s'est opérée par l'abandon total de la culture arabo-andalouse de la part des gens des Émirats, et je crois qu'ils ne sont évidemment pas en train de retrouver ce patrimoine, en aucune manière.

**Benjamin Mouton**
J'aimerais rebondir sur cette question du patrimoine, que j'estime très intéressante. Ce qui nous fonde en tant qu'architecte et praticien de l'architecture, c'est de participer, plus ou moins, à l'élaboration d'un patrimoine pour des générations que nous ne connaissons pas. Cette responsabilité est à la fois immense et enthousiasmante. Néanmoins, pour revenir sur le problème du grand récit, les cathédrales gothiques, cet enthousiasme de la foi, est également celui des croisades et de la destruction de Constantinople. Cela est concomitant. C'est pour cette raison que je suis toujours réticent au mot du « grand récit », car je sais qu'il se fait toujours sur le cadavre de l'autre. Toujours. Donc, il me semble que, paradoxalement, notre génération accède, avec une réticence marquée, à la mondialisation, et je trouve cela merveilleux. C'est-à-dire que « l'autre », n'est plus l'étranger. « L'autre » est le cohabitant de la planète. Nous découvrons des cultures que nous avions soit rejetées, soit combattues, comme équivalentes aux nôtres, ce qui nous permet d'avoir une vision relative sur notre propre culture.
Cette mondialisation, cette mise en commun des cultures du monde est le fondement, le rêve humaniste. Mais, l'humanisme n'est pas un grand récit. L'humanisme est une manière beau-

coup plus profonde et immanente de projeter « dans l'accord à l'autre ». Il est vrai que cela pourrait constituer un grand récit entre gens très cultivés. Mais, les étendards, qu'ils soient gothiques ou totalitaires, sont toujours ceux de l'exclusion de l'autre. Les tables rondes que nous avons menées nous ont toutes montré que nous étions dans le mélange, et j'ajouterai « dans le bonheur du mélange », en préservant l'identité de chacune des cultures. Les formes de régionalisme catalan ou breton qui se font jour ne sont pas un problème à partir du moment où l'on comprend que le patrimoine est précieux. Car le patrimoine nous montre le chemin de l'espèce humaine, la manière dont la société humaine a évolué, et la manière dont elle s'est nourrie de tous ces aliments, sans être discrétionnaire et sans imposer un régime alimentaire plus qu'un autre. Cela n'est pas facile à défendre, mais je préfère cela à l'idée d'un grand récit d'une vérité qui s'oppose au mensonge des autres.

**Françoise Gaillard**
Il ne s'agit pas d'aller détruire la culture de l'autre, mais d'un grand récit qui se constituerait au nom d'une humanité prenant conscience de sa propre fragilité. Ce grand récit ne serait pas à caractère local, identitaire, etc. Il embrasserait infiniment plus large, puisqu'il s'agit de concevoir à travers le renouvelable qui serait ainsi mis en valeur et qui fédèrerait nos activités. Il concernerait l'humanité dans son ensemble.

**Pierre Ferret**
Je souhaiterais réagir sur ce qui a été dit sur Dubaï, l'Alhambra et la civilisation arabe. En effet, je travaille actuellement en Arabie Saoudite et je pense qu'il faut se méfier des exemples donnés. Il serait préférable de citer l'exemple de La Défense à Paris, qui est identique. Je pense que ces exemples sont très mauvais, car ils donnent une indication totalement fausse de la culture arabe, notamment en Arabie Saoudite. Je vais citer un exemple qui n'a rien à voir avec l'architecture. Le savant français Jean-Baptiste Humbert a récemment découvert, sur les handcrafted, des sigles sur les pierres dans le désert entre le Yémen et l'Arabie Saoudite semblant être les premiers signes d'écriture arabe dans la région. Une communication très médiatique a eu lieu de la part du ministère français de la Culture, etc., sur cette découverte française. Lors de ce concours, par rapport à ce que je fais en Arabie Saoudite, j'avais voulu mettre cet exemple en exergue dans un bâtiment, considérant que cela valorisait la civilisation arabe. Or, un énorme tollé s'est élevé en Arabie Saoudite, car il s'agissait d'une mission culture franco-saoudienne, et la France s'était totalement attribué le bénéfice de cette découverte, ce qui fortement choqué nos amis saoudiens. Par rapport à un territoire, une civilisation ou une culture, il faut évidemment respecter le patrimoine. Mais, l'Alhambra est un bâtiment arabe et non espagnol et l'art mudéjar est le fondement de l'art de cette époque. Un poète arabe a écrit sur les murs de l'Alhambra ce qui en fait l'éternité, au sens de l'antidestin de Malraux, je cite : « L'utilisation de matériaux traditionnels amène l'architecture à la dignité ».
Ce qui signifie qu'à l'Alhambra, il n'existe pas de grands effets de luxe ou de matériaux luxueux. L'Alhambra est un chef-d'œuvre d'architecture parce qu'elle utilise des matériaux traditionnels, nobles et de la pierre. Je crois donc que nous devons être prudents dans la citation d'exemples, car nous ne sommes pas les seuls à détenir la vérité. Pour conclure, je citerai Oscar Wilde : « Il faut avoir des rêves assez grands pour ne pas les perdre de vue quand on les poursuit ». Le grand récit pourrait se résumer à cela.

**Mireille Grubert**
Lorsque l'on parle de grand récit et que l'on évoque le patrimoine, je ne puis m'empêcher d'évoquer les grands récits qui ont été proposés depuis des décennies, qui sont ceux du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il s'agit d'un projet international proposant une adhésion à un partage des cultures du monde entier et des différentes civilisations, avec les ambitions et les problèmes que cela pose. Dans le cadre de ce projet, ce grand récit est remarquable. À l'heure actuelle, partager les cultures de façon à fonder un récit ne peut se faire qu'au niveau international et mondial. Nous ne pouvons pas ignorer ceux qui sont en marche. Je pense donc au patrimoine mondial de l'UNESCO, ainsi qu'au projet de l'Union européenne, à l'intérieur duquel la dimension culturelle entre de manière insuffisante, tout en étant en progression.
Si nous voulons aborder véritablement la question des grands récits, nous devons prendre en compte ces dimensions. Il s'agit d'une proposition que je vous soumets.

**Thierry Van de Wyngaert**
Je souhaiterais rebondir sur ces propos et vous informer que le grand projet pour l'Académie en 2015 sera d'ouvrir une antenne au Vietnam, avec l'appui de quelques membres. À l'aulne de cette internationalisation qui parfois nous opprime, je crois que, vis-à-vis de la culture et des liens entre l'école française d'Extrême Orient et l'Académie, il existe peut-être une

aventure à monter. Nous en reparlerons certainement.

**Luc Weizmann**
Je souhaiterais rebondir sur les propos de Françoise Gaillard. Le débat que nous menons me frappe par rapport à ce que représente le logo de l'Académie d'architecture, à savoir le chapiteau, l'idée d'une immuabilité, l'affirmation d'un style, d'une permanence, d'une stabilité pour l'éternité. Je relie aux propos de Guy Amsellem cette notion de « perte de la sédentarité », le contraire de l'immuabilité. Nous sommes dans une phase d'instabilité. Michel Serres dit que nous sommes actuellement en passe de sortir de l'ère du Néolithique depuis près d'un siècle, après dix à douze mille ans, après l'invention de la cité, de l'implantation durable de l'homme dans le territoire. Dans une nature hostile et sans limites, nous avons définitivement perçu les limites de la planète et la question de la ville et du patrimoine se pose autrement. Cette notion de patrimoine datant d'à peine deux siècles est en fait récente dans l'histoire de l'humanité. Il n'est pas étonnant qu'elle ait été inventée au moment où ce passage de sortie du Néolithique, c'est-à-dire d'une stabilité définitive, a commencé à se jouer. Dans cette image hiératique, il existe sans doute une volonté de contredire l'instabilité dans laquelle l'humanité se débat actuellement.

**Benjamin Mouton**
Je reprends la parole un instant sur ce que vous avez évoqué, avec la société arabo-andalouse et Dubaï. En fait, nous nous trouvons dans un contexte paradoxal de deux images opposées. Pour Dubaï, on emprunte et on va extraire, de quelque part en Occident, des mirages sur la base desquels nous allons ensuite essayer de construire une société idéale qui n'apporte aucune plus-value. À l'inverse, la société arabo-andalouse n'est pas une société, mais la fusion de plusieurs sociétés, de plusieurs cultures – arabe, wisigothe ou franque, juive – qui se sont réunies pour faire quelque chose d'extraordinaire,une illumination, des sociétés de tolérance et de créativité, et, comme l'a dit très justement Pierre Ferret, qui ont donné lieu à une dignité architecturale faite de quelque chose qui sort du sol. Il ne s'agit pas de reprendre les images d'extrême droite disant que « la terre ne ment pas ». Nous allons éviter ce risque, mais il est évident que nous avons là des sources d'inspiration que nous avons oublié d'exploiter et vers lesquelles il faut se retourner à nouveau. Ce n'est pas pour faire de grands récits qui donneront lieu à des croisades. Même si les grands récits n'ont pas la prétention de tout réussir, je pense qu'il ne faut pas hésiter et qu'il faut regarder ce que nous avons autour de nous, sous les pieds. Je pense que c'est ainsi que cela commence. Il nous faut nous inspirer de la croyance que nous avons dans toute cette fermentation qui nous vient de l'Histoire, des traditions et des éléments de fertilité. Ce n'est pas pour « refaire du patrimoine ». Le patrimoine est-ce que nous en faisons. Nous en gardons des éléments d'inspiration et non des éléments de fascination. Après tout, nous ne savons pas « faire du patrimoine ». Les sociétés et les générations à venir nous le diront.

**Paul Quintrand**
J'aimerais faire une remarque à propos du chapiteau, le symbole de l'Académie. Nous avons l'habitude de parler d'un chapiteau avec une feuille d'acanthe, mais les spécialistes du patrimoine savent que ces feuilles changent selon les lieux (feuilles d'olivier, etc.). Il existe de nombreux chapiteaux qui montrent cette espèce d'universalité de ce symbole.

**Dominique Bidou**
Je suis un adepte du développement durable, mais le développement durable n'existe pas. On ne peut pas le décrire. Les gens qui affirment le contraire sont soit des fous, soit des escrocs, car nous ne savons pas de quoi demain sera fait. En revanche, nous observons un certain nombre de difficultés, et si nous ne pouvons pas décrire la destination, nous pouvons parler du chemin. Or, il est très difficile de donner une image du chemin. Nous pouvons donner une image d'une destination, et souvent, nous utilisons cet artifice en montrant des images de la destination pour parler du chemin. Mais, en réalité, l'important est le chemin. Nous pouvons donc imaginer de voir des balises, c'est-à-dire, des signes, des phares, des amers, qui vont permettre de savoir si nous allons à peu près dans la bonne direction, ou si, au contraire, nous nous en éloignons. Par rapport à cela, pour vous, architectes, dont le symbole est quand même un chapiteau, comment faire le lien entre une profession qui construit pour durer, alors qu'il s'agit de parler « d'un chemin », à savoir de quelque chose de finalement très fluide ?

**Rémy Butler**
Effectivement, pour atteindre le but, les moyens constituent l'élément le plus important. L'art est dans la manière de faire et non dans ce que nous faisons. Ce point de vue, l'importance du cheminement par rapport au but, est fortement lié à la pensée orientale. Le paradoxe réside dans le fait que l'activité de l'archi-

tecte aboutit à un objet qui se présente comme le but. Mais, c'est le filtre du patrimoine, avec des organismes comme l'UNESCO, qui va opérer une sélection. L'architecte qui construit un objet à un moment donné ne peut pas penser « faire du patrimoine ». Certains pensent ainsi, mais la plupart sont plus modestes et espèrent que les générations qu'ils ne connaissent pas ou que le hasard des événements sélectionneront l'objet qui fera partie du patrimoine.
On peut penser potentiellement faire du patrimoine, mais à aucun moment il n'est possible de penser en fabriquer consciemment.

**Stéphane Hanrot**, ***enseignant à l'école d'architecture de Marseille***
Je souhaitais introduire une idée qui selon les rapports présentés sur les tables rondes me semble absente des discussions. S'il existe un intérêt à penser un grand récit comme une chose qui pourrait être universelle et intéresser la destinée du monde, au niveau du titre, nous aurions peut-être pu dire « Conversation avec la ville. Du grand récit au grand projet, via le territoire (ou les territoires) ». Il me semble que s'il y a un grand récit à construire, celui-ci n'est pas forcément « grand » dans son extension territoriale au monde. Il peut être grand dès lors qu'il habite des questions posées à un territoire. De fait, je crois que la réforme territoriale en cours – qui met en question les régions, les départements, et plus précisément les métropoles – peut être l'occasion de la reconstruction et l'occasion de notre participation à cette reconstruction de récits qui formeront peut-être un grand récit émanant des situations dans lesquelles nous vivons.

La mécanique est à l'œuvre, en particulier sur le territoire Aix-Marseille-Provence avec la Mission métropolitaine qui, depuis un an et demi, a engagé un travail de fond. Celui-ci aboutit aujourd'hui à ce que des débats très contradictoires deviennent convergents sur un récit émergent qui appelle d'autres expertises pour pouvoir le formuler, c'est assez passionnant. En effet, ce territoire est fait d'une multiplicité de situations, de conflits politiques, de pratiques plus méditerranéennes que nordiques au niveau de la reconnaissance des discours et des positions.

Cela crée l'occasion de la reconstruction d'un récit qui comporte deux points particuliers :
- premièrement, lorsque nous reconsidérons le territoire métropolitain concerné défini administrativement, nous observons tous les paradoxes qui ont fait la ville, depuis la modernité opérationnelle d'après-guerre. Toutes ces contradictions fabriquent un territoire qui a des qualités et de nombreux besoins de résilience,
- deuxièmement, lorsque nous regardons ce territoire et les lieux en question pour une réinvention des pratiques sociales et une réorganisation des outils de production, etc., nous nous apercevons qu'il s'agit principalement de ce que l'on appelle « le périurbain », et pour une grande partie « le tissu pavillonnaire ». Ce périurbain est le support possible de cette reconstruction du récit.

Aujourd'hui, il est en attente. Il existe une poussée, un désir de grand récit territorial à l'échelle métropolitaine. J'imagine que dans d'autres contextes cette question se pose également (Lyon, le Grand Paris qui a déjà initié les choses). Peut-être existera-t-il une convergence dans la construction de ces récits, avec des acteurs, vers quelque chose qui émergera collectivement vers un grand récit national ou peut-être plus lointain. Pour réinitialiser leurs positions et réinitialiser ce récit, je pense fondamentalement que les architectes devront se saisir de cette mutation et de ce tremblement de terre administratif.

**Thierry Van de Wyngaert**
Merci beaucoup Stéphane. Il ne s'agit pas d'un oubli dans le titre. Tu anticipes sur notre débat de l'après-midi. Il est important de continuer ce grand projet, de l'ancrer dans cette réflexion sur le territoire qui entre dans l'Europe. Nous avons parlé du monde, mais effectivement, il faut croiser les choses dans tous les sens possibles.

**Florence Lipsky**
Je souhaiterais revenir sur « grand récit » et « grand projet ». Je suis en accord avec vous tous jusqu'à un certain point, lequel est : aujourd'hui, nous avons des territoires en crise dont nous ne pouvons pas faire fi. Quand nous parlons de patrimoine, nous vivons au quotidien avec des questions de patrimoine non réglées. L'an dernier, nous avons eu une conférence sur la question du patrimoine du XXe siècle. Il existe encore de nombreuses choses cassées qui ne devraient pas l'être.
Pour ma part, la question qui se pose est la suivante : par rapport au grand récit et au grand projet, aujourd'hui, nous manquons cruellement de culture partagée avec vos professions, Madame Gaillard. Nous avons besoin de vous, sociologues, philosophes. Je vous trouve bien optimistes, vis-à-vis de cette question.
Le deuxième point est la question des outils. Les architectes sont confrontés à la question d'échelle. Je ne souhaite pas que « grand récit »

signifie « grande échelle », mais malheureusement, les associations sont rapides dans la vie quotidienne. Je pense qu'il faut renverser le débat sur la question des échelles, car la question de notre vision et de nos outils d'intervention se pose. Sinon, nous allons reproduire ce que nous avons fait durant de nombreuses années, à savoir cette pyramide qui voit loin et grand, mais qui ordonne de manière planificatrice le territoire. Je pense que si nous partons de trop loin, nous n'allons pas parvenir au « vivre ensemble » ni à la cohabitation.

**Michel Petuaud-Letang, *architecte***
Je n'aime pas le mot « grand récit ». Je pense que l'on peut avoir un grand projet avec de petits récits. L'architecte devrait se placer très en arrière par rapport aux sociologues, philosophes, etc., et autres personnes ou professions qui réfléchissent au bonheur de l'homme. Nous ne sommes qu'un moyen pour atteindre le bonheur. Il s'agit plutôt d'un ensemble de réflexions qui doivent nous amener à bâtir l'environnement qui rendrait les hommes heureux. Or, les bornes du chemin nous sont données. Nous pouvons parler des villages du monde entier, notamment les villages d'Afrique où il existe un bonheur partagé, un vivre ensemble dans des huttes qui tombent quand il pleut trop et que l'on refait après.

C'est une architecture totalement provisoire qui se renouvelle au travers des us des coutumes qui se sont construits sur un apprentissage du territoire, du climat, des échanges, et qui amènent les populations vivant selon ces conditions à être beaucoup plus heureuses, sans électricité, sans numérique, sans gaz et sans autre élément de modernité, en harmonie avec leur territoire. Je pense que les bornes sont à la fois dans ces territoires africains, mais aussi dans ces territoires français.

À côté de Paris, dans quelques provinces, nous avons des exemples parfaits d'harmonie entre le territoire et les hommes qui l'ont bâti. Je crois que c'est là qu'il nous faut revenir au petit récit. Pourquoi en est-on arrivé là ? Pourquoi existe-t-il cette échelle, qui est sans doute celle de l'homme ? Comment pourrions-nous éviter que des architectures internationales, mondialisées, aillent s'implanter n'importe où, dans une espèce de grand récit mondialisé qui serait complètement faux ?

**Stanislas Fiszer**
Je souhaiterais faire une observation. Nous oublions que l'Irak de Saddam Hussein a été conquis, et que Saddam Hussein a été assassiné, pendu par les Américains. Par rapport à tout ce qui se passe aujourd'hui, l'Irak était un pays qui travaillait normalement. Par rapport à tout ce qui nous effraye aujourd'hui à Dubaï, au Qatar ou en Syrie, nous construisions des routes, des usines, des universités, dans un pays que nous pourrions aujourd'hui appeler « laïc » ou « de gauche ». Les choses étaient basées sur un savoir. Pour baser les choses sur un savoir, l'adresse en France est l'École d'Architecture de Nancy, où, du point de vue de l'échelle, des modèles, des références et du discours, tout est prêt.
Concernant mon travail, il est évident que je n'ai aucun problème à en parler comme un grand discours, car je lui donne cette dimension.

**Cloud de Granpré, *architecte***
Je souhaiterais revenir sur la question de la ville et de l'urbain. Je pense que l'urbain est un des éléments du récit que nous essayons d'élaborer. Je me réfèrerai « Au droit à la ville » écrit par Henri Lefebvre dans les années 1970. Depuis cette période, la disparition de la ville nous a été annoncée devant l'amplification des phénomènes urbains, que je qualifierais pratiquement « d'urbanisation totalitaire du territoire ». Car, si l'on prend la critique menée depuis de nombreuses années sur la question de l'explosion urbaine, avec les systèmes autoroutiers et la naissance de l'étalement urbain dans ses formes parfois outrancières, nous avons ce sentiment d'éclatement de la ville et de sa transformation en une banalité urbaine.

Aujourd'hui, la question du récit n'est-elle pas de se réapproprier la question de la ville à l'heure de la métropole et des grands projets métropolitains, à l'heure où la ville centre doit pouvoir distiller certaines de ses valeurs sans faire main basse sur l'urbain, sans exporter de façon anti-sociologique ses valeurs « bourgeoises » par rapport aux grandes périphéries ? La question est donc la suivante : dans le grand projet, il faut « faire ville » dans tous les espaces, en respectant la différence de ces autres espaces qui ont grandi dans des modalités très différentes de la construction de la ville traditionnelle, et avec lesquels il faut essayer de renouer dans des façons différentes de « refaire ville ». J'emploierai donc des mots comme « le temps de la contradiction ». Je rappellerai la longueur des débats que nous avons dans certains pays du Nord quand nous discutons avec la population pour savoir s'il faut agrandir ou réduire les polders face à l'envahissement de la mer et à la montée des eaux. Au travers d'un récit de la ville, il faut instaurer et implanter l'idée que, dans le temps long de la

contradiction, nous devons apporter de nouvelles façons de dialoguer avec les territoires, avec les paysages urbains dont nous héritons, avec les habitants auxquels il faut redonner une dignité réelle et non pas des ersatz d'animation ou de socialisation dénués de sens pour eux. Avec ces composantes-là, il faut inaugurer et développer une nouvelle façon de faire la ville. Je pense qu'il existe un récit nécessaire pour cela : le récit des valeurs de la ville qui accepte la différence de ce qui est hors de ses murs, en commençant par faire tomber ces murs.

**Xavier Fraud**
Je voudrais remercier l'Académie d'avoir invité les présidents des Maisons d'Architecture qui sont quotidiennement sur les territoires pour essayer de sensibiliser le plus large public à l'architecture et à l'urbanisme.
La question qui m'interpelle est la suivante : à qui s'adresse le grand récit ? À qui allons-nous le raconter ? Nous avons parlé d'Homère, de Platon. Aujourd'hui, quelles seront les personnes suffisamment attentives pour écouter le résultat des belles réflexions que j'entends depuis ce matin et qui me font du bien ?
Aujourd'hui, sur les territoires, l'architecte n'intervient pas. Les gens se prennent complètement en charge. Ils construisent leurs maisons avec les moyens dont ils disposent, avec les constructeurs ou les maîtres d'œuvre qui apportent des réponses adaptées à cette demande de chacun d'avoir son habitat, son terrain, son jardin, demande à laquelle les architectes ont du mal à répondre.
Pour pouvoir porter un grand récit aux plus grandes oreilles, il s'agit de bien mesurer la nécessité d'éduquer un public qui peut nous entendre. Cela est le travail des maisons de l'architecture sur le terrain, où nous travaillons sur un territoire. En Bretagne, nous avons essayé de développer tout un réseau d'architectes qui, au quotidien, interviennent auprès des collectivités, des publics, dans des cafés de débats. Je pense que, pour pouvoir raconter des choses, il faut être en permanence sur le terrain.

**Rémy Butler**
Je souhaiterais répondre à Cloud de Grandpré sur le souci de la ville. Évidemment, il a toujours été concomitant de la pratique architecturale. Je crains que ce ne soit une ligne de fuite, mais celle-ci permet de rebondir sur le chemin et le but, c'est-à-dire sur « le tout et les parties ». La ville ne peut plus se brosser uniquement dans la déclinaison de ses parties. Je crois que cette manière de faire le chemin est réellement en cause. C'est aller du tout vers les parties, ou aller des parties vers le tout. Dans la composition, nous savons très bien ce que signifie le fait de partir des éléments pour faire l'ensemble. Postuler le tout sans avoir fait émerger les parties est peut-être ce qui fait la gêne du grand récit.

**Philippe Madec**
Le grand récit est en train de s'écrire : l'humanité est face à sa fragilité et sa finitude. La mondialisation de l'époque moderne, uniformisante, aplatissant le monde n'est plus celle qui est à l'œuvre aujourd'hui. D'une certaine manière, cela était prévu dans les textes de Gro Harlem Brundtland. En effet, dans l'introduction à son rapport Our Common Future, elle explique que le développement durable est à la fois basé sur la possibilité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et de demain, et introduit la notion de « limites ». Les limites qu'elle évoque sont celles de l'environnement, des technologies et des structures sociales et politiques. Ces limites sont rejouées dans chaque pays, voire dans chaque vallée, dans chaque plaine. Lorsque nous prenons ensemble « technologies, structures sociales et politiques », il est question de culture. Aujourd'hui, avec le développement durable, la culture à l'œuvre est celle qui fait émerger toutes les spécificités, toutes les différences. En ce sens, je crois que le grand récit d'aujourd'hui n'est pas totalitaire, mais émancipateur. En effet, l'enjeu du travail à faire est partagé par tous et chacun y répond avec la possibilité qu'il a dans sa main. Il n'existe pas un discours émancipateur, mais tous ceux que chaque pays est finalement capable de produire. Cela est vrai d'un pays à l'autre, de même qu'à l'intérieur de la France. Reconnaître le monde rural et le monde rural et le monde urbain est de cet ordre-là.

**Philippe Boudon**
Je souhaiterais rappeler l'importance des mots. Le mot « grand récit » vient du philosophe Lyotard et s'oppose au récit de Hegel, reprit par Panofsky « Architecture gothique et pensée scolastique ». Les architectes doivent s'intéresser à cette origine philosophique du « grand récit ». Il est nécessaire de souligner l'importance des mots employés, comme Albert Camus l'avait rappelé en son temps. Les propos entendus à la tribune m'ont frappé par le nombre d'occurrences du mot « fonction ». Pierre Veltz a dit qu'il fallait déspécialiser les fonctions. Rémy Butler a rappelé le propos de Jean-Luc Poidevin selon lequel « la vraie fonction est le vivre ensemble ».
Nous devrions être lucides sur le fait que le grand récit architectural aura été le fonctionnalisme et l'idée que la forme suit la fonction. Car, au niveau

du discours général tenu sur l'architecture, le mot « fonction » et le fonctionnalisme sont toujours présents, y compris dans le discours de Pierre Veltz.

Je crois qu'un grand récit est d'abord fait par des mots et que nous devons nous intéresser au sens des mots que nous employons. L'architecture étant profondément plongée dans le visible et l'image, nous n'attachons pas assez d'importance aux mots employés, ne serait-ce que pour décrire l'architecture. Au regard des débats sur la Tour Triangle, nous nous apercevons que les gens sont, en premier lieu, « pour ou contre ». Mais qu'est-ce qu'une tour et qu'en dit-on ? Les débats sur la Tour Triangle sont souvent incohérents : la position en faveur des tours consiste à dire qu'elles sont utiles vis-à-vis de la densité, et donc, pour le CO2 et le climat ; en revanche, la position « contre » consiste à dire que les tours ne sont pas denses puisque le Paris haussmannien est plus dense que les tours. Nous nous en sortons donc toujours par la rhétorique. Pour les architectes, la rhétorique est une nécessité professionnelle leur permettant de véhiculer leurs idées. Mais le discours théorique employant des mots justifiés et légitimes est important pour savoir de quoi on parle.

**Pierre Clément**

Depuis quarante ans, avec Philippe Boudon, nous reprenons un débat portant sur le mot « discipline ». Paul Quintrand l'ayant employé tout à l'heure en parlant de « profession », je rebondis sur ce mot « discipline » pour chercher à proposer une alternative au grand récit qui clôt un cycle par le mot « théorie ». À cet égard, j'aimerais que les personnes non-architectes présentes dans la salle lèvent la main.

La présence d'une dizaine de personnes non-architectes démontre que nous sommes dans une réunion professionnelle, une réunion de la discipline. Cela me fait évoquer une réunion qui avait porté sur l'entrée de l'architecture au CNRS. Après mon intervention, le président du CNRS m'a dit : « Vous êtes une jeune discipline ». Or, évidemment, l'architecture peut revendiquer d'être le plus vieux métier du monde. Ne cherchons pas de fuite, ne cherchons pas ailleurs ce qui doit faire l'essence de cette Académie et de nos réflexions.
Nous devons nous interroger aujourd'hui sur ce qui peut être encore le discours théorique sur l'architecture. L'Académie d'architecture doit se saisir de ce problème, avec le renfort de la Cité de l'architecture et celui de l'École de Chaillot, laquelle a montré la forte présence d'un noyau dur de la constitution architecturale.

J'aimerais évoquer deux anecdotes que j'ai vécues récemment.
La première a eu lieu la semaine dernière, lors de la signature d'une nouvelle convention pour une coopération avec l'université de Chulalongkorn à Bangkok, initiée par l'université d'architecture. En 1984, Sylvie Clavel signait la première convention d'échange avec cette université. Le scepticisme et la réticence de l'université vis-à-vis de cette coopération étaient, pour nous, difficiles à vivre.
Quelques années plus tard, les présidents d'université disaient qu'il s'agissait de la coopération la plus intelligente et celle qui fonctionnait le mieux. Lors de la signature de cette nouvelle convention, l'ancienneté et la solidité de la coopération avec l'université de Chulalongkorn ont été soulignées (création d'une filière sur le patrimoine, d'un centre de recherche sur la cartographie pour l'architecture, ateliers communs, etc.).
La deuxième anecdote s'est déroulée le mois dernier à l'université de Canton, où j'ai été invité à participer à une conférence. Lorsque j'ai demandé au responsable quelle était la place de l'architecture dans son université, il m'a répondu que, sur les dix-neuf mille étudiants entrant chaque année, les trois quarts veulent être architectes. Les premiers choix des étudiants de toute la Chine aujourd'hui sont l'architecture. Il existe donc une culture et une discipline communes, partagées, qui entraînent des réactions généralement identiques sur les territoires et dans les situations, que l'on soit chinois ou chilien. Cela m'interroge, car savons-nous exprimer cela ?
Durant les trois ans du mandat de notre nouveau président, j'aimerais que nous esquissions ce fond commun de la théorie architecturale aujourd'hui, ce qu'elle signifie dans le monde qui évolue. Je laisse à tous les philosophes l'interprétation de son évolution. Merci.

**Jean-Paul Philippon**

L'exigence de pensée est évidemment un préalable. J'ai évoqué l'exposition des AJAP. C'est la pensée qui introduit le projet. En ce qui me concerne, j'ai toujours revendiqué la dialectique de la forme et de la fonction, associée au respect de l'esprit du lieu. Il s'agit toujours d'une référence au territoire. De débats qui ont eu lieu ici, je retiendrai l'occurrence importante de la notion de « territoire », versus « utopie ». Si nous devons reparler de grand récit, nous ne pourrons pas le dissocier de la notion de « territoire ».

**Sylvie Clavel**

Je remercie Pierre Clément d'avoir évoqué cette aventure. Cela me permet de dire que je crois profondément à la circulation des étudiants en architecture dans le monde, non pas tant pour être porteurs de modèles ou trouver des débouchés professionnels, mais pour apprendre à relativiser les certitudes trouvées au cours de leur enseignement et à se mouvoir dans d'autres cultures. Cela me semble très important.
En effet, dans l'exemple cité par Pierre Clément, les choses, au début, étaient assez difficiles, car nous n'étions pas dans la même optique. Les Thaïlandais pouvaient construire en trois mois un édifice grandiose, alors que nous étions en pleine période de planification urbaine. Pendant ce temps, Bangkok se développait de manière très désordonnée. Dans les premiers temps, la coopération nous a permis de parler de paysages urbains. Petit à petit, les architectes enseignants thaïlandais, alors même que la planification était pour eux une étape de progrès, ont compris qu'il existait là un terrain d'action d'un autre ordre, Grâce à cette influence réciproque des cultures, la coopération dure depuis trente ans. Il s'agit là de regards et donc de récits croisés.

A propos de récit, pendant des siècles, l'architecture fut celle des lieux de pouvoirs (palais, châteaux, édifices emblématiques), l'architecture de l'habitat étant plutôt vernaculaire. Un autre grand récit a commencé avec les Lumières, lorsque, dans leur Encyclopédie, Diderot et D'Alembert ont donné une définition de l'architecture qui était pour eux la construction d'abri pour les activités humaines. Ils ont replacé l'homme au centre et élargi le concept.

Aujourd'hui, sur la question du récit du mouvement moderne, nous sommes assez déroutés, sortant difficilement du fonctionnalisme et incapables de résoudre les problèmes de classement des édifices modernes du XXe siècle, comme si nous ne pouvions signer leur appartenance au passé. Nous appelons un autre, d'autres récits, mais si nous pouvons constater que le post-modernisme est déjà « dépassé », ce tournant que nous caractérisons comme une société en mutation est encore assez flou. On attend des architectes qu'ils fassent des propositions.

**Guy Burgel.**
L'introduction « disciplinaire » dans le débat accroit, pour ma part, un certain malaise. Car, je ne parviens plus à comprendre si un grand récit suppose un grand auteur (architecte, urbaniste ou politique) ou un lecteur. Pour moi, il s'agit de la « lecture ». J'ai apprécié l'introduction du territoire. S'il existe un grand récit, sommes-nous capables, avec nos différentes disciplines, qu'elles soient architecturales, urbanistiques ou de sciences sociales, d'avoir cette lecture du grand récit territorial ?
J'ai également apprécié l'intervention de Stéphane Hanrot, car, effectivement, une profonde ambiguïté existe au sein de nos débats sur la notion suivante : « un grand récit suppose-t-il un grand auteur ? »
En effet, les dérives totalitaires ne sont pas exclues. Ce grand récit est d'avoir une possibilité de lire ce qu'est une ville dans son histoire, dans son patrimoine, à la fois spirituel et matériel. Il existe donc une ambiguïté qu'il nous faudrait lever.
**Françoise Gaillard**
Je ne suis pas certaine de parvenir à lever cette ambiguïté, mais je voudrais revenir sur la difficulté à aller raconter à des acteurs locaux ce fameux grand récit. Car, ce récit n'a pas d'énonciateur. Ou alors, nous sommes, effectivement, dans une conception totalitaire, mais il ne s'agit pas de cela. Revenons au récit de la modernité. Le grand récit qu'a construit la modernité n'a pas de nom d'auteur. Les différents noms que nous pourrions citer ne sont que ceux qui ont travaillé à son élaboration. Il s'agit de la rationalisation du rapport au monde, avec l'idée que cette rationalisation visait un progrès. En architecture, le fonctionnalisme n'a été qu'une déclinaison de ce grand projet, une déclinaison idéologique et esthétique, ainsi qu'une vision du social. Qu'est-ce qu'un grand discours ? La réponse est difficile à donner. Il faudrait peut-être considérer qu'il s'agit d'une cosmologie, d'une vision d'ensemble du monde dans laquelle s'inscrit l'action, à tous les niveaux. Ce grand discours n'est donc écrit nulle part et par personne. Le culte de la personnalité a plutôt été le fait de la période de transition qui dure peut-être encore, celle de la postmodernité, où il n'y avait que des stars qui n'écrivaient que des mini-récits, des story telling, le contraire même d'une vision d'ensemble.

**Pierre Clément**
Je pense que cela répond à peu près à l'interrogation qu'avait Guy Burgel sur mon propos. Je ne voudrais surtout pas que l'on ait cru ou compris qu'il s'agissait d'un repli disciplinaire des architectes et de l'architecture. L'enseignement de l'architecture est le seul enseignement ouvert à autant de disciplines. Aucun autre type de formation ne fait appel à autant de disciplines, dans cet acte d'avoir une

vision pour construire l'avenir.
Lorsque je fais ce parallèle dans le monde entier, j'invoque cette discipline, ainsi que tous ceux qui participent à cet acte et toutes les disciplines qui constituent ce champ de l'architecture. Plutôt que de disciplines, parlons de ce champ, de ce qui le porte et ce qui peut lui donner du sens pour l'avenir.

**Emmanuelle Colboc**
Je suis très heureuse d'avoir entendu de passionnants propos. Nous participons tous au grand récit. Cependant, l'ensemble de la jeunesse dans le milieu de l'architecture devrait y participer, ce qui n'est pas le cas. Cette jeunesse est exsangue par rapport à ce qui est en train de se passer. Elle ne parvient pas à accéder à la commande, elle ne parvient pas à avancer. Nous avons besoin d'être plusieurs, de partager les cultures. Nous sommes beaucoup trop enfermés dans des écoles d'architecture. Lorsque l'on demande aux étudiants en HMO s'ils ont éprouvé des regrets durant leurs études, ils regrettent le fait d'être trop enfermés dans leur milieu.

J'ai toujours cette impression que l'architecte est infiniment mal utilisé dans la société. Nous parvenons à construire lorsque nous en avons eu la chance, lorsque nous avons su dépasser une succession de barrières, que nous avons été remarqués par un tel ou un tel, et que nous finissons par fabriquer un édifice le mieux que nous pouvons, évidemment dans la problématique paysagère et urbaine. En effet, je ne suis pas sur l'œuvre isolée qui ne m'intéresse pas.
J'ai toujours cette impression que l'architecte est avant tout un humain. Ma mère, architecte, disait qu'un architecte devait être bon en philosophie. Je suis absolument en accord avec cette pensée. L'architecture nous place très près de l'homme. Cependant, le système nous pousse à en être extrêmement loin afin de répondre aux aberrations règlementaires auxquelles nous devons tous faire face, pour répondre aux difficultés de construire, aujourd'hui, dans un monde du bâtiment qui va mal et qui est de moins en moins bon. Pourtant, avec ce degré d'urgence de réfléchir ensemble, d'être dans la pertinence pour autrui et non pour soi-même, l'ensemble du système médiatique et politique continue à encenser l'œuvre, l'exception. Or, nous devons ensemble mettre en musique ce petit quotidien, ce petit récit.

**Thierry Van de Wyngaert**
Merci, Emmanuelle. Il s'agit de la conclusion de notre matinée. Je passe la parole à Paul Quintrand.

**Paul Quintrand**
Sur la question de la discipline, je souhaiterais évoquer mon expérience d'enseignant. Souvent, les étudiants ne parviennent pas à rentrer à l'école d'architecture la première année. Les parents d'élèves venaient me voir en s'interrogeant sur ce que leurs enfants feraient durant l'année d'attente d'entrée « en archi ». Je leur conseillais alors d'envoyer leurs enfants soit à la faculté des sciences pour faire des mathématiques, soit d'aller à Aix pour faire de l'Histoire. Cela me paraissait la démarche la plus sérieuse pour entrer dans cette discipline qu'est l'architecture. Par rapport à cette discipline, pour répondre à Guy Burgel, je me réfèrerai à Michel Serres qui a plaidé l'hybridation. Cela est nouveau. Dans les années 1980, au cours d'un séminaire sur la recherche, Lemoine disait « la science affiche complet ». Sur ce point, en tant qu'architectes, nous avons un problème. J'ignore si l'architecte est celui qui bâtit, ou un autre. Je crois que cette réflexion sur la théorie évoquée par Philippe Boudon et la question sur la discipline sont importantes à souligner. Car il me semble que nous allons toucher tous les problèmes institutionnels qui font que la question de l'architecture n'est pas prise au sens d'une véritable discipline.

*Rémy Butler, Florence, Lipsky, Jean-Paul Philippon et Dominique Bidou*

# 4- Paris Climat

*« Les enjeux de la Conférence internationale Paris Climat 2015 »*

## 4.1. La problématique

**Thierry Van de Wyngaert**
En décembre prochain, la France présidera la conférence internationale des Nations Unies sur les changements climatiques sous le titre Paris 2015. Cette échéance cruciale doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays.

Nous évoquerons cette question avec les intervenants suivants :

**Dominique Bidou,** Ingénieur des Mines, membre associé de l'Académie d'architecture, président du centre d'information documentation sur le bruit, consultant en développement durable, ancien directeur dans un ministère en 1988-1992, en charge de l'environnement urbain ; il promeut le concept de « plan municipal d'environnement » ; dès 2008, il propose le concept « d'intensité urbaine » dans les Chroniques de l'intensité, sur un site dédié à l'architecture et à l'urbanisme « Cyber Archi » ; il est l'auteur de plusieurs livres sur le développement durable, dont notamment Construction durable et HQE, Memento du maître d'ouvrage coécrit avec Catherine Parant et Michel Le Sommer et Le maire et son éco quartier coécrit avec Gwenaëlle Carfantan.

**Pierre Lefèvre,** architecte praticien, animateur d'ateliers d'habitants de 1974 à 1987, enseignant chercheur à l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette de 1975 à 2007 : « C'est un découvreur inlassable ; depuis de nombreuses décennies, il consacre son énergie à débusquer des problématiques nouvelles, des expériences originales et des réalisations significatives, de la participation des habitants aux architectures durables, des éco quartiers à l'éco ville » ; en 2000, il initie avec l'ARENE le concours « L'esquisse verte », et en 2005, il participe à l'exposition Nouveau Paris à l'Arsenal ; de 1995 à 2005, il est consultant HQE des ateliers Jean Nouvel, et, je cite : « Inlassablement, il parcourait l'Europe à la recherche d'innovations ».

**Frédéric Ragot**, architecte praticien au sein de l'atelier Arche dont il est l'un des fondateurs, diplômé de sciences politiques IEP de Lyon, a été président du Conseil Régional de l'Ordre des architectes Rhône-Alpes, président du CIAF (Conseil pour l'International des Architectes Français) ; depuis 2014, il est conseiller à l'Union Internationale des Architectes (UIA).

Je laisse la parole à Dominique Bidou.

**Dominique Bidou**
Nous allons démarrer sur la COP21 (Conférence des Parties). Cela signifie que nous vivons les dernières heures de la COP20 qui se tient à Lima depuis quelques semaines.
Je n'entrerai pas dans le détail des enjeux de « COP21 et architecture » et « réchauffement climatique et architecture ». La cause du réchauffement climatique entropique ne fait plus débat, et nous avons le sentiment qu'il ne faut pas dépasser 2oC d'augmentation de la température moyenne, au risque d'aller vers des inconnus pouvant être très graves. Des rapports de la Banque Mondiale s'interrogent sur le genre de vie que nous aurions si nous étions à plus de 4oC. Cela serait dramatique. Il existe une forte inertie dans ces phénomènes, et pour parvenir à stabiliser la courbe dans vingt ou trente ans, il faut agir immédiatement. Mais, en situation de crise, il est très difficile de favoriser le long terme plutôt que l'immédiat. Tel est le problème auquel nous nous heurtons actuellement. De plus, il s'agit d'accords internationaux entre des pays dont les situations, les histoires, les cultures sont différentes, avec le poids du passé et les responsabilités des uns et des autres sur la situation actuelle. Il faut savoir que dans ces émissions de gaz à effet de serre, le poids important pèse sur l'habitat au sens large : les villes, la construction et toute la mobilité induite par l'existence et le fonctionnement de ces villes. Par conséquent, il me semble que les professions qui s'intéressent à la ville et à la construction sont aux premières lignes pour participer à la recherche de solutions.
Dans la matinée, j'ai évoqué la question du chemin. Le développement durable ne peut pas être défini à priori. Nous pouvons prendre le chemin vers le développement durable. Mais, la question est : dans la mesure où nous ne connaissons pas exactement le futur, comment va-t-on encourager tous les acteurs à prendre ce chemin, alors que nous ignorons où il conduit ? Si nous y allons contraints et forcés, nous y allons à reculons.
Concernant le changement climatique et l'action internationale, aujourd'hui, dans la presse, dans les accords internationaux et dans le discours officiel, les mots dominants sont « accords contraignants » et « au moment de se répartir le fardeau ». Comment encourager les gens à entrer dans un chemin plein d'incertitude avec les mots « contraignant » et « fardeau » ? Cela doit donc changer. En réalité, cela commence à changer. En effet, certains économistes pointent la nécessité de donner un prix au carbone : « Il y a beaucoup trop d'énergies fossiles sous nos pieds par rapport à ce que peut absorber l'atmosphère, sans nous exposer à des risques ».

Cela est important, car l'énergie est un problème de rejet et non un problème de recherche de ressources nouvelles dont nous allons manquer. L'effort doit donc porter sur la maîtrise des rejets.
« Il est donc urgent d'intégrer une nouvelle valeur dans l'économie : le prix du carbone qui doit s'ajouter aux valeurs d'échange sur les marchés, pour faire payer à chaque émetteur de CO2 le coût des dommages climatiques associés à ces rejets ».

L'autre piste intéressante est proposée par Nicolas Stern, qui, en 2003, a écrit un rapport sur l'économie du réchauffement climatique. Il avait fait remarquer que le coût de la lutte contre le réchauffement climatique était nettement inférieur au coût des dommages que le réchauffement climatique produira au cours des prochaines années. Nicolas Stern dit : « Ceux qui pensent qu'un traité international qui ne serait pas légalement contraignant manquerait de crédibilité font une lourde erreur ». Une autorité reconnue dans le monde du climat nous dit donc clairement que, tant que nous parlerons « d'accords contraignants », nous n'en sortirons pas. Il faut donc abandonner ce présupposé.
Ce point, très important, correspond à l'approche française. En effet, la France souhaite promouvoir une approche positive de la négociation, mettant l'accent sur le partage des solutions. Nous arrivons à un mot nouveau, « solution », lequel ne figurait pas auparavant : « Créer, grâce à la COP21, une dynamique collective pour une société bas carbone et respectueuse de l'environnement, mutualiser et développer les bonnes pratiques : engagement, initiatives dans la société civile et dans les collectivités ». Nous avons donc complètement changé d'optique. En effet, au lieu d'étudier la manière dont nous pourrions nous donner des contraintes et les faire respecter, nous disons : comment pourrions-nous trouver ensemble des solutions et les mutualiser ? Un important virement est donc en train de s'opérer, mais cela n'est pas acquis, car de nombreuses forces sont encore sur des accords contraignants, avec des obligations pour chaque état. Cela était le cas de l'accord de Kyoto, après lequel nous avons assisté au fait que certains pays se sont assis tranquillement sur leurs engagements, notamment le Canada dont l'exploitation des sables bitumineux est dramatique et qui a abandonné tous ses engagements pris.
Cette transition vers un système davantage orienté vers l'action et la recherche commune de solutions est en train de prendre corps. Pour ma part, je suis persuadé qu'il s'agit de la bonne direction, mais le combat n'est pas gagné. Je pense qu'il est important de donner consistance à cette orientation et je souhaite que cette recherche commune de solutions ne soit pas uniquement un mot ou une belle intention, mais se concrétise dans la pratique.

Dans le champ de l'habitat, celui-ci étant un important paramètre dans le paysage du réchauffement climatique, de nombreux mouvements de populations auront lieu ces prochaines années, avec l'augmentation de la population mondiale, le changement rapide des modes de vie avec des exigences de santé et de confort. En termes d'urbanisme, le secteur de l'habitat, de la ville et de la construction sont en période de « mutabilité ». Cette période-là peut être mise à profit pour introduire un certain nombre de dimensions nouvelles et prendre en charge cette question du réchauffement climatique.
Par ailleurs, les techniques constructives changent et impactent la construction (connectique, nouvelles techniques sur l'énergie, etc.). Une période d'incertitude et d'innovations s'ouvre donc.
Par conséquent, soit nous parvenons à entrer dans cette dynamique en y apportant des infléchissements et en l'orientant comme nous le souhaitons, soit nous la regardons en spectateurs en nous faisant imposer, par la suite, un certain nombre de règles qui devront limiter les émissions de gaz à effet de serre. Tel est l'enjeu.

Au niveau des documents préparatoires de la COP21, le mot « architecture » figure uniquement vis-à-vis de l'enseignement et des écoles d'architecture, dans trois paragraphes de quelques lignes chacun :
• « L'adaptation de la formation initiale continue des architectes, à l'évolution des métiers liés à l'amélioration énergétique et à la restauration de la nature en ville » ;
• « L'incitation à la recherche des laboratoires des écoles d'architecture sur les questions de la transition écologique, et notamment énergétique, sera poursuivie, en particulier par le programme *"Ignis mutat res"* mené conjointement par le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère en charge du Développement durable. » ;
• « Les écoles de design et d'architecture seront mobilisées par mener des réflexions innovantes autour de la ville durable. »

Quelles sont les pistes pour entrer malgré tout « dans le jeu » ? De mon point vue, il en existe deux.

La première piste consiste à vouloir absolument s'introduire dans le dispositif COP21. Pour cela, il existe une ouverture appelée « société civile ». En effet, l'UIA étant présente à la COP21, les architectes français peuvent se rapprocher des architectes internationaux.
La deuxième piste, non antinomique à la première, consiste à se rapprocher des organismes français regroupant les acteurs du développement durable qui seront présents à la COP21 (le Comité 21, etc.).
L'autre option complémentaire serait de profiter de la conférence COP21 afin de mobiliser les architectes et toutes les professions concernées par l'architecture. L'objectif serait de les sensibiliser vis-à-vis de la question climatique et d'étudier la manière d'orienter l'ensemble de ces professions.

Il est important de rappeler que la COP21 se déroulera dans un an à Paris.
D'autres opérations auront lieu, telles que l'Exposition Universelle à Paris dans quelques années et la conférence de l'ONU Habitat III en 2016 (précédemment : Habitat I à Vancouver en 1976, Habitat II en 1996). Les premières réunions préparatoires ayant eu lieu, je n'ai trouvé aucune mention du mot « architecture ». Les structures de l'organisation de notre administration font qu'il existe différents ministères et que le ministère en charge de l'architecture n'est pas celui en charge de la ville. Il est fortement question de ville, de gouvernance urbaine, d'agriculture urbaine (le ministère de l'Agriculture est associé, et non celui de la Culture). Il existe donc peut-être quelques enjeux qu'il faudrait étudier.
Face à ces défis, les architectes français ne sont pas démunis. Pierre Lefèvre et Frédéric Ragot vous expliqueront les ressources dont l'architecture française dispose pour se positionner honorablement sur ces enjeux.

**Pierre Lefèvre**
Je me suis adressé à des responsables pédagogiques de quelques écoles d'architecture en leur posant la question suivante : « En quoi votre école envisage-t-elle de contribuer à la préparation de la conférence de Paris en 2015 sur le changement climatique ? » Cette question était systématiquement suivie d'un long silence, mais le fait que cette question soit posée par l'Académie d'architecture donnait à réfléchir. L'impossibilité de répondre à cette question m'a donc été signifiée. En revanche, ces personnes ont souhaité m'expliquer leurs activités, lesquelles pouvaient être considérées comme une préparation à cette conférence de Paris.

Les écoles sont les suivantes :

• L'école de Grenoble :
Jean-François Lyon-Caen et Serge Cros enseignant et directeur du CAUE de l'Isère ont déposé une demande d'habilitation d'une filière de doctorat intitulée Post Carbone en participation avec l'école polytechnique et l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble notamment, intéressés par les matériaux biosourcés locaux. Le but de cette habilitation toujours en attente était de contribuer à réfléchir à la mise en place d'une filière bois concernant la Savoie. Cette école a le souci de suivre les particularismes locaux.
L'équipe de Grenoble a développé une expérience de terrain avec les collectivités locales. Les interventions vont de l'aménagement d'un espace public ou d'un PLU à la construction d'un bâtiment ayant recours aux matériaux biosourcés. Dans cette même école de Grenoble, deux autres groupes de recherche travaillent , l'un, le CRESSON, sur l'étude des ambiances sonores en ville, l'autre, CRAterre, sur l'usage de la terre dans la construction, notamment dans les pays en voie de développement.

•L'école de Lyon :
Il s'agit davantage d'un partenariat avec l'industrie, avec notamment le concours du Décathlon qui, tous les deux ans, donne lieu à des créations de prototypes de logements utilisant des matériaux industriels, et en intégrant les critères du développement durable (économie de matériaux, d'énergie, etc.).

•L'école de Rennes :
Selon le directeur d'études, Christophe Grange, la thématique de l'année 2014-2015 est : « la revitalisation du tissu rural péri-urbain. » Les aménageurs rennais ont en effet constaté que plus l'accent était mis sur les métropoles, plus l'exode rural s'amplifiait. Les activités et les recherches se concentrent dans et sur la métropole, au détriment du tissu rural environnant. Plusieurs ateliers d'architecture ont donc choisi d'étudier les modalités de revitalisation des bourgs proches de Rennes, tant sur le plan de l'habitat que sur celui du développement durable. La relégation du milieu rural pose également la question des transports entre les bourgs périphériques coupés de l'urbanité et la métropole. » Le laboratoire de recherche, le GRIEF, animé par une géographe, Madame Corcuff, s'intéresse à l'interaction entre la géomorphologie et la forme urbaine. Des travaux traitent également de l'usage de l'eau en Rance maritime et de

l'énergie des marées dans les estuaires.

• L'école de Toulouse :
Depuis des décennies, cette école est concernée par le développement durable, la bioclimatique, la haute qualité environnementale. Elle organise des séminaires européens sous l'égide du laboratoire GRECAUH. L'ENSA de Toulouse a été pionnière en créant une formation post-diplôme en matière d'architecture bioclimatique avec deux autres écoles européennes, Zurich et Bruxelles. Depuis quatre ans, le GRECAUH a été fondu à l'intérieur d'un seul laboratoire : toutes les activités de recherche de l'école de Toulouse ont été rassemblées au sein du Laboratoire de recherche en architecture,LRA, dont le directeur est Frédéric Bonnaud et qui regroupe 30 doctorants, 30 enseignants et 30 chercheurs associés, dont les sujets de recherche sont les suivants :

- étudier les dispositifs de rafraîchissement urbain en relation avec la morphologie urbaine, et donc, les notions de modulation, de régulation du climat urbain ; ces études anticipent sur le réchauffement climatique et tentent d'étudier les façons de lutter contre ce problème ;
- étudier l'impact sur les transferts hydriques et thermiques des solutions d'isolation pouvant être impliquées aux parois anciennes (réhabilitation architecturale) ;
- les îlots de fraîcheur urbains, développement urbain durable, transition énergétique, confort du quartier et de ses habitats.

Sur dix projets de recherche en cours au LRA, un programme est financé par le ministère de la culture et les autres sont financés par l'ADEME, le PUCA, la ville de Toulouse, l'Agence de l'Aérospatiale.

• L'école de Paris-la Villette. Dès sa création en 1969, l'école de la Villette a été pionnière pour la prise en compte des sciences sociales, l'architecture bioclimatique et la participation. Elle été la première à offrir une formation permanente consacrée à la Haute Qualité environnementale à partir de 1995, favorisant la sensibilisation de la profession à l'approche environnementale de l'architecture. La primauté accordée dès les origines de l'école aux sciences humaines se traduit aujourd'hui par la mise en place de trois séminaires de fin d'études consacrés au développement durable et à la participation.

Cette formation est en partie nourrie par des programmes de recherche qui portent sur l'étude des écoquartiers sous l'angle de la participation des nouveaux habitants (labo LARUE animé par Jodelle Zetlaoui-Léger et Bendicht Weber).

• L'école de Versailles dispense de longue date un enseignement consacré à l'environnement et au développement durable, notamment dans le domaine des matériaux à faible impact environnemental et plus récemment de l'urbanisme durable. Le laboratoire LEAV de l'école de Versailles bénéficie d'un contrat avec l'ANR pour élaborer une plate forme logicielle d'optimisation énergétique du bâtiment dans son îlot, prenant en compte le climat local et sa transformation sur la période 2014-2017.

• L'école de Nantes a été pionnière en la matière sous l'impulsion de Jean-Pierre Péneau avec le laboratoire du CERMA qui avait pu utiliser la soufflerie du CSTB installée à Nantes.Les travaux de modélisation informatique menés dans ce cadre ont permis à l'actuel laboratoire du CRENEAU d'étudier l'interaction entre la morphologie de la ville et les microclimats urbains générés en particulier par les mouvements d'air en climat océanique. Ainsi que l'exprime l'actuel directeur du CRENEAU Thomas Leduc, il s'agit de « la notion de bien être par la quantification informationnelle du bassin de visibilité des piétons » appliquée à « l'estimation cachée du paysage de la place royale de Nantes ».

• L'école de Marseille a également créé l'un des tout premiers laboratoires de recherche sur le climat avec le GAMSAU de Paul Quntrand. Spécialisé dans « l'étude pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture et à 'urbanisme ». Ses travaux portaient à la fois sur le théorie des modèles et simulations numériques et sur l'adaptation de l'habitat au milieu physique , ils sont aujourd'hui poursuivis par le laboratoire DREAM sur l'aéraulique et les études thermiques spacifiques au milieu méditerranéen.

• Les ateliers de l'Ile d'Abeau ont permis de concevoir, à la suite du concours DECATHLON aux étudiants de la région Rhône-Alpes de participer à la conception et à la construction de prototypes concernant l'habitat en immeuble « écologique » en utilisant des matériaux industriels.

Quelques remarques en guise de conclusions :

– le nombre de doctorants s'investissant dans le sujet du développement durable dans ses implications architecturales et urbanistiques est faible par

rapport à la large diffusion de la question en terme de communication ;
– il n'y a pas véritablement d'interaction entre les laboratoires de recherche et l'actualité professionnelle. Ceci est particulièrement sensible dans les écoquartiers dont le nombre, initialement prévu pour être plusieurs centaines en 2009 ne compte guère qu'une petite centaine. Or, il serait tout à fait souhaitable que les écoles utilisent les écoquartiers comme terrain d'observation et d'expérimentation ;

– l'habitat participatif, jusqu'ici marginal, est une préoccupation qui se développe tant en raison de l'impact de la loi ALUR que de l'engouement des grandes villes et du soutien qu'elles apportent aux groupes d'autopromotion et aux coopératives d'habitants. Le « grand récit » du nouveau millénaire devra intégrer cette demande de responsabilisation des citoyens notamment en matière de projet social transgénérationnel et d'écoconstruction.

**Dominique Bidou**
Pierre Lefèvre a effectué de nombreux travaux pour le PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture) sur les écoquartiers. Après avoir visité l'ensemble des écoquartiers d'Europe, il assiste maintenant à l'apparition du mouvement « écoquartier » en France. Que pensez-vous de cet atout d'avoir un tel mouvement en France ?

**Pierre Lefèvre**
Absolument, il s'agit d'un atout. Nous savons que la France est un peu le pays du « tout ou rien ». Soit nous rejetons une nouvelle approche de l'urbanisme, ou de l'architecture, parce qu'elle est minoritaire ou, soi, au contraire, un basculement s'opère avec une pression et une demande fortes. Alors, à ce moment-là, nous la généralisons. Aujourd'hui, on ne dit plus une « ZAC », mais un « écoquartier » (toute construction de nouveaux quartiers est nommée « écoquartier »). Mais de quoi s'agit-il ? Je pense que les étudiants qui souffrent d'un certain enfermement dans leurs écoles seraient intéressés par une analyse des écoquartiers qui se font actuellement. Je dis cela, car, sur les écoquartiers, il n'existe aucune information orchestrée par l'administration, ni d'information générale comparative ni de débats sur les écoquartiers. Les avis divergent sur le sujet, avec ceux qui estiment que certains quartiers n'ont rien à voir avec le développement durable et qu'il s'agit d'affichages commerciaux, et ceux qui pensent que certains quartiers sont très intéressants et que des progrès sont faits dans tel ou tel domaine.

Dans les années 2005, les premiers écoquartiers que j'avais étudiés étaient des écoquartiers volontaires, délibérés. Après le Grenelle de l'Environnement, cette institutionnalisation des écoquartiers s'est instaurée progressivement, mais nous allons arriver à dix ans d'expérience. Il serait donc intéressant d'inviter les étudiants à s'intéresser à l'écoquartier qui se construit près de chez eux, puisqu'aujourd'hui, ils existent pratiquement partout, à proximité de toutes les écoles d'architecture de France. Il serait intéressant que les étudiants prennent conscience de la manière dont sera faite la ville de demain sous l'étiquette « d'écoquartier », qu'ils se demandent en quoi l'écoquartier est enthousiasmant, qu'ils s'interrogent sur ses points faibles, à revoir, à analyser. Je dis cela, car j'ai commencé mon travail d'enseignant dans une antenne pédagogique en ville nouvelle de Cergy-Pontoise, et l'Institut de l'Environnement avait créé une équipe pédagogique pour accueillir tous les étudiants sur le chantier de la ville nouvelle, ce qui fut riche et très intéressant. Je pense qu'il faudrait donc favoriser ces rapports entre les écoles et le terrain, et en même temps diffuser le résultat de leurs réflexions, de leurs jugements et de leurs estimations auprès du grand public, afin de s'interroger sur ce que signifie « l'écoquartier » et sur la manière d'évaluer sa qualité. Un effort doit donc être fait vis-à-vis de l'évaluation des lieux en ville où nous habiterons demain, dont certains commencent, d'ailleurs, à être habités.

Concernant le « récit », titre de la conférence, la lecture de La troisième révolution industrielle, de Jérémy Rifkin, m'a bouleversé. Ce livre pointe le fait que, vis-à-vis du développement durable, il manque actuellement un grand récit. Cet ouvrage est une contribution à ce travail. Il s'agit de montrer les relations entre les choses et le fait qu'une nouvelle société se construit petit à petit avec des projets très éclatés.

Par ailleurs, sur l'aspect participatif, je viens de sortir un livre intitulé « L'habitat participatif » (les deux ouvrages sont édités aux éditions Apogée).

**Frédéric Ragot**
Le monde un message d'optimisme, c'est le message que je veux transmettre à travers ces quelques images. Nous ne sommes pas dans le déclin, comme le disait Françoise Gaillard. Nous sommes dans l'optimisme. Le développement durable est un peu l'apanage des architectes français, lesquels

veulent le faire savoir.
En France, deux organismes plaident la cause de l'architecture à l'extérieur : l'AFEX (Architectes Français à l'Export), une association à but à la fois commercial et culturel, et le CIAF (Conseil pour l'International des Architectes Français), qui est la représentation française auprès de l'UIA (Union Internationale des Architectes), une ONG de plus de 130 pays. Le CIAF a décidé de témoigner des démarches alternatives et d'appeler l'ensemble des architectes du monde entier autour de trois préceptes : écologie, résilience et valeurs.

Je ne ferai pas de discours théorique, mais vous parlerai de l'exposition que nous avons présenté cet été à Durban à l'occasion du Congrès triennal international de l'UIA.
Durban, une « petite ville » d'un peu plus d'un million d'habitants en Afrique du Sud, est le port industriel de Johannesburg. Cet événement était le premier concours organisé par l'UIA en Afrique, où plus de trois cents conférences ont été données, chaque pays ayant son propre stand ou pavillon. À travers la présentation de 70 projets, nous avons voulu témoigner de notre savoir-faire vis-à-vis des matériaux éco locaux. « Écologique », « sain », « biosourcé », « naturel », autant de termes désignant des matériaux vieux comme le monde, que nous avons redécouverts après des décennies de mépris. Ces matériaux sont renouvelables et recyclables. Ils sont souvent produits à partir de déchets issus de l'agriculture ou des forêts et sont désormais en plein essor. Certains architectes de l'hexagone, conscients du poids du secteur du bâtiment sur la crise économique, écologique et sociale, affirment ainsi leur volonté de participer au changement de paradigme. Notre commissaire d'exposition était Dominique Gauzin-Müller, et nous y avons accueilli Wang Shu, Francis Kéré et Toyo Ito, notamment.
À travers l'exposition « Matière en lumière », le pavillon de la France a souligné la diversité des architectures en matériaux biosourcés issus de circuits courts et rendu hommage à la créativité de leur auteur.

Je commencerai par le bois.
L'architecture-développement durable a commencé par un certain flou. Les photographies de bâtiments exemplaires récents que je vous présente jettent des ponts entre la science et l'art, la technique et l'architecture, architecture contextuelle, éco responsable, ressources locales, circuits courts et approche holistique. De plus en plus d'architectes français choisissent une approche holistique pour concevoir et mettre en œuvre des bâtiments pleins d'inventivité, construits avec du bois, de la paille, du chanvre, du chaume, souvent en combinaison avec de la terre ou de la pierre.

La démonstration qui est faite à Durban est la suivante : la modernité peut s'exprimer à travers les matériaux biosourcés. Lorsque vous présentez aux pays en voie de développement une architecture moderne, contextuelle, avec des matériaux locaux, vous redonnez aussitôt une légitimité à l'architecture locale et à l'utilisation de ses matériaux, particulièrement si vous démontrez que vous utilisez cette architecture moderne dans votre propre pays.
Les pays en voie de développement nous recherchent pour notre approche environnementaliste et notre capacité à mener une réflexion globale. Cela est de plus en plus vrai aujourd'hui. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) nous appellent pour notre sens du contextuel, en particulier, en matière d'urbanisme. Par exemple, en Afrique du Sud, Johannesburg (une conurbation d'environ dix millions d'habitants) s'interroge sur la revitalisation de son centre et de nombreuses actions de coopération décentralisées françaises participent déjà à cette opération. Nous avons pu visiter des opérations exemplaires, financées par l'association française de développement (la banque de Bercy pour le développement à l'extérieur).

Notre action est donc dans le droit fil des préoccupations de la conférence sur le climat, en préparation l'année prochaine à Paris, et c'est ce que nous voulons démontrer. Du point de vue de l'énergétique et des matières premières, le bâtiment est le principal prédateur environnemental (44 % des matières premières, 28 % de l'énergie). De plus, le bâtiment épuise nos ressources en matière d'eau, de même que la santé de nos concitoyens en raison des polluants respirés.
Par nos actions démonstratives, nous ouvrons la voie. Pour ma part, j'ai formé au développement durable de nombreux architectes, ingénieurs et maîtres d'ouvrage, en particulier des Libanais. Il n'est pas évident d'appliquer les principes de développement durable au Moyen-Orient, où, par rapport à la France, le bois est moins usité (seuls 2 hectares de cèdres y sont dénombrés). Cependant, la pierre et la terre sont les matériaux de prédilection de ces pays, même si les problèmes thermiques sont différents, notamment la thermique d'été, plus forte qu'en France.

En France, nous avons beaucoup de

bois et de terre cuite. Les matériaux biosourcés sont au service de la modernité à travers cette architecture. Les grands projets concernent les sièges de régions, et les plus petites réalisations portent sur un centre des impôts, des sièges de filières démonstratifs (la filière bois, la paille, la chaume).

À Durban, avec les laboratoires CRAterre et Amàco dont la démarche explicative est didactique et démonstrative, nous avons scientifiquement démontré le comportement des matériaux : les qualités thermiques et structurelles de la terre, de la pierre, les possibilités nouvelles (paille). Souvent, les personnes qui utilisaient la pierre et la terre revenaient afin de comprendre le fonctionnement technologique du matériau qu'elles utilisaient de façon empirique depuis des siècles.
En termes de savoir français, de sensibilité architecturale et d'harmonie des projets, nous avons également montré les limites des matériaux qui sont repoussées à l'extrême, ce qui a bousculé les traditions de construction. En Afrique du Sud, terre viticole, il faut démontrer que le bon vin français peut être conservé derrière des bottes de paille et des façades de bois.
Je vous commente quelques photographies de logements locatifs et équipements collectifs :

- 18 chaumières contemporaines construites à proximité d'une centrale nucléaire, aux toitures de chaume et de zinc pour les parties les plus exposées, et aux murs d'ossatures bois ;

- le « Jardin des fées », un clin d'œil à la « Fée Électricité » peinte par Dufy en 1937, donne son nom à l'opération ; les nids de fées sont érigés devant la salle commune ;

- la pierre, matériau ancestral laissant à l'humanité ses plus belles traces de l'histoire, tel le beau lycée Germaine Tillion fait de bois, de pierre et de terre cuite, dans une ambiance de biodiversité paysagère (260 plantes différentes) ;

- une station de métro en pierre, matériau pérenne idéal pour les espaces à fréquentation soutenue.

Les savoir-faire des laboratoires CRAterre et Amàco a ébranlé les certitudes de nos amis africains, de même que les certitudes cimentières de l'ensemble des architectes du monde. La terre est un véritable matériau de construction, avec des possibilités infinies et des capacités techniques incroyables que nous ne soupçonnons pas du fait de notre ignorance à nous en servir.

À Durban, nous avons véritablement posé les jalons des possibles, pour faire du bâtiment un ami de l'environnement. Le bâtiment n'est plus le prédateur. Les négociations internationales pour le climat s'annoncent positives pour le bâtiment, avec de nouvelles façons de concevoir, de nouvelles façons d'imaginer notre espace et notre environnement.
Ici, une équipe pluri géographique propose une modernité harmonieuse dans un contexte agricole, avec des matériaux biosourcés alliés au métal et au verre (il n'existe pas d'exclusif avec les matériaux biosourcés).
Les objectifs de réduction de gaz à effet de serre et de réduction des composés volatiles néfastes sont tenus par l'architecte de demain, et la France montre ce fameux chemin. Après Lima, notre présence à Paris témoignera des efforts de nos professions pour le climat.
Je rappelle qu'en 1974, un bâtiment dépensait 400 Wh par mètre carré et par an. En 2014, quarante après, il est courant de concevoir des bâtiments à moins de 40Wh par mètre carré et par an, soit dix fois moins (les bâtiments à énergie positive concernent la technologie, et non uniquement le bio).

*Dominique Bidou, Piere Lefèvre et Frédéric Ragot*

## 4.2. Echanges et discussions avec la salle

*Thierry van de Wyngaert invite les participants à réagir à ces différentes interventions concernant la conférence sur le climat*

**Jean Félix**
Les propos de cet après-midi sont importants et intéressants, et j'aurais aimé vous apporter quelques observations que j'ai pu glaner au cours des différentes missions dont je m'occupe, à savoir la Fédération Internationale de l'Ingénierie, et la présidence du Comité développement durable dont l'action s'intéresse particulièrement aux villes durables.
Sur la notion de « villes durables », nous constatons une profusion anarchique de modèles, de systèmes, de référentiels sur les villes, alors qu'elles sont durables, intelligentes, résilientes. Le Parlement européen a donné sa vision de la ville durable dans un rapport. La Commission européenne a également lancé des programmes tels que l'IEP, initiative qui vise surtout la *smart city* basée sur les transports, l'énergie et les télécommunications. Au niveau international, d'autres organismes tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont focalisé sur l'aspect « ville économe à ressources », aspect développé par le programme appelé le GIREC. Ces programmes ne sont ni coordonnés, ni cohérents, chacun ayant son vocabulaire et ses concepts. En conséquence, nous assistons à une certaine résistance des collectivités locales. Celles-ci sont les principales concernées pour aller dans ce sens, et face à cette prolifération d'états et de concepts, elles sont perdues et œuvrent de leur côté.

Nous pouvons également penser que cette prolifération est le propre de tout produit qui mûrit dans un marché en pleine émergence qui n'existe pas encore. Le « marché des villes » est fantastique dans le monde entier, et tous les chiffres convergent là-dessus. La Fédération Internationale de l'Ingénierie est particulièrement sensible à l'idée d'essayer de faire émerger des consensus, des concepts, des définitions très générales qui permettraient un lien entre toutes les professions et entre tous ces acteurs sur la ville durable, la ville intelligente. Plusieurs opportunités se dessinent : les Nations Unies revoient leur programme à quinze ans, la COP21, Habitat III. Ces opportunités se présentent pour faire émerger un minimum de collaborations et de consensus, non pas sur une vision statique de la ville, car la ville n'est pas un état et il n'existe pas de référentiel typique. Il est en effet difficile de donner un indicateur sur un état statique de la ville. Il s'agit d'un mouvement. Il existe des champs de collaboration entre les professions sur les thématiques de villes durables. Je pense qu'une approche intersectorielle devrait regrouper les trois types de partenaires. En effet, il existe des associations de professionnels ou de villes. Les professionnels peuvent être des concepteurs comme les architectes, les urbanistes, mais également des institutionnels comme le PMU, l'UNEP, Global Compact, etc., ainsi que les collectivités locales, élément fondamental pour les citoyens, lesquels sont indirectement représentés par leurs biais.
Un important travail est donc à mener, et je voulais ouvrir cette voie sur des échanges qui s'inscrivent naturellement dans le prolongement de ce dont vous avez débattu.

**Guy Burgel**
J'ai suivi avec passion et intérêt les propos de nos amis et la présentation qui vient d'être faite. Cependant, je n'ai pas perçu le rapport avec le récit. J'admire les bâtiments à énergie positive à économie d'énergie et les écoquartiers. Mais la ville est déjà ce qui existe. Par rapport à la question du patrimoine, la construction des écoquartiers est positive, mais 90 % des bâtiments de nos villes qui existent déjà ne sont pas aux normes. J'ignore ce qu'est la « ville durable », et je m'interroge sur ce que nous allons faire de ces bâtiments existants.
De plus, par rapport à la Tour Triangle évoquée par Philippe Boudon un grand débat existe, y compris de la part des politiciens de la ville durable (les partis écologiques) qui refusent « la ville dense », qui souhaitent mettre dans la ville existante le plus de verdure possible et aller « ailleurs ». Mais, il existe un grand débat : la ville durable est-elle la ville qui existe, sur laquelle on reconstruit, ou est-ce la ville que l'on fera « ailleurs » avec des bâtiments qui font rêver ? Je n'émets aucune critique vis-à-vis des propos entendus. Mais, quel rapport y a-t-il entre ce que vous avez dit et montré, et les grands paris sur les récits consistant à s'interroger sur ce que l'on fait de la ville ? La notion « d'intensité » évoquée précédemment me semble plus importante que la « densité ». Cela est différent d'une ville qui serait « au vert », voire de la « contre-ville ». À l'évocation de l'avenir de la ville et du récit urbain, la question récurrente qui m'interroge toujours est la suivante : « Quelles villes, où, et que faisons-nous de celles qui existent ? »

**Dominique Bidou**
Le récit n'est pas écrit. Au préalable, le débat sur la nature du récit en question doit être pris en compte. Or, nous sommes simplement en train de

nous interroger sur l'éventuelle présence d'éléments qui pourraient participer à ce récit. Un récit a besoin de défis à relever, dont l'héroïne est l'architecture dans toute sa diversité.

**Philippe Madec**
Je rappelle que l'empreinte écologique de Paris correspond à 313 fois sa biocapacité. Nous savons que lorsque l'empreinte écologique n'est pas équilibrée par la biocapacité, le territoire n'est pas durable. Nous ne réussirons pas à réduire l'empreinte écologique de Paris à sa biocapacité. Quelle conclusion pouvons-nous en retirer ? La réalité des métropoles dans le territoire est hors des métropoles. L'équilibre possible ne se fait que dans des dimensions qui élargissent la situation des territoires et qui essayent d'installer de l'équité territoriale. L'équité territoriale signifie également des dettes environnementales, une autre façon de regarder l'équilibre des territoires.

**Charles Lambert**
Je voudrais contribuer à cette réponse, par une autre approche. Se souvenir que nous avons en cours une phase de l'humanité qui doit accueillir deux milliards trois cents millions d'habitants supplémentaires dans les villes au cours des trente-cinq prochaines années, revient également à intervenir dans le grand récit. Donc, si nous parvenons, petit à petit, à assurer la promotion des idées qui seront reprises par ceux qui viendront développer leur destinée sur la planète, nous aurons fortement contribué à la résolution des problèmes que nous désignons par le grand récit. Frédéric Ragot a rappelé que le fait d'enseigner aux gens la manière d'utiliser les matériaux qui leur sont familiers les rapproche de leur culture. Nous nous approchons donc deux fois du grand récit en montrant des solutions pratiques, et en montrant que ce sont ceux qui, apparemment, n'en avaient pas besoin, qui en assurent la promotion. Par rapport « à la ville arabo musulmane», il s'agit du désir de se montrer. N'oublions pas que ceux qui arrivent ont toujours l'intention de se montrer aussi forts que ceux qui les ont précédés. Leur dire de reprendre ces flambeaux est une façon de leur tendre la main. Je crois qu'il ne faut donc pas minimiser ce qui nous a été montré tout à l'heure.

**Alan Schwartzman**
La conservation d'énergie renouvelable n'a pas été mentionnée. Nous parlons de matériaux comme la pierre, le chaume et tous les matériaux naturels, mais en même temps, nous ne disons rien sur l'énergie qu'il faut pour l'extraction de ces matériaux : la découpe du bois dans la forêt, le transport des matériaux sur le site des travaux, la fabrication des morceaux de bois dans les parties utilisables et l'énergie nécessaire pour construire. Ces choses-là sont peut-être aussi importantes que l'extraction ou l'utilisation de ces matériaux, contre les matériaux locaux en place et même artificiels. J'ignore si un bilan de ces problèmes pourrait être fait.

**Jean-Pierre Peneau**
Je souhaiterais apporter une précision. À propos des opérations énergétiques préparatoires à la conférence de 2015, Dominique Bidou a annoncé le sigle IMR, Ignis Mutat Res. Il s'agit d'un programme interdisciplinaire correspondant à une union entre Veolia Environnement, le ministère de l'Équipement, de l'Écologie, l'ADEME, le ministère de la Culture et le Grand Paris. Durant trois ans, dix équipes auront eu une dotation confortable pour travailler en recherche, en pédagogie. Cette dotation a également permis de développer des travaux de thèses. Ce programme IMR a correctement fonctionné et sera sans doute renouvelé pour trois ans. Ignis Mutat Res signifie « Le feu modifie les choses ». À mon sens, ce programme énergétique est positif et intéressant pour le milieu, de même que pour l'architecture dont le rôle est pilote en l'occurrence.

**Dominique Bidou**
Il est possible d'aborder la question du réchauffement climatique et du développement durable en abandonnant les idées fatalistes selon lesquelles « nous ferions cela, car nous ne pourrions pas faire autrement ». Au contraire, nous avons une page quasiment blanche à écrire et cette opportunité est formidable. Pour un jeune aujourd'hui, cette opportunité n'est pas sans risques, mais il est extraordinaire de pouvoir écrire une page d'Histoire, plutôt que de prolonger de quelques lignes des pages déjà écrites mille fois.

# 5- Table ronde

*« Quelles orientations pour l'avenir des architectes et quel sens donner à l'architecture vis-à-vis d'une société en pleine mutation ? »*

## 5.1. La problématique

**Thierry Van de Wyngaert**
L'Académie demande inlassablement une politique globale de l'architecture. Je sais que nous sommes entendus et que nous avons heureusement de fidèles alliés : nous avons donc le plaisir d'accueillir Agnès Vince, représentant Madame la ministre de la Culture et de la Communication.
Cette grande politique globale de l'architecture doit se traduire dans toutes ses modalités, celles de la commande, de l'enseignement et de la recherche, de la diffusion de la culture architecturale et de l'évolution de la représentation professionnelle, peut-être moins orientée vers la commande publique que vers la commande privée.
Nous constatons que l'architecture n'est plus un sujet de niveau présidentiel, ni un enjeu de pouvoir ou de compétence entre les ministères chargés de l'écologie, du logement, de la culture, et nous ne parlons pas suffisamment de politique de l'architecture. L'architecture est devenue quasiment invisible.
Pourtant, nous sommes dans un nouveau siècle que nous appréhendons avec difficulté. Le XXe siècle a débuté par des années folles, que ce soit l'audace d'invention de nouvelles formes et créations. Le début du XXe siècle a vu l'érosion du fer et a donné naissance au béton armé. Pour les architectes, le XXIe siècle sera-t-il simplement celui de la révolution informatique ? Peut-être pas uniquement.

Je rappelle l'importance du rapport Bloche, confié par le gouvernement à un ensemble de députés, rapport d'information sur la création architecturale par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée Nationale, et en particulier sa proposition numéro 4 : « Il faut créer une délégation interministérielle à l'architecture placée auprès du Premier ministre ». L'Académie souscrit pleinement à cette proposition et soutient l'intégralité des propositions du rapport Bloche. Lorsqu'une réflexion commune est prise par des politiques et des institutions, que ce soit le ministère de la Culture ou de la Recherche, il faut souscrire sans hésiter à ces propositions.

Je n'énumérerai pas les 36 propositions du rapport Bloche, mais citerai la conclusion intitulée « Répondre aux défis de demain » :
« Pour maintenir l'effort dans la durée, en faveur de la création architecturale, la mission d'information sur la création architecturale souhaite remettre l'accent sur trois priorités qui doivent être portées ensemble :
- Soutenir la recherche et l'innovation, par le biais, notamment, de l'expérimentation.
- Investir fortement dans les opérations de réhabilitation qui forment un soutien nécessaire à une architecture durable.
- Faire de l'aménagement du territoire un enjeu d'architecture, gage, à travers la construction de réseaux numériques et de la promotion de la mixité fonctionnelle des bâtiments, d'un réel équilibre dans l'architecture intérieure des villes, mais aussi, entre les villes et les campagnes.
L'aménagement du territoire a besoin de l'architecture et la création architecturale a besoin d'un aménagement du territoire. »

Cela constituera l'introduction de notre table ronde, dont les interlocuteurs seront :
- Bruno-Jean Hubert, Architecte, enseignant à Paris-Malaquais (Agence HUBERT & ROY)
- Linda Gilardone et Axelle Acciardo, Architectes, lauréates 2014 du « Prix de la Première œuvre » du Moniteur (Agence LA)

- Philippe Madec, Architecte, Urbaniste, membre de l'Académie

- Luc Weizmann, Architecte, membre de l'Académie

**Bruno-Jean Hubert**
Comment participer à l'élaboration d'un monde meilleur ? L'architecture et la discipline sont-elles bien parties ? Mon discours sera un peu pessimiste, car la profession d'architecte a manqué deux révolutions importantes.

La première est la révolution informatique.
Au début des années 1980, les architectes n'ont pas su saisir l'opportunité du numérique et du paramétrique, ce qui est encore le cas aujourd'hui. Cela aurait rendu plus efficace et pertinente notre profession, et aurait élaboré des outils nouveaux à l'échelle des enjeux que pose maintenant la globalisation. À Paris-La Villette, autour de Paul Quintrand, à Marseille , un groupe d'enseignants avait compris ces enjeux et avait mis en place une réflexion très systémique sur la manière dont bougeait la profession. Je leur suis reconnaissant d'avoir eu cette vision prospective qui, hélas, en raison de la méfiance vis-à-vis de l'outil informatique, n'a pas été écoutée par la profession. En effet, le discours tenu à l'époque pointait la crainte de perdre le pouvoir de la main et du dessin.

La deuxième est la révolution environnementale.
Dans les faits, les architectes recou-

vrent leurs bâtiments de verdure pour gagner des concours, alors que le greenwashing est une illusion. Finalement, ces arguments de représentations architecturales sont monnayés par les opérateurs, lesquels nous demandent de fabriquer ces images afin de vendre des projets qui ne sont absolument pas environnementaux.
Ainsi, nous participons à une vaste opération de merchandising, d'images et d'architecture. Nous n'avons pas su mettre en avant la réflexion anthropologique qui existe derrière cette profonde mutation. Nous y parviendrons peut-être, mais nous en sommes loin, et pour l'heure, cela nous échappe.
Sur le plan informatique, les BIM sont le dernier coup porté à l'architecture, car cette grande base de données 3D va échapper à l'architecture pour aller entre les mains des bureaux d'études et des grands groupes de construction (Bouygues, Vinci, etc.). De la même manière, la révolution environnementale nous a échappé pour fabriquer du label, du chiffre, du normatif, du réglementaire. Je crains donc que cette deuxième révolution environnementale ne nous échappe également.

Nous devrions réaliser que la profession d'architecture n'existe plus. Nous pensons qu'elle existe, car nous avons encore de petits bouts de missions, lesquelles sont elles-mêmes coupées en petits morceaux. Lorsqu'un maître d'ouvrage ou un client veulent bien nous demander de faire une petite esquisse qu'ils mettent en concurrence entre cinq équipes, nous avons encore l'impression de participer à la production de la ville, mais je pense que la profession d'architecte n'existe plus. Ni l'architecte ni les politiques ne font la ville. Nous devrions comprendre que, ce qui fait la ville aujourd'hui est un système de flux de personnes, de matière et de capitaux trouvant à s'investir à un endroit ou à un autre. Je pense que, jour après jour, les opérateurs urbains font la ville.

Au carrefour de ces deux mutations numérique/environnement, il y a la globalisation. Mais, au niveau de nos professions, cette globalisation n'est pas comprise en France, et est encore déniée et refusée. Les lieux où elle devrait d'abord opérer sont les écoles, où nous avons la chance d'avoir des programmes Erasmus.
La profession d'architecte a disparu, mais, en revanche, ce n'est pas le cas de la discipline architecture, laquelle est toujours indispensable.

Aujourd'hui, la question est donc de s'interroger sur la manière dont cette discipline architecture peut survivre et se développer. Je pense qu'une intelligence partagée doit se faire sur la mutation de nos territoires, qu'ils soient français, provinciaux ou dans des villages chinois. Cette intelligence commune peut se fabriquer entre architectes issus d'endroits différents de la planète. C'est ainsi que pourra survivre notre discipline et qu'elle pourra trouver de nouveaux lieux et de nouveaux moments pour s'exercer. *(a)*

**Thierry Van de Wyngaert**
Axelle Acciardo, vous qui êtes rentrée récemment dans la profession, quel regard portez-vous sur ces propos ?

**Axelle Aacciardo**
Je tenais à vous remercier de votre invitation à cette table ronde. Je pratique depuis cinq ans dans mon agence d'architecture de manière assez terre à terre et au jour le jour, mais j'aimerais participer au développement et à la compréhension de notre profession et à son expression. Je ne répondrai pas à cette question, mais en poserai de nouvelles, en me référant au titre du débat, « Le grand récit ».

Les débats de la matinée m'ont fortement intéressée. Je prends conscience que, durant ces cinq dernières années, je n'ai pas eu le temps de réfléchir. J'ai beaucoup pratiqué et me suis posé de nombreuses questions concrètes pour chaque rue ou immeuble auxquels j'essayais de participer, mais je n'ai pas eu l'occasion de participer à un débat philosophique et intellectuel comme celui de ce matin.
Tout d'abord, j'ai découvert que j'étais victime de la « végétalomanie » et que j'appartenais à cette génération qui a besoin de ce récit. Peut-être est-ce la raison pour laquelle je travaille beaucoup : cela donne un sens à ma vie, je participe à la construction. J'éprouve donc ce contentement de participer à des projets, mais, effectivement, ce matin, je me suis rendu compte que je cherchais moi aussi à connaître ce récit et à savoir quel était cet élément qui me portera en tant que citoyenne et en qu'en tant qu'architecte.

Lorsque je suis entrée dans ma vie professionnelle, j'ai été projetée dans l'informatique et ai été « internetatisée » : on m'a permis d'accéder, en des temps très courts, à des informations et à une importante somme d'idées. Pour gérer ces nouvelles

*(a) Voir en annexe le texte de la communication écrite de Bruno-Jean Hubert à l'Université d'été des architectes*

temporalités, je pense que mon cerveau n'a pas encore eu l'occasion d'aller aussi vite que l'information qui nous est transmise. Cela m'a fait penser au débat sur la mobilité, à la temporalité de la ville. J'ai pensé que tout se réunissait. La question du grand récit est donc importante pour moi, et peut-être va-t-elle m'aider à poser des questions.

Par rapport au grand récit, mon interrogation concerne deux points :
La première interrogation porte sur le nom, « le grand récit ». Ce « grand récit » n'est-il pas multiple ? Ne s'agit-il pas plutôt de petits récits qui formeraient un grand projet, ou de petits projets qui participeraient au grand récit ? Le récit vient-il d'en haut ? Doit-il être défini pour nous guider ? Chacun d'entre nous ne participe-t-il pas au récit par ses petites tentatives ?
Deuxièmement, ce récit est coincé entre la peur qu'il peut générer en se rapprochant d'une pensée globale et de la nécessité d'apporter un espoir, et le besoin de ne pas rigidifier les choses ni d'enfermer les gens dans une pensée unique.

Nous avons parlé des multiples recherches faites sur le développement durable. Faut-il attendre une cohésion globale à tout cela pour pouvoir avancer ? La décélération évoquée ce matin se situe-t-elle au niveau des petits moyens ?
Mais, nous assistons aujourd'hui à de nombreuses initiatives fabuleuses, qui construisent, petit à petit, quelque chose de grand.

J'aime donc cette idée que le grand récit puisse s'écrire par le bas, par l'addition, la fusion de multiples contextes, de multiples cultures et disciplines. Je dispose de peu de connaissances géographiques ou philosophiques, mais j'ai cru comprendre que les civilisations disparues qui ont le mieux fonctionné étaient celles à multiples cultures, qui avaient su partager, échanger et se construire sur la base d'une multidisciplinarité. Ce partage avec de nombreuses personnes différentes pourrait être très intéressant, et je crois que l'action de l'Académie d'architecture va dans ce sens.
La solitude de l'architecte dans sa profession a été évoquée, et en effet, je me sens moi-même un peu seule. Par ailleurs, je n'ai pas toujours le sentiment d'être exploitée à la hauteur de mes possibilités, lesquelles ne sont pas uniquement techniques, mais également humaines et sociales. Je rêve de réfléchir à la programmation avec mes clients. Mais, pour l'instant, mes clients sont des bailleurs sociaux publics. En cinq ans, je n'ai fait quasiment que de la conception de logements locatifs sociaux publics. Je ne connais pas encore la promotion privée. Les débats de ce matin m'ont fait réfléchir à ce que je faisais.

La question de la légitimité à construire ou pas le domestique m'intéresse. Par rapport à la commande publique, on a laissé les architectes construire le domestique.
Dans le cadre de l'exercice de ma profession, j'ai été à plusieurs reprises face à des chargés d'opérations travaillant pour une ville, avec des idées sur la programmation (vis-à-vis des gens qu'ils doivent loger) et qui souhaitent s'extraire des programmes qu'ils doivent gérer. Mais, ces personnes ont des subventions pour construire. Et pour obtenir ces subventions, ils sont obligés de répondre à un cahier des charges. Ce cahier des charges est unique. Une opération de logement social est financée par l'État, la région, par le 1 %, notamment, et le logement doit répondre précisément au cahier des charges et ses contraintes. À l'instar des architectes, les chargés d'opération locaux se sentent également seuls face à l'évolution de ces programmes, car ils ne peuvent changer aucun paramètre. Il y a quelques années, une personne a donc créé un récit en disant que la société étant humaine et humaniste, du logement allait être construit pour que les gens puissent l'habiter. C'est une belle vision, mais ce récit a été ancré tout en haut, a été organisé financièrement, et cette organisation génère un blocage à l'arrivée, au sein duquel l'architecte et les chargés d'opération se débattent.

Nous parlons de la légitimité de l'architecte à s'occuper de la domesticité des habitants, mais les architectes répondent aux programmes publics de construction de la domesticité lancés à un niveau local, mais décidés à un niveau national : dans la mesure où il s'agit de global, toute notion de domesticité est annihilée.
Finalement, je pense que nous avons un grand récit très intéressant entre les mains, mais que ce récit doit être porté de manière multiple et non pas de manière centralisée. À ce moment-là, les architectes et l'architecture pourront peut-être répondre aux enjeux de la société.
Comment pourrions-nous porter une parole locale, qu'elle soit issue d'un architecte ou d'un chargé d'opération de bailleurs ?
Nous devons faire confiance à l'ancrage local et au patrimoine humain (représenté par des chargés de projets locaux), pour porter un projet so-

cial étatique de financement de la domesticité. Nous devons revoir ce système.
Comment repenser totalement ces systèmes, où nous avons une prise en charge publique de construction de la ville, de l'habité ?
D'une décision globale intéressante, comment pouvons-nous parvenir à quelque chose d'adaptable, de généralisable, mais non généralisé ?
Nous avons parlé de l'état statique des choses, de la problématique et des risques liés à un référentiel unique dans le développement de la ville durable. Cela est similaire au niveau des logements. La difficulté émane de cela. À partir d'une bonne idée, nous essayons d'en établir le cadre. Mais, dès que l'on établit un cadre, les gens se sentent coincés, ce qui est mon cas.

**Philippe Madec**
La lumière de Paul Valéry illumine ce séminaire d'une surprenante clarté. En 1931, dans Regards sur le monde actuel, il comprend que « le temps du monde fini commence ».[1]
L'homme d'« Eupalinos ou l'architecte »[2], héros de la culture architecturale intemporelle, a bel et bien entendu les prolégomènes de notre conscience contemporaine. Et ce, quarante et un ans avant le travail scientifique mené pour le Club de Rome par le MIT[3], maintenant appelé « Rapport Meadows ». Ce document : « Limits to Growth », traduit en français par « Halte à la croissance ? » (ne pas oublier le point d'interrogation) établissait les dramatiques conséquences sur le plan écologique d'une croissance économique et démographique infinie dans un monde fini.[4]
Pour le philosophe, le chemin vers le monde fini est autre – cela va de soi. Il constate que « toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, partagée entre des nations. L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne, donc l'ère de libre expansion, est close. »[5]
Le chemin est autre, mais il mène à une conscience aujourd'hui partagée, celle de l'interdépendance de tous les aspects de notre monde contemporain : « La reconnaissance totale du champ de la vie humaine étant accomplie, il arrive qu'à cette période de prospection succède une période de relation. Les parties d'un monde fini et connu se relient nécessairement entre elles de plus en plus. »[6]
Soixante-treize ans plus tard, pour le généticien Albert Jacquard, « ce constat [de la finitude du monde] n'est nullement une mauvaise nouvelle : il nous permet de définir avec lucidité les termes du contrat de mariage entre la Terre et l'humanité et de faire un projet réaliste sur la façon de vivre les uns avec les autres »[7].
Faire un projet réaliste sur la façon de vivre les uns avec les autres ! « Il était temps, ajoute l'économiste et altermondialiste Geneviève Azam, présidente du conseil scientifique d'ATTAC, d'abandonner les rêves de conquête pour donner leur place à la justice et à la solidarité »[8].

La figure tutélaire de Paul Valéry signifie beaucoup ici. Pour ma part, j'y vois l'expression du besoin de souder l'architecture au développement durable par un argument d'autorité qui lui fait tant défaut aujourd'hui. Il faut en effet l'admettre : la sphère dans laquelle l'architecture se déploie n'est pas la plus vertueuse en matière de sauvetage planétaire. Chaque fois que j'entends un maître d'ouvrage, un maître d'œuvre ou un maître d'usage dire que le développement durable est une contrainte, je sais bien qu'ils n'en ont pas fait leur ambition. Trop souvent cela m'attriste.
Mais avons-nous besoin d'une figure tutélaire ? Oui, pour comprendre à quel point, si cette conscience du monde fini est ancienne, le chemin parcouru depuis lors est court. Non, parce qu'il n'est pas souhaitable de nous rassurer de la conscience solitaire, romantique du grand philosophe. Comme il est dit fort à propos dans l'introduction de ce séminaire : « Cette recherche [celle de nos générations] ne peut être que collective et partagée. Les réponses viendront du corps social dans son ensemble, et le rôle du politique et des « corps intermédiaires » est de favoriser la créativité collective »[9].

Vous nous demandez de réfléchir ensemble à : « quelles orientations pour l'avenir des architectes et quel sens donner à l'architecture vis à vis d'une société en pleine mutation ? » pour passer du Grand Récit au Grand Projet.

*1 - VALERY Paul, Regards sur le monde actuel, Librairie Stock, Paris, 1931.*
*2 - VALERY Paul, Eupalinos ou l'architecte, éd. Gallimard, Paris, 1921.*
*3 - Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, USA.*
*4 - MEADOWS, Denis, MEADOWS, Fiona, RANDERS, Jorgens, BERHENS III, William W., Halte à la croissance ? Le Club de Rome, Rapport Meadows, Fayard, Paris, 1972.*
*5 - VALERY, Paul, Regards sur le monde actuel, op.cit, p.11.*
*6 - ibid.*
*7 - JACQUARD Albert, Finitude de notre domaine, Le Monde diplomatique, mai 2004.*
*8 - HAZAM Geneviève, Le temps du monde fini – Vers l'après capitalisme, Editions « Les liens qui libèrent », 2010.*
*9 - Académie d'Architecture, Conversations avec la ville, du Grand Récit au Grand Projet, catalogue du séminaire du 13 décembre 2014, introduction, p. 3.*

Le Grand Récit contemporain est à l'œuvre. Nous n'avons pas à l'écrire, mais à l'entendre. Parfois à accepter de l'entendre ou de le lire, pour le décliner ensuite, car le Grand Récit de notre époque n'est pas totalitaire, il est pluriel. S'il expose la conscience mondiale, commune, de la fragilité de l'humanité sur une terre finie, il se réécrit dans chaque pays, dans chaque région, avec les mots et les gestes de chaque culture.
En bref, les quatorze années les plus chaudes depuis 1860, début du relevé mondial des températures, sont les quatorze dernières années que nous venons de vivre, depuis l'an 2000 ; la quinzième fut 1998. La cause anthropique ne fait plus l'objet de scepticisme. Le Sommet de la Terre de Lima le réaffirme en ce moment ; celui de Paris le confirmera en 2015.

Ce qui est en jeu, ce qui est en cause est l'établissement humain, l'actuel établissement des humains sur Terre, c'est-à-dire ce à quoi l'architecture concourt tout particulièrement, ce au cœur de quoi l'architecture œuvre et les architectes travaillent.

De tout temps, notre tâche a consisté à entrer en relation avec la nature, pour compléter notre incomplétude ontologique, de notre « insuffisance » proposait Georges Bataille[10]. Valéry le dit simplement dans Eupalinos : « La Nature est formée, et les éléments sont séparés; mais quelque chose lui enjoint de considérer cette œuvre inachevée, et devant être remaniée et remise en mouvement, pour satisfaire plus spécialement à l'homme »[11]. Satisfaire l'homme pour assouvir ses besoins naturels ou pour répondre à son désir de posséder davantage ?
Notre historique et millénaire relation à la nature a été détériorée ; elle est devenu irrationnelle par excès de rationalisme productiviste. Elle ne peut plus avoir cours, et emporte tous les établissements humains dans son chamboulement. Comment ne prendrait-elle pas l'architecture dans ce grand dérèglement ? Nous ne pouvons plus être insatiables.
Elle ne peut emporter l'architecture, elle ne peut la métamorphoser qu'à la seule condition que les acteurs de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et la société civile y adhèrent. Mais la résistance humaine au changement est une vieille histoire. On se souvient de « Messieurs les Non » de Le Corbusier[12]. Valéry, après son annonce du commencement du monde fini, le prévoyait aussi : « Les habitudes, les ambitions, les affections contractées au cours de l'histoire antérieure ne cessent point d'exister — mais insensiblement trans¬portées dans un milieu de structure très différente, elles y perdent leur sens et de¬viennent causes d'efforts infructueux et d'erreurs. »[13]
Participons donc à l'histoire du monde fini. Ce n'est pas une défaite. C'est une envie, une ambition, l'ambition profonde d'autoriser l'avenir. Cherchons donc le « projet réaliste sur la façon de vivre les uns avec les autres » envisagé par Albert Jacquard, avec la Terre. Montons le chemin de terre.

Pour y parvenir – et au delà de l'indispensable et immédiat engagement à l'occasion de chacun de nos projets -, il m'apparaît nécessaire de mener trois actions refondatrices :
1- faire le deuil du modernisme ;
2- affirmer le sens de l'architecture :
3- revendiquer la culture comme ferment du Grand Projet.
Je ne les détaillerai pas ici, mais en aborderai quelques aspects.

**Faire le deuil du modernisme.**
Nous sommes sortis du modernisme et du post-modernisme, nous sommes entrés dans une époque dont nous ne connaissons pas encore le nom. Mais nous n'avons pas fait le deuil du modernisme et du postmodernisme ; pour cette raison nous sommes incapables d'en assumer les héritages, au point que nous sommes assaillis par des rémanences qui nous empêchent de déployer les solutions alternatives indispensables à la résolution de la situation actuelle.

Voici quelques exemples, incomplets, plus évocateurs que démonstratifs.
D'abord, la doxa à l'œuvre dans l'aménagement du territoire est un héritage des « Ponts et Chaussées », vision dix-huitièmiste. Ensuite, l'affirmation de l'urbain généralisé ravive l'ambition de la cité industrielle du XIXe siècle[14]. Etc. Ces survi-

*10 - BATAILLE Georges, cité par BLANCHOT Maurice in La Communauté inavouable, éd. de Minuit, Paris, 1983, p. 15.*

*11 - VALERY Paul, Eupalinos ou l'architecte, éditions Gallimard, Paris, 1921 cité dans RINGON Gérard, Histoire du métier d'architecte en France, PUF, Paris, 1966, p.4. Se reporter à MADEC Philippe, L'architecture et la Paix, éd. Place, Paris, 2011, chapitre « Etre là, définitivement incomplet », p. 61 & sq.*

*12 - LE CORBUSIER, Mise au Point, éd. Forces Vives, Paris, 1966, p.14 : « Lorsque j'aurai rejoint les forces célestes… Messieurs les Non, vous serez toujours à l'affut, toujours contre ».*

*13 - VALERY Paul, Regards sur le monde actuel, op.cit., p.11.*

*14 - Se reporter à : MADEC Philippe, Vers un aménagement durable et équitable des territoires, In AMC Le Moniteur, Annuel 2014.*

vances ne laissent pas la place aux valeurs propres à la reterritorialisation indispensable à ce jour, ni à la spécificité, à l'idiosyncrasie, aux temporalités, aux spatialités, ni aux cultures, etc.

Par ailleurs, la crise généralisée est surtout la crise du système hérité du modernisme et occupe notre horizon. Alors que pour les jeunes générations, la situation actuelle est autre. Ce n'est pas une crise, mais une condition, leur condition. Je me souviens des architectes équatoriens de Al Borde[15] présentant leur travail lors de leur réception du Global Award for Sustainable Architecture 2013 dans cet amphithéâtre de la Cité de l'Architecture : le mot CRISIS y occupait régulièrement tout l'écran, puis était barré d'une large croix rouge. Dans le même ordre d'idée, les lauréats du Palmarès des Jeunes Urbanistes de cette année ont montré une nouvelle capacité à inventer la commande. Enfin, sans deuil, l'actuelle fin de crise du système moderne ne laisse pas apparaître les nobles et fortes valeurs promues par les modernes : l'attention porté au Petit Homme, la volonté de son émancipation, etc. ou ce qu'évoquait Philippe Boudon : la relation essentielle entre la forme et la fonction[16].

**Affirmer le sens de l'architecture.**
Où est l'architecture aujourd'hui ? Je ne sais pas le dire. La place de l'architecture s'estompe, on ne la situe pas entre l'urbain et la technique, entre le préoccupant et central enjeu métropolitain et l'hégémonie des technologies environnementales dans la conception et la réalisation des bâtiments.
L'une des raisons de cette situation réside, me semble-t-il, dans un manque ancien qui n'est toujours pas comblé. Lors d'une conférence « Travail, œuvre et architecture », donnée à Princeton en 1966, Kenneth Frampton écrivait : « Une théorie satisfaisante de l'architecture, et plus particulièrement du domaine propre à l'architecture, nous fait défaut ». Il ajoutait : « on ne trouve pas une seule théorie moderne qui parvienne même à la distinction entre architecture et construction »[17]. Cette difficulté à faire la part de l'architecture et la construction, comme de l'architecture et du métier de l'architecte (nous le savons bien : l'architecte ne produit pas l'architecture ; il participe à ce projet collectif de la conscience qu'est l'architecture), ne libère pas la fondamentale dimension politique de l'architecture, puissance indispensable en vue de lancer l'indispensable projet humaniste pour la multitude, qui engage plus encore l'architecture dans sa fonction organisationnelle. Ce ne sont pas quelques grands objets solitaires qui réaffirmeront la fondamentale vocation politique et sociale de l'architecture.

**Revendiquer la culture comme ferment du Grand Projet.** L'absence de la culture comme quatrième pilier du développement durable autorise tout cela. Alors que la France l'a revendiqué à Johannesburg en 2002 au nom de la protection des diversités culturelles et de la biodiversité, elle ne figure dans aucun discours national ou texte réglementaire.
Pourtant la culture est la seule valeur à même de fédérer dans le projet politique, l'économie, le social et l'environnement tout en apportant sa propre valeur ; elle s'avère le garant du pilier social et le contre-feu absolu pour éviter les dérives dues aux mésemplois du développement durable, telle la prépondérance de la réponse technique au dérèglement environnemental[18].
L'outil pratique le plus efficace de la mise en œuvre de la culture reste le partage et la médiation citoyenne, le projet partagé, que promeut si bien le *Prix du Projet Citoyen*[19].
Pour que l'architecture sorte des quelques cercles, salles ou bureaux qui résonnent encore de débats à son égard, pour que dans d'autres lieux on n'ait plus peur d'en utiliser le nom, portons l'architecture sur la place publique, partageons la. Mettons l'architecture dans le pot commun du débat citoyen, convoquons toutes ses valeurs et rappelons que, depuis des siècles et sans reniement, l'architecte est un homme de culture et du politique, juste avant de revêtir son habit d'homme de la construction.
L'architecture est le fruit d'une passion pour l'homme. Nous le savons bien. Formidable tâche si l'on écoute Toni Negri. Alors « osons sans fausse pudeur parler d'amour comme de la passion la plus forte, une passion qui crée l'existence commune et détruit le monde du pouvoir »[20]. Comment

*15 - http://www.albordearq.com*
*16 - Intervention de Philippe Boudon lors du séminaire.*

*17 - FRAMPTON Kenneth, "Travail, Œuvre et Architecture" in CHOAY F., BANHAM R., BAIRD G., VAN EYCK A., FRAMPTON K., RYKWERT J., SLIVER N., Le sens de la ville, éd. du Seuil, Paris, 1972, page 136.*

*18 - Se reporter aux articles et conférences de Philippe Madec sur le rôle de la culture dans le développement durable, accessibles sur www.philippemadec.eu.*
*19 - Le Prix du Projet Citoyen créé par l'UNSFA en 2001 récompense des projets associant dans une démarche partagée maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'usage.*

les architectes pourraient-ils avoir peur de s'investir dans l'existence commune alors que c'est leur vocation ?

**Ouverture**
Dans une lettre à Grimm en 1774, Denis Diderot écrivait à propos d'un monument à ériger sur la place de Reims : *« L'architecture est un art borné, dit-on ; oui, dans l'esprit des architectes ; mais en lui-même, je n'en connais pas de plus étendu. Qu'on fasse entrer dans son projet la considération du temps, du lieu, des peuples, de la destination, et l'on verra varier à l'infini les proportions des pleins, des vides, des formes, des ornements et de tout ce qui tient de l'art »*[21].
Quoi de plus ? Quoi de mieux ? Sinon le faire… en terriens du XXI° siècle, éco-responsables.

**Luc Weizmann**
Nous avons eu un passionnant débat aujourd'hui, comme le discours de Philippe entre la philosophie et la discipline architecturale, comme si notre discipline avait besoin de se refonder dans des repères et des valeurs philosophiques, telles qu'elles ont été évoquées aujourd'hui.

Plutôt que « Conversation avec la ville », j'aurais dit « Conversation avec les territoires ». J'ignore si nous devons regarder le monde depuis le cœur des villes, ou si nous ne devons pas plutôt apprendre à l'appréhender de façon décentrée, ce qui donnerait une lecture complètement différente. Le plaidoyer pour l'architecture est indissociable d'un plaidoyer pour la réhabilitation des territoires. Le passage du grand récit au grand projet suppose un réancrage dans le réel, tel qu'il est. Donc, dans les lieux, dans des valeurs de bon sens, celles qu'évoquait à l'instant Philippe, des valeurs que nous avons à reconstruire ensemble. Il s'agit de porter un regard neuf et décentralisé sur les territoires qui ne soit plus hors sol. Pierre Rabhi dit que les générations récentes ont poussé « hors sol », déconnectées de la texture du sol, de sa matière, d'une logique de pesanteur concrète. En tant qu'architectes, nous travaillons avec la pesanteur et la matière, et nous avons besoin de réancrer une réflexion sur le territoire, dans cette réalité-là.

Il s'agit également de passer d'un système de compétition à un système de coopération, et d'arrêter cette compétition entre les métropoles, entre les pays, les régions, les états qui gangrènent la pensée que l'on peut avoir. Nous devons entrer dans une logique de coopération, d'écoute, d'équité entre les territoires.
Ces repères très importants sont extrêmement loin des termes comme « marketing territorial » ou « benchmarks d'architecture ». Ces terribles mots sont dévitalisant par rapport à notre métier. Nous sommes pollués par une façon de communiquer, et les termes fondamentaux de notre métier sont extrêmement pervertis. Il existe un besoin énorme de débats et une attente dans cette interrogation qui est, au fond, une interrogation de la chose politique. Nous avons peu entendu le mot « politique » au sens profond du terme. Ce qui est interrogé dans tous nos débats est la chose politique, l'aménagement de la cité, la répartition de l'espace de la planète Terre entre les hommes, avec cette démographie galopante. Cette question se pose de façon de plus en plus tragique, et en même temps, avec une dynamique potentielle très importante.

Dans cette sorte de flottement politique, nous ne pouvons que partager une certaine inquiétude quant à la place de l'architecture et à sa pérennité. Évidemment, le fait de l'architecture est de construire des espaces stables, durables et porteurs de sens. Dans l'instabilité de l'époque, cela constitue un acte de résistance. Dans l'exercice pratique de mon métier, il m'arrive souvent de me penser dans une forme de résistance par rapport à des logiques qui sont adverses. Nous ne sommes pas portés, comme a pu l'être l'architecte dans certaines sociétés ou civilisations. Nous sommes plutôt dans un rapport de contradiction avec une réalité qui s'oppose. Lorsque les flux sont plus forts que les lieux, lorsqu'il est partout question d'immédiateté, de temps réel qui n'est pas le temps long du projet et encore moins le temps du chantier, quand les cinq continents que nous habitons sont bousculés par le sixième que constitue Internet, une espèce d'espace virtuel venu s'ajouter à l'espace de la terre, que l'on a vue comme finie. Mais, nous avons rouvert un infini virtuel qui réquisitionne l'espace physique, alors que les périmètres de gouvernance et de compétences sont incertains. Cela est une particularité de la France, mais aussi à l'échelle du monde. L'architecte, dont le rapport avec le politique est immédiat, est totalement interrogé dans sa fonction, à partir de cette réalité instable.
Nous devons donc réaliser une architecture qui ne soit pas une simple construction et qui relève de la résis-

---

*20 - « Une philosophie de l'affirmation », A. Negri, in Spinoza, un philosophe pour notre temps, MAGAZINE LITTERAIRE n°370, novembre 1998, page 55 ; extrait de MADEC Philippe, EXIST, Place, Paris, 2000.*
*21- DIDEROT, Denis, Sur l'art et les artistes, Hermann éditeur, Paris, 1967, p.69.*

tance. Et pourtant, il existe, aujourd'hui, des marges d'invention considérables. À l'intérieur de ces contraintes, il y a une ambition possible extraordinaire. Ce qui n'est pas une crise, mais une mutation sociale et environnementale ouvre des champs de réflexion nouveaux. Elle constitue un levier pour construire de nouveaux grands projets et pour construire des récits, un changement complet de paradigme, de repères, de rapport à l'espace et aux ressources dont nous disposons sur Terre, notamment aux éléments naturels. Nous requestionnons tout le rapport humain, à l'eau, à la terre, au feu, à l'air. À travers cela, une pensée nouvelle s'induit sous nos comportements sociétaux et dans notre rapport à l'espace, à la culture et à l'architecture.

Cette mutation suscite de nouvelles formes de liens sociaux et réinvente la mutualisation. Après des décennies d'individualisme forcené, la contrainte environnementale nous oblige à réinventer un « être ensemble », un « encommun » induisant une nouvelle façon d'appréhender l'espace, les espaces collectifs, notamment, et donc, le partage de l'espace du territoire. Dans cette mutation, une urgence est à développer collectivement, ainsi qu'une pensée culturelle qui dépend du socle que constituent les territoires dans leur identité plurielle. L'échelle pertinente du récit et du projet va donc bien au-delà de l'objet. Elle relève de la vallée, de la plaine, du plateau, de l'agglomération, du quartier, du bourg, des villages. Et pourtant, une immense part de ce territoire est abandonnée à une absence de pensée. Elle est conditionnée par les infrastructures autistes, un morcellement du sol arbitraire et violent, l'émergence de bâtiments-produits. L'espace, comme le corps le ferait, somatise tout cela. L'architecture est souvent tragiquement absente de cette réalité. Plus largement, l'architecte est absent des décisions qui concernent l'aménagement de l'espace collectif et de l'encommun.

Lorsque l'on dit « ne pas savoir où en est l'architecture », nous ignorons également où en est la fonction sociale de l'architecte. Car, il existe un territoire émergent que personne ne contrôle. Pourtant, la fonction sociale de l'architecte ne se réduit pas à la production d'architecture-objet, aussi belle soit-elle. Elle doit se réinscrire dans une approche aux justes échelles des questions posées. La politique des concours, très fructueuse par ailleurs, a contribué à isoler l'architecte en aval de ces questions, dans la seule formalisation architecturale, une fois que toutes les conditions du projet ont été déterminées. Actuellement, un des enjeux est sans doute que l'architecte se détermine en amont de la détermination des conditions de la qualité des projets.
Cela nous conduit à revenir au niveau de la décision politique. Je suis frappé par le fait que la fonction sociale de l'architecte se soit déconnectée du politique. Cette reconquête doit être retrouvée dans le réel des choses. C'est le propre de notre fonction, et pour laquelle il existe une attente et une demande extrêmement fortes, notamment de la part des politiques, au vu de l'errance intellectuelle dans laquelle ils sont actuellement.
L'architecte doit donc de nouveau participer pleinement aux arbitrages qui se jouent en amont de la forme architecturale, à l'élaboration d'un débat politique d'où la culture est aujourd'hui totalement absente, non en démiurge, mais en partenaire. L'architecte doit sortir de cette vision démiurgique du grand créateur, pour en entrer dans une logique de participation, de débats. Cette position démiurgique nous colle peut-être à la peau. Même si nous avons en charge le dessein des choses à l'aval des décisions politiques, nous devons nous en débarrasser pour retrouver une place plus citoyenne dans notre société. Dans cette société d'experts hyper fragmentée, la capacité de synthèse et d'itération de l'architecte entre les échelles d'espace et de temps est tout à fait précieuse et spécifique. La particularité de notre métier réside sans doute cette capacité.

Au niveau de la pensée, mon sentiment est que le disque est fragmenté. Nous devons le défragmenter. Je pense que nous avons un rôle essentiel à jouer dans une collégialité avec les autres compétences, pour raconter un ancrage nouveau dans la géographie et dans l'Histoire – c'est là que s'ancre le récit – pour réinscrire dans l'espace, par le dessin, des récits partagés. Avec le cadrage, un horizon nouveau existe. Cet horizon, comme l'évoquait Françoise Gaillard, n'est plus de l'ordre de la seule croissance matérielle quantitative. Mais, je ne pense pas non plus qu'elle soit de l'ordre d'une décroissance.
Je ne pense pas que nous puissions annoncer aux générations futures, comme transmission que nous leur lèguerions, le fait que leur avenir est la décroissance.
Nous devons entrer dans une nouvelle forme de croissance, autre que matérielle, une croissance qualitative au cœur de laquelle la portée culturelle de l'architecture prend tout son sens.

L'architecture est ce qui gère le quantitatif pour y amener la qualité.
Le cœur même de la culture est la différence entre le bâtiment et la construction. Le mot « décroissance » est extrêmement pervers. Il suscite des réactions souvent violentes, et je ne pense pas qu'il soit juste. Il s'agit d'une croissance d'un autre ordre.

Nous sommes arrivés à une compréhension de la finitude des choses.

Nous entrons dans une autre vision infinie de l'ordre d'une qualité des choses, dans l'économie du sol, de la matière, des ressources naturelles, dans l'économie de l'espace, très loin de la profusion des images séductrices d'architecture iconiques, hyper consommatrices de matière et d'énergie dont toutes les revues nous abreuvent. Il s'agit d'envisager collectivement un concept de sobriété heureuse, tel que le développe Pierre Rabhi, le paysan philosophe.

Il n'est pas étonnant qu'un paysan philosophe ait une parole aussi puissante actuellement. Je pense que cette parole sur la sobriété s'adresse aussi à nous, architectes, au niveau de notre façon de penser notre métier. Cela est collectivement passionnant et puissamment optimiste, par rapport à ce qui a été dit ce matin sur la vision quelque peu tragique de cette place de l'architecture qui se cherche. Je vois un grand optimisme dans la façon dont nous pouvons réinventer notre métier. Cela est sans doute un des sujets des débats à venir.

Il reste donc une très grande attente d'une approche fédératrice partagée, où l'architecture s'inscrit dans une vision ample, en articulant le récit et le projet. Il existe une itération entre « récit » et « projet ». On ne va pas du grand récit au grand projet.

Je pense que la narration est évidemment l'essentiel du projet, avec le rêve qui l'accompagne, et l'horizon qui peut l'accompagner.

À l'occasion du centenaire de la mort de Jean Jaurès, je suis tombé par hasard sur une citation passionnante et qui me paraît correspondre à notre débat, en s'adressant aux architectes notamment : « Agis dans ton lieu, mais pense avec le monde ».

Dans notre travail sur le lieu, l'espace, la matière, nous devons réarticuler une pensée sur le monde, qui soit partagée avec d'autres. Cela est sans doute l'un des enjeux importants.*(b)*

---

*(b) Voir en annexe la communication écrite de Luc Weizmann pour le séminaire*

## 5.2. Echanges et discussions avec la salle

**Guy Burgel**
Je crois au politique comme citoyen et comme « scientifique ». La ville a été politique avant d'être matérialité. Tel est le grand projet. J'ai compris que vous souhaitiez que les architectes y participent. Ayons des politiques qui aient le courage de l'être. Je suis très ferme sur ce point. Les architectes ou les représentants des sciences sociales n'ont pas le défaut de ne pas participer au débat. Avons-nous des politiques qui soient à la hauteur des enjeux ?
En référence à tout ce qui a été dit, le deuxième point est « l'appel à l'optimisme » et à la « croissance zéro » énoncée par le Club de Rome. Je crois que nous ne pouvons pas uniquement proposer à ce monde des valeurs éthérées. Il existe des milliards d'individus qui aspirent encore à la croissance matérielle. Nous ne devons pas les décevoir.
Par ailleurs, nous avons beaucoup évoqué ce débordement démographique. Il ne s'agit pas de cela. Ne soyons pas en retard d'un demi-siècle. La Terre est en freinage démographique. Un milliard quatre cents millions de Chinois sont en train de vivre dramatiquement le vieillissement de la Chine. À échéance prévisible, nous n'atteindrons jamais seize milliards d'individus. Nous en sommes actuellement à six ou cinq milliards, et serons, dans un siècle, peut-être huit ou neuf milliards.
Je vous remercie donc d'avoir dit que le grand récit ou le grand projet était politique. En dernier point, n'ayons pas peur.

**Dominique Bidou**
Outre le rapport du Club de Rome, je rappelle l'existence de nombreux autres rapports, dont le rapport Facteur 4 (1996 ou 1997), dont le sous-titre est « Deux fois plus de bien-être, avec deux fois moins de prélèvement ». Cela est très important. Le développement durable est avant tout « Deux fois plus de bien-être ». Nous ne sommes pas en régression. Nous sommes en positif. Nous faisons mieux. Dans nos sociétés, si nous ne pouvons pas manger beaucoup plus, nous pouvons manger beaucoup mieux. Et là, nous pouvons mettre de la valeur ajoutée, même économique, sans détériorer la planète.

**Philippe Madec**
Dominique a dit ce que j'allais dire. Je suis membre du Club de Rome, et je dois réagir aux propos précédents : le Club de Rome n'a pas dit « croissance zéro », mais « Limit to growth », les « limites à la croissance ». La traduction française « Halte à la croissance ? » comporte un point d'interrogation. De fait, quinze à vingt plus tard, le livre sur le Facteur 4 arrive, en posant des enjeux humanistes qui n'ont rien à voir avec la définition technocratique du Facteur 4, tel qu'il s'impose aujourd'hui aux lois européennes. La réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre n'a pas été inventée par le Club de Rome, mais par la technocratie bruxelloise. L'enjeu est très clairement « Vivre mieux », en prélevant moins de ressources.

**Bruno-Jean Hubert**
J'aimerais intervenir pour quitter les institutions, les grands mots et les valeurs. L'architecture est bien sûr la maîtrise des trois dimensions dans l'espace. Quand je lis « grand récit » et « grand projet », je m'interroge sur ce que cela signifie. Il y a quelques années, nous avons eu un bon exemple de « grand récit, petit projet ». Il s'agissait d'un grand discours média-

tique porté par le président, lequel était un grand récit sur le grand Paris. Finalement, il y a eu des projets, mais aucune réalisation.
À l'inverse, lorsque l'on parle de « petit projet et grand récit », *je pense à la Bruder Kapelle de Peter Zumthor, près de Cologne, où un paysan, souhaitant rendre hommage à son grand-père, est parvenu à faire venir, dans un champ Peter ZUMTHOR, lequel a fait une œuvre merveilleuse. Cela est un petit et non un grand récit. C'est une personne. L'œuvre architecturale dans ses dix mètres carrés a cette puissance spatiale et temporelle de remettre le visiteur face à sa subjectivité, face aux éléments naturels, face au ciel (il pleut dans l'église), etc.*

J'aimerais parler d'une expérience révélatrice menée dans le cadre de l'école, avec Wang Shu et les étudiants de l'ENSA de Paris Malaquais. Durant une dizaine d'années, nous avons beaucoup travaillé en Chine. Nous avons exploré ces grandes métropoles, modèles de nos villes occidentales que Wang Shu appelle des « villes de fiction ». Cette année, au lieu de réétudier ces grandes villes, Wang Shu nous a proposé d'aller dans les collines voir les vieux villages. Il nous a permis de voir comment étaient à l'œuvre des modes de vie potentiellement nouveaux, qui ne sont pas des modes de vie urbains. Nous avons donc interrogé les habitants sur leur manière de vivre. Nous avons vu un fabuleux patrimoine Ming de maisons de six siècles, encore habitées par des personnes âgées de 80 ans s'occupant d'enfants de 5 ans, les générations entre les deux travaillant dans les villes. L'idée de Wang Shu était de dire que ces villages avaient pour eux de l'air pur (en Chine, l'air vaut de l'or), de l'eau pure de la montagne abreuvant les terres, où les paysans récoltent encore des légumes biologiques. Donc, l'écosystème existe, de même que le patrimoine, et grâce au monde contemporain et numérique, Wang Shu dit qu'avec l'autoroute située à dix minutes et avec Internet qui met en communication avec les villes du monde, une certaine ville pourrait naître dans un territoire parfaitement agricole, où l'air et l'eau sont purs.

De nouvelles spatialités sont donc à l'œuvre. Elles ne sont pas forcément des spatialités urbaines ou des modes de vie en ville qui engagent des relations différentes entre les gens, mais de nouvelles relations avec la nature et l'environnement.
Le propre de l'architecte, de la culture architecturale et des écoles d'architecture se situe peut-être au niveau de l'engagement dans l'avenir de l'architecture. Cela nous permet d'espérer dans un monde meilleur qui mobilisera nos capacités d'architectes. Car, lorsque nous nous rendons dans ces villages, que nous les regardons, les mesurons, que nous imaginons la manière de créer de la densité tout en gardant les qualités de pureté de l'air et de l'eau, nous mobilisions la culture qui nous est propre.

**Stéphane Hanrot**
Je suis d'accord avec de nombreuses choses qui ont été dites, et je m'interroge sur la manière dont on prépare les étudiants à participer à la construction de ce grand récit, dans la mesure. En effet, nous ne pouvons escompter la ressource que dans les jeunes générations. Il me semble qu'il est possible de poser les conditions d'un enseignement tourné vers cette capacité à débattre dans de multiples dimensions, dimensions qui émergent aujourd'hui des discussions, mais qui émergent également dans la réalité de la pédagogie et des problèmes que se posent les étudiants. Je crois que cela passe par une idée qu'il est possible de gérer, à savoir le fait que les compétences d'architectes ne sont pas forcément ciblées sur les conditions d'une pratique ou d'un métier. Si le caractère professionnel – tel qu'il est défini aujourd'hui, et qui porte une tradition de formation héritée d'une tradition de métier, d'ordre, etc. – est encore nécessaire pour des pratiques de maîtrise d'œuvre telle que la loi les définit, notre responsabilité est aussi de montrer aux étudiants que, dans ces compétences utilisées dans la maîtrise d'œuvre, les moyens d'interroger d'autres domaines de pratique et d'autres métiers existent. En effet, dans les écoles, en master par exemple, le souci est d'exposer les étudiants à des interlocuteurs du monde réel. L'enjeu est de créer des situations pédagogiques où... territoire, créer des situations problématiques et amener les étudiants à s'exercer à d'aures pratiques telles que la médiation.
Il s'agit d'être des architectes capables de médiation dans un débat public sur un certain nombre d'idées, devant trouver, avec d'autres points de vue, des conditions de raccord et de rapport. Il s'agit de faire valoir des compétences qui ne sont pas seulement celles du concepteur d'espace, mais de celui qui peut comprendre l'économique de manière systémique et intervenir dans le bon sens d'une économie et de son efficacité, au regard des conditions environnementales dont nous avons parlé, ou de la possibilité « de

faire », dans des conditions de société qui n'a plus les moyens financiers d'une expansion à l'ancienne. Personnellement, je plaide afin qu'il y ait dans l'enseignement une vraie acquisition des compétences à la conception, à la maîtrise architecturale, à la maîtrise de l'espace, de la construction, à une capacité de synthèse. Mais, je pense qu'il est également nécessaire d'ouvrir les étudiants à des compétences augmentées. Celles-ci, au-delà des circonstances et des pratiques traditionnelles de la maîtrise d'œuvre, leur donneront la possibilité d'accéder à des rôles dans lesquels l'architecture, en tant que discipline capable de penser le monde, prendra place, sans pour autant qu'ils jouent le rôle, attendu par la société, de l'architecte « libéral maître d'œuvre » qui rentrerait dans ce que l'histoire lui a donné, à savoir, un rôle relativement confiné.

**Jean-Pierre Duport**
Je souhaite exprimer mon plein agrément à ce qui vient d'être dit. Les erreurs et les ratages historiques ne sont pas liés au numérique. L'ouvrage de Fernand Pouillon, « Les mémoires d'un architecte », montre que les erreurs historiques ont été bien antérieures. Les ratages du rapport avec l'ensemble du problème de l'ingénierie et des entreprises du bâtiment ont été commis par la profession dans les années 1950, après la guerre. Fernand Pouillon était défenseur d'un projet pour la profession qui était, à mon avis, porteur d'innovations.
Je pense que notre débat se situe autour de l'architecture et non uniquement autour de la place de l'architecte libéral. Le débat sur l'architecture sera posé de manière différente, le jour où il y aura de plus en plus de personnes ayant la formation d'architecte dans des postes à responsabilités, dans les entreprises, dans des organismes d'aménagement, dans des collectivités territoriales. Le problème historique se situe à ce niveau.

J'aimerais faire quelques remarques supplémentaires par rapport aux interventions.
À l'attention d'Axelle Acciardo, je soulignerai l'importance de la relecture d'Oscar Wilde, dont la citation suivante constitue un élément mobilisateur pour les architectes : « Les médecins, contrairement aux architectes, enterrent leurs erreurs ».
De plus, par rapport aux propos de Guy Burgel, le problème du rapport au politique est un élément essentiel. Dans cette logique politique, il ne faut pas avoir peur de la compétition entre les différents territoires, mais être capable de l'assumer dans de bonnes conditions, afin que l'architecte y ait toute sa place.
En tant que membre associé, je suis membre de l'Académie d'architecture. Je ne suis pas là pour défendre une profession en tant que telle, mais pour défendre l'architecture.

**Jean Félix**
En réaction, j'aimerais intervenir au nom de l'ingénierie, en apportant une observation complémentaire. Dans les organismes internationaux, nous constatons que le principal débat est celui de la place des différents acteurs. Actuellement, il existe un conflit entre le monde des télécommunications, des industries électroniques et de la construction. Au niveau de l'émergence des villes, l'enjeu de la ville consiste essentiellement en un positionnement de ces différents acteurs. Les grandes mégalopoles qui se développent en Chine et dans le monde entier sont un enjeu économique fantastique, pour lequel le mot « architecture » n'est peut-être pas pris à la hauteur requise. En effet, il est pris dans son sens global, et non au sens « d'une profession ». Il existe donc un vrai problème de positionnement des différents acteurs, et ce combat appelé *Mitsubishi, Hitachi, Toshiba, Schneider Electric, etc.* est engagé avec les opérateurs, chacun revendiquant un positionnement supérieur, toujours dans l'intérêt général.

ECTURE

# 6- Conclusions

## Discours de conclusion

*Paul Quintrand, Président de l'Académie d'architecture*

Je voudrais saluer la présence de Madame Agnès Vince, directrice chargée de l'architecture, adjointe au directeur du patrimoine. L'architecture est remontée d'un cran dans l'échelle ministérielle. Nous devons, pour l'instant, nous en satisfaire.

Chère Agnès Vince, votre présence témoigne de l'intérêt que vous portez aux questions de l'architecture et aux architectes, ce dont personne ne doute ici. Au nom de notre compagnie, nous vous remercions donc infiniment et sommes sensibles à l'honneur que vous nous faites par votre présence.

Je remercie encore une fois Thierry Van de Wyngaert pour cette ambitieuse entreprise, ainsi que nos deux fidèles et dévoués membres de l'Académie, Florence Contenay et Sylvie Clavel, toujours présentes, qui cette année encore, ont assumé avec intelligence, diligence et compétence, le suivi des travaux préparatoires du Comité de pilotage et la transcription des conférences.
Je voudrais également remercier tous les intervenants à cette conférence, ceux qui l'ont préparée et ceux qui l'ont faite aujourd'hui. Je veux parler de tous les orateurs.
Merci à tous.

Je ne ferai pas la synthèse à chaud de ce séminaire. Cela serait une aventure périlleuse et irresponsable, au regard de l'importance des sujets abordés et de leur complexité. Nous pourrons seulement faire une relecture et en tirer quelques questions.

Pour moi, poser des questions permet d'ouvrir des pistes de recherche, des thèses, conduisant à des réponses. L'architecture est une affaire trop sérieuse pour ne pas se plier à cette exigence.

Par ce titre, « Conversations avec la ville. Du grand récit au grand projet », Thierry a vu grand, et les contributions remarquables d'aujourd'hui, ainsi que les interventions, ont montré l'importance de ce sujet.
Il convient de retenir quelques éléments de cette journée.

« Nous sommes à la fin d'un grand récit amorcé à la Renaissance », nous a dit Rémy Butler ».
« Mutation profonde, sans précédent par son ampleur ». « Mondialisation ».
« Transformation profonde des rapports sociaux, de la culture, de la représentation du monde, produit par la révolution numérique et par le développement des échanges ».
« Conscience de ce monde fini sur une terre malade ».

Dans ce monde désenchanté, Françoise Gaillard s'est interrogée sur les conditions de son réenchantement. Les voies qu'elle esquisse ne sont pas pessimistes. Elles plaident pour une croissance en la logique du vivant. Car, dit-elle : « Ce que nous montre la vie, c'est la mutation, l'adaptation, qui nous permet d'agir autrement ». Il s'agit bien de construire un nouveau paradigme à partir de l'intelligence du vivant :
« Le vivant, est ce que veut la vie, ce qui va toujours du côté de la vie et qui s'adaptera, se transformera, se modifiera, par le triomphe de la vie ». Ce message est encourageant.

Philippe Madec, toujours militant, nous apporte un autre regard sur le territoire. Il s'agit d'un nouveau discours sur la façon d'inventer et de produire, de même que ce plaidoyer pour la culture comme quatrième pilier du développement durable.

Les questions posées à propos de la mobilité et de la vitesse, sont paradoxalement souvent décrites dans les discours, comme des pertes par rapport à nos territoires. Au contraire, ces discours nous ont ramenés encore aux territoires, ces territoires qui rendent les choses sensibles aux choses et du sens à l'habité.
Dominique Bidou et Pierre Lefèvre nous ont montré qu'il existait des choses en marche.

Nous avons souvent dit : « La Terre, cet espace fini, est toujours là, omniprésente dans nos actions. Le retour du *commoditas* resurgit dans ces rapports aux nécessités environnementales. Dans la langue de Cicéron, ce *commoditas* est l'adaptation, la mesure convenable, la juste proportion, un ensemble de choses rendant la vie plus facile. De ces débats ressortent du social, de l'économique, de l'environnemental dans ses multiples aspects, du technique et du culturel. L'architecture s'impose comme une grande discipline, pour analyser et tenter d'apporter des réponses dans son domaine d'intervention, aux questions que posent les profondes transformations de notre société du XXIe siècle. On ne peut se réduire à la proportion des fenêtres – mais y a-t-il encore des fenêtres ? – ou à la séduction trompeuse de ces images, ni à sa valeur marchande.
Pardonnez-moi de citer à nouveau Vitruve : « L'architecture est une science qui est ornée de plusieurs disciplines et diverses éruditions ». Il s'agit d'une grande discipline, parce que couvrant des champs culturels, scientifiques et professionnels. Trois sphères indissociables se conjuguent dans l'Histoire

de la société des lieux, dans les tracés dessinés, dans les bâtis qui enferment la connaissance architecturale. Avec Benjamin Mouton, nous avons évoqué le « patrimoine ». Le patrimoine est la culture. Il est tout ce que nous avons en nous, dans les progrès scientifiques, les fruits de la recherche qui nous permettent de savoir, de comprendre et d'agir, dans la pratique et l'expertise s'exprimant dans le projet qui produit la qualité et la compétitivité qu'exige ce monde marchand.

Notre ministre, Madame Fleur Pellerin, ministre de tutelle de l'architecture, tout en saluant l'architecture – parce qu'elle veut, dit-elle « repenser l'accès à la culture, car elle incarne l'excellence de la vitalité de la création en France et le renouveau créatif – a lancé un projet de loi sur la création artistique ayant pour objectif un plan d'action ambitieux et complet pour l'architecture et les architectes. Elle souhaite, en substance, sensibiliser le grand public à l'architecture, créer un désir d'architecture. Nous ne pouvons que saluer cette initiative, car l'architecture a besoin d'être aimée et comprise par le grand public qui la méconnaît, la rejette ou la consomme, par le citoyen qui l'habite, la subit ou la déteste, mais surtout par l'appareil de l'État, grand maître de sa promotion qui la légifère ou la contrôle.
Je vais en venir à la gouvernance. Chacun sait qu'il n'y a pas d'amour sans preuve d'amour. L'architecture a besoin de ces preuves d'amour. Alors, depuis 2012, de larges concertations et enquêtes ont permis de produire dans leurs conclusions, des propositions constructives et partagées, pour donner à l'architecture les moyens matériels et institutionnels lui permettant de faire face aux transformations, exigences et enjeux du XXIe siècle.

Je rappelle que le rapport Feltesse et Duport propose une grande action publique en faveur de l'enseignement et de la recherche. Cette action doit trouver une place claire et entière dans la sphère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cela implique le fait de faire évoluer le statut des établissements et des enseignants, et nécessite de dégager des conditions d'excellence de l'enseignement et de la recherche dans l'architecture en France.

Le rapport Bloche et ses 36 propositions largement partagées et saluées par le milieu professionnel sont un plaidoyer pour une création architecturale au quotidien, au service d'un aménagement durable du territoire.

Quarante ans après la loi fondatrice de 1977, il donne à l'architecture son caractère d'utilité publique et apporte une vision prospective sur l'architecture et sa production, impliquant de nouvelles formes d'organisation collectives, donnant à l'architecte les ressources nécessaires pour se saisir des défis de la ville de demain et de l'aménagement durable du territoire. Le rapport Bloche souligne notamment que l'architecture relevant de plusieurs milieux doit avoir un relais institutionnel relevant des champs divers qu'elle interroge. Pour répondre à cette transversalité – j'ai évoqué le grand discours de Michel Serres sur l'hybridation qu'il faut absolument parvenir à faire, et non plus cet enfermement corporatiste que l'on connaît – le rapport Bloche propose la création d'une délégation interministérielle placée auprès du Premier ministre, dispositif institutionnel à la mesure de cette grande discipline qu'est l'architecture.

Ces rapports ne peuvent rester lettre morte, et nous saluons la création par la ministre de groupes de travail devant déboucher sur des actions concrètes au profit de nos grandes ambitions pour l'architecture.

Ce séminaire est l'occasion de rappeler que l'Académie d'architecture, forte de ses richesses enfouies dans ses tiroirs, est aussi riche de ses membres. Elle regroupe les tranches d'âge et toutes les tranches professionnelles. En effet, nous avons les architectes historiquement parlant (issus de la Société Centrales des Architectes) et nos membres associés qui ont joué et non apporté un rôle important et efficace dans la préparation de ce séminaire. Parmi les membres de l'Académie, nous avons également des agents de l'État, des enseignants chercheurs, des maîtres d'ouvrage, des artistes, des militants dans le social et d'autres impliqués dans la production architecturale.

Cette Académie, qui a organisé ce séminaire, peut offrir en toute indépendance par rapport aux pouvoirs publics, comme aux intérêts particuliers, un lieu de réflexion, de débat sur l'architecture et une force de proposition.

C'est pourquoi nous vous demandons, chère Agnès Vince, de transmettre nos messages à Madame Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication, et de lui dire que nous souhaitons être entendus dans le cadre des groupes de travail mis en place pour l'architecture.

Nous vous en remercions.

# Discours de Clôture

*Agnès Vince, représentant la Ministre de la Culture et de la Communication*

Merci Monsieur le Président de l'Académie d'architecture, cher Paul Quintrand, Monsieur le Président de la Cité de l'architecture et du patrimoine, cher Guy Amsellem, Mesdames et Messieurs les membres de l'Académie d'architecture, Mesdames et Messieurs.

Vous aviez invité la ministre de de la Culture et de la Communication, Madame Fleur Pellerin, pour clôturer vos travaux. Elle y a été sensible. Elle m'a demandé d'excuser auprès de vous son absence et de la représenter pour vous tenir ces propos de clôture qui seront également des propos d'ouverture, vers des travaux et réflexions communes à court et moyen terme.
Au nom de la ministre, je remercie également la Cité de l'architecture et du patrimoine de l'accueil et du partenariat conclus avec l'Académie. Je poursuis le vœu qu'il soit le plus nourri possible, et que ce grand et jeune établissement public, la CAPA, puisse véritablement apporter tout son appui à cette noble et plus ancienne institution qu'est l'Académie.

Les débats et réflexions que vous avez eus à l'occasion de ce séminaire, ainsi que l'activité très diversifiée que vous conduisez grâce à la richesse de son histoire, de ses archives, mais également des membres passés, présents et futurs, en témoignent.
Comme vous le dites dans votre rapport d'activités, il y a les incontournables de l'Académie, les prix, les récompenses, le prix du livre, les conférences, les installations, les symposiums, et aujourd'hui, le séminaire.
J'aimerais remercier, au nom de la ministre, Monsieur Thierry Van de Wyngaert, président jusqu'il y a quelques jours, pour son action remarquable – je le dis sincèrement – par l'ouverture qu'il a permis de concrétiser entre l'Académie et l'ensemble du domaine de l'architecture, tout en consolidant la reconnaissance et le rayonnement de l'architecture en tant que telle. J'émets le vœu qu'il puisse poursuivre une activité féconde au sein de cette institution, s'il le souhaite, même s'il n'est plus président.

Je voudrais également féliciter chaleureusement l'arrivée d'un nouveau président, Monsieur Paul Quintrand, qui par son parcours, sa carrière et sa détermination, va permettre de produire de nouvelles avancées pour votre institution, et pour les travaux conjoints que nous pourrons conduire. Aussi, le thème du séminaire « Conversations avec la ville » a permis d'aborder aujourd'hui, grâce à la présence de nombreuses personnalités, les thèmes de « grand récit », de « la mobilité et identité des territoires », « loger et/ou habiter », « logement et mode de vie ». Je regrette de ne pas avoir pu être parmi vous ce matin.

Ces grands enjeux sont ceux auxquels l'architecture doit contribuer à répondre, tant en théorie qu'en pratique. Cela ne fait aucun doute pour personne. Cependant, nous savons aussi à quel point les modalités concrètes de cette participation exemplaire sont parfois difficiles. Dans certains cas, ces modalités sont si critiques que l'architecture au quotidien peine à exister, que l'appétence pour l'architecture appelle à être assouvie dans le cadre d'un grand nombre de processus actuellement en fabrication à travers un certain nombre de dispositifs en projets.
Pourtant, nous voyons des signes très encourageants. De nombreux acteurs privés et publics, d'élus des collectivités, de territoires, de ser-

vices des collectivités comme de l'État, des maîtres d'ouvrages, des citoyens d'associations, sont en effet avides d'un cadre de vie de qualité et considèrent l'architecture comme une plus-value pour les territoires et notre société. Je fais là un clin d'œil aux travaux du Symposium de l'année dernière et de sa séquence 2, animée par Roland Peylet, dont je cite les propos : « Il peut sembler, à première vue paradoxal de rapprocher création architecturale et valorisation économique. Pourtant, l'idée s'est fait corps de l'existence d'un lien étroit entre une architecture vivante et la mise en valeur des territoires. Nul ne peut nier aujourd'hui l'importance que représente celle-ci pour l'exportation des savoir-faire dans les domaines où se joue le développement urbain durable ».

Cet enjeu, cette contradiction même de notre pays – pays conscient des valeurs de l'architecture, mais pays qui a aussi su renoncer au quatrième pilier du développement durable, à savoir le pilier culturel – est prêt à développer des processus où le recours à l'architecture est très souvent considéré comme un surcoût, un frein à la rapidité de la production des espaces considérés.
Dans la table ronde, quelles orientations pour l'avenir des architectes et quel sens donner à l'architecture vis-à-vis d'une société en pleine mutation ? Vous nous invitez à trouver les voies et moyens pour avancer dans un sens plus positif, et nous devons, en effet, la ministre de la Culture et de la Communication en est pleinement convaincue, avancer dans ce sens, identifier des mesures concrètes, tout en poursuivant des réflexions théoriques.
C'est dans cet esprit que la ministre a annoncé lors de la clôture des universités d'été du CNOA à Marseille en octobre, le lancement de l'établissement d'une stratégie nationale pour l'architecture, initiative de la ministre chargée de l'architecture pour des dossiers concernant d'autres départements ministériels. En particulier, je voudrais citer le ministère de la Ville, à travers, notamment, le nouveau programme national de rénovation urbaine, dont l'ensemble des sites vont être prochainement annoncés, et le programme de rénovation des quartiers dégradés, avec un certain nombre d'opérateurs comme l'ANRU et l'ANAH, avec lesquels ils devraient être facile de contractualiser sur un certain nombre d'objectifs.
Je voudrais également citer le ministère en charge de la Construction et de l'édiction des normes qui régissent la fabrication du process du cadre de vie, avec un certain nombre d'établissements publics, comme le CSTB.

Je citerai également le ministère en charge du Logement, ainsi que le programme des cinq cent mille logements. Si les conditions sont requises, ce programme pourrait être un lieu de fabrication et pourrait constituer un moment où l'architecture a sa place.

Le ministère de l'Écologie est également concerné. Cela a été récemment dit lors de la conférence environnementale à laquelle la ministre a assisté pour rappeler – dans la table ronde qui concernait la préparation de la position française pour la COP21 – la problématique du bâtiment durable, de la ville durable et la place des architectes que l'on devait à tout prix affirmer. Nous espérons que, dans les engagements qui seront pris dans les prochains jours, nous maintiendrons une forme de lisibilité de cette question.
Par rapport au ministère de l'Environnement, en charge de la transition énergétique et écologique, j'ai la conviction qu'au niveau du service d'architecture, pour ces enjeux-là, l'architecture peut tout à fait être un acteur important.

Sur cette stratégie nationale pour l'architecture, il s'agit d'une dynamique ministérielle qui permet de donner corps aux travaux d'ores et déjà conduits dans le cadre des rapports du député Patrick Bloche, avec les 36 propositions pour la création architecturale, ainsi que ceux du rapport Feltesse et Duport. Je salue ici Monsieur le Préfet pour le renforcement de l'enseignement et de la recherche dans les écoles d'architecture.
La stratégie nationale consiste à lancer une dynamique qui permette, dans un document qui sera rédigé et publié, de réaffirmer un certain nombre de valeurs (celles que sous-tend la loi de 1977), de définir des finalités et des objectifs qui puissent être partagés, et surtout associer les énergies de tous les acteurs qui s'engageront dans ce sens. L'État devra poursuivre cet engagement, mais nous n'avons pas la clé de l'ensemble. Un des plus gros travaux consistera à identifier très précisément les clés de l'action. Par exemple, pour le ministère de la Culture nous avons quelques clés possibles, mais nous avons surtout des clés de travail interministériel. Nous devons donc ciseler des propositions, lesquelles, en interministériel, correspondent à la fois au contexte et aux enjeux qui se développent aujourd'hui.

Dans la déclaration de la ministre sur la stratégie nationale pour l'architecture, le volet 1 est le volet « sensibiliser ». Il fait le constat que « l'architecture reste une notion trop lointaine dans l'esprit de beaucoup de nos concitoyens » et comporte quelques items :
- Concevoir des actions de sensibilisation à destination du grand public.
- Mener un travail de terrain avec les acteurs concernés en particulier les élus locaux.
- Définir les nouvelles complémentarités, en particulier dans le cadre de la réorganisation territoriale en cours, entre acteurs territoriaux et entre acteurs compétents en matière d'architecture d'urbanisme et de paysage, pour renforcer les résultats attendus.

Je voudrais vous indiquer les questions qui se trouvent derrière ce volet 1. Ces questions pourront être mises à la discussion dans les groupes de travail. Elles reprennent un certain nombre de points sur les rapports que j'ai cités, mais pourront également être nourries des travaux.
Les sujets que recouvre le volet 1 sont les suivants :

• Quel résultat attendu et quelle valeur ajoutée escomptée pour la société française d'une sensibilisation, voire d'une formation des non-architectes à l'architecture ?
Ce sujet est ancien. Peut-être pourrait-on identifier les résultats attendus pour pouvoir rendre les moyens un peu plus adéquats.

• Quelle contribution du domaine de l'architecture à la stratégie nationale de la recherche ? Quelle stratégie de la recherche en architecture, élément indispensable pour réussir les chantiers qui nous attendent en matière d'accès aux statuts d'enseignants chercheurs ? Le rapport ayant été rendu avant-hier au cabinet, nous saurons désormais faire le plan d'action avec le ministère de la Recherche sur le sujet.

• Comment construire, dans les territoires, une interaction lisible et efficace entre les acteurs de la sensibilisation et de la formation ? Je parle des écoles d'architecture et des universités, des CAUE, des CNFPT, de ceux qui font de la formation continue. Aujourd'hui, quelle est l'offre offerte dans les territoires et celle qui peut se développer ou se réorganiser, pour répondre aux enjeux professionnels de l'architecture et ceux du développement durable ?

• Quels sont les critères à valoriser dans les distinctions, les prix, les palmarès ? Les questions concernant le bien construit, le bien réalisé, le bien entretenu, le bien rénové. Ces questions, assez éloignées de celles du geste architectural, sont-elles portées aujourd'hui comme des valeurs à primer qui permettraient de faire partager, entre les acteurs de la construction, des valeurs de l'architecture parfois insuffisamment partagées ?

Le deuxième volet de la stratégie concerne l'innovation, derrière laquelle nous avons la possibilité d'expérimenter, afin de favoriser l'ingéniosité au bénéfice de la qualité architecturale et du cadre de vie. Aujourd'hui, il existe de nombreux projets visant à expérimenter. L'intérêt pour la stratégie est donc de se mettre en situation de propositions pour pouvoir identifier un certain nombre de territoires, de domaines, de projets, où l'expérimentation et l'innovation permettraientt de favoriser l'architecture dans le process, l'architecture au bénéfice de la société, et non « pour les architectes ». Il s'agira de trouver des partenaires aujourd'hui en mouvement et d'identifier les rapprochements possibles et les appels à lancer pour des démonstrateurs ou d'autres process.
Comment susciter l'apport pratique de l'architecture dans les simplifications normatives ?

Il faut également identifier les potentiels des structures de recherche en architecture, mais également des structures de développement dans le domaine du bâtiment durable et la ville durable, faire des écoles nationales supérieures d'architecture, en particulier des forces de recherche qui s'y situent, des lieux qui permettent, vis-à-vis des acteurs économiques, de pouvoir emporter un certain nombre de lieux d'excellence pour valoriser, créer des chairs, etc., soit des dispositifs qu'il s'agira de pointer et de creuser pour rapprocher cette possibilité entre les écoles d'architecture, le monde économique et les collectivités territoriales.

Derrière le volet « innover », nous trouvons également la question des rapprochements entre les différents métiers de la conception, dont les entreprises. Ainsi, comment permettre d'éviter le dos-à-dos entre l'architecte, l'ingénieur, le maître d'ouvrage, l'entreprise, le financeur, l'aménageur ?
Mais, toutes les conditions ne sont pas possibles. Nous devons travailler à l'identification de ce qui est souhaitable et possible dans ces rapprochements – quelles sont les conditions que nous pouvons donner pour cela ? – et bien marquer notre envie d'aller vers ces rapprochements.

En clin d'œil à votre Symposium de l'année dernière, le volet innovation s'interroge également sur la manière d'évaluer de façon quantitative et qualitative la valeur ajoutée de l'architecture pour les territoires, mais également la valeur ajoutée pour l'ensemble des partenaires et pour le citoyen.

Enfin, dans le volet 3 intitulé « Développer », je voudrais évoquer les éléments de constat, ainsi que les questions que recouvre ce volet.
Le premier constat est le suivant : le recours à l'architecture reste souvent l'exception, alors qu'il devrait être naturel, ce qui ne veut pas dire « obligatoire ».

À l'heure du choc de simplification, il convient de ne pas raisonner uniquement par la contrainte, mais de mettre en valeur l'apport de l'architecte et de l'architecture par de nouvelles mesures d'incitation, valoriser le savoir-faire des architectes auprès des maîtres d'ouvrage et aménageurs, favoriser l'émergence de la demande, de la commande, en particulier sur des champs d'intervention, insuffisants pour l'instant (je pense notamment à la réhabilitation).

Enfin, le soutien à l'exportation de notre architecture vers le marché européen, international, est un point central.

Dans les questions que nous trouvons derrière ce volet, je voudrais donner l'axe nécessaire suivant : définir les critères d'évaluation de la valeur économique de l'architecture, et identifier les leviers vers lesquels la croissance économique de l'activité d'architecture pourrait être mesurée. Vos débats ont souligné l'importance qu'il y aurait à avoir une pénétration plus importante des architectes dans les secteurs de responsabilités de la commande, dans les secteurs de la fabrication, dans les entreprises et dans ceux de la médiation. Nous devrions disposer d'éléments plus quantitatifs et qualitatifs, lesquels sont insuffisants pour l'instant.

Ces sujets comportent également la question de la définition de mesures permettant le redressement économique et culturel. En effet, nous savons que la crise est telle que la situation économique est très grave, et quand il y a crise économique, il peut y avoir atteinte à l'intégrité culturelle de l'activité. De ce point de vue, nous avons besoin de démontrer quels sont les risques que comporte le fait de laisser des professionnels dans une situation critique sur le plan économique. Il ne s'agit pas d'être uniquement dans une visée purement alimentaire, mais, comme l'a rappelé Paul Quintrand, d'être dans l'intégrité de la dimension culturelle, scientifique et technique de l'architecture.

De plus, j'aimerais mettre en exergue le sujet du renforcement de l'architecture sur la scène internationale. Nous allons donc avoir l'obligation de travailler sur une feuille de route précise, et le travail sera surtout d'identifier les leviers et les moyens pour pouvoir aller sur ces questions-là.

Enfin, le point que j'aimerais souligner derrière ce volet « développer » est la question des missions en amont pour définir les conditions d'émergence de l'architecture, missions au sens le plus trivial du terme, à savoir la nature des contrats, la manière dont les architectes sont mis en situation de responsabilités. Mais, à travers ces missions, les architectes sont-ils en situation de responsabilités ?
Nous devons également travailler sur le nouveau contexte de production des constructions, à la fois sur la maîtrise d'ouvrage privée et publique, dans le domaine du bâtiment comme de la ville, et interroger les modalités d'accès à la commande. Ces modalités d'accès à la commande réfèrent au besoin des anciens d'être en capacité de transmettre ce qu'ils ont réussi à créer comme valeurs à travers un certain nombre de structures professionnelles, et réfèrent au besoin des jeunes de pouvoir démarrer sur des champs d'exercices et des périmètres d'interventions qui puissent être élargis.

Un certain nombre de questions sont déjà en filigrane dans les rapports faisant l'objet de propositions, mais pour lesquelles nous sommes aujourd'hui en responsabilités de devoir travailler sur un plan d'action à court et moyen terme. Surtout, nous devons permettre, si cela était nécessaire, de prendre la loi « Création architecture et patrimoine » comme un levier, une opportunité législative, afin de pouvoir faire d'éventuelles propositions.

L'Académie sera amenée à contribuer à ce travail et nous retravaillerons ensemble sur les modalités de cette participation.

Je vous en remercie.

# Annexes

*35 logements sociaux à Montreuil, Prix de la Première Oeuvre 2014*
*Linda GILARDONE et Axelle ACCIARDO, Architectes, LA Architectures*
*© Charly Broyez*

## Le Rapport Bloche

*Plaidoyer, en trente-six propositions, pour une création architecturale du quotidien au service d'un aménagement durable du territoire*

« L'architecture est un acte politique. Près de quarante ans après la loi fondatrice de 1977, près de trente ans après la loi emblématique de 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique et dix ans après l'introduction dans notre droit des partenariats public-privé (PPP), il était du devoir de l'Assemblée nationale de s'y arrêter.

En créant cette mission d'information sur la création architecturale, la commission des affaires culturelles et de l'éducation a souhaité apporter sa pierre à cette démarche. Non pas bien sûr dans une attitude passéiste ou nostalgique d'une architecture héroïque, qui a su laisser des œuvres intemporelles, mais dans la volonté de trouver les voies et moyens de mobiliser au mieux les ressources immenses dont dispose l'architecture contemporaine.

Au terme de son cheminement, après des dizaines de rencontres et plusieurs déplacements sur les lieux où se fait, aujourd'hui, la création architecturale contemporaine, la mission doit faire un constat qui pourrait apparaître, en première analyse, comme paradoxal : les acteurs de la création architecturale, à titre personnel, débordent d'enthousiasme et de créativité, fourmillent d'idées, font surgir partout des bâtiments qui aiguisent la curiosité, l'intérêt, dessinent un quotidien meilleur pour nos concitoyens ; mais, lorsqu'ils se penchent sur la situation globale, ils se font, au choix, sévères ou pessimistes.

Pour dépasser ce paradoxe et assurer à la création architecturale une reconnaissance publique qui lui fait défaut, il faut – la mission en est, à l'issue de ses travaux, convaincue –, redonner à la fonction d'architecte une unité et une visibilité qu'elle a peut-être, dans l'évolution qui a conduit de l'art de bâtir à la nécessité de construire, perdue. Il n'y a pas à trancher entre l'architecte artiste, affublé hier de sa lavallière et tout de noir vêtu aujourd'hui, et l'architecte ingénieur, soucieux d'exploits techniques mais sourd aux exigences d'une architecture à vivre. La leçon de Frank Lloyd Wright, livrée au début de son Testament, mérite ici d'être rappelée : il « faut voir, travaillant ensemble, pendant toute une vie, le poète dans l'ingénieur, l'ingénieur dans le poète et les deux réunis dans l'architecte » (241).

En dépit de difficultés réelles, le désir de créer, les nouvelles formes d'organisation collective, la pluridisciplinarité grandissante, donnent à l'architecte les ressources nécessaires pour se saisir des défis de la ville de demain et de l'aménagement durable du territoire. La création architecturale française doit retrouver son aura et son dynamisme du point de vue économique, mais aussi dans le domaine de l'urbanisme.`

L'architecture doit se penser et se vivre au quotidien, la mission vous propose ce plaidoyer, en trente-six propositions, pour une création architecturale désirée et libérée. »

**Proposition n° 1 :** abaisser le seuil de recours à l'architecte à 150 mètres carrés de surface de plancher.

**Proposition n° 2 :** inciter la profession à mettre en avant le coût global du projet, afin que les particuliers puissent faire leur choix sur la base d'une information réelle.

**Proposition n° 3 :** mettre en œuvre des mesures pour inciter les particuliers à recourir à un architecte : permis simplifié et prêts bonifiés.

**Proposition n° 4 :** créer une délégation interministérielle à l'architecture placée auprès du Premier ministre.

**Proposition n° 5 :** engager rapidement des actions durables sur l'ensemble du territoire pour sensibiliser les écoliers à l'architecture.

**Proposition n° 6 :** conforter les actions conduites par les maisons de l'architecture, notamment l'implantation de résidences d'architectes, par le biais de subventions publiques.

**Proposition n° 7 :** organiser une meilleure communication, recourant à des médias innovants et participatifs, autour des réalisations, des concours d'architecture et des prix qui portent sur l'architecture du quotidien.

**Proposition n°8 :** rééquilibrer la répartition des écoles nationales supérieures d'architecture – facteurs importants de la diffusion architecturale – sur tout le territoire.

**Proposition n° 9 :** assurer, par des cours de langue obligatoires au sein des écoles d'architecture, la maîtrise d'au moins une langue étrangère au niveau professionnel.

**Proposition n° 10 :** renforcer l'habilitation à la maîtrise d'œuvre en son nom propre (HMONP) en allongeant la durée de la mise en situation professionnelle au sein d'une agence d'architecture.

**Proposition n° 11 :** entreprendre dès la prochaine rentrée universitaire la mise en œuvre des actions prioritaires formulées dans le rapport de M. Vincent Feltesse.

**Proposition n° 12 :** inciter le réseau culturel français à l'étranger à faire connaître la production architecturale française dans sa diversité et le réseau économique à en soutenir l'exportation.

**Proposition n° 13 :**sélectionner les candidats à partir de dossiers simplifiés.

**Proposition n° 14 :** faciliter l'accès au concours de candidats sans références soit parce qu'ils débutent, soit parce qu'ils n'en ont pas encore dans le domaine considéré.

**Proposition n° 15 :** lever partiellement l'anonymat pour permettre le dialogue entre le jury et les candidats.

**Proposition n° 16 :** supprimer le troisième critère d'évaluation alternatif déterminant le recours à un partenariat public-privé, fondé sur un bilan entre les avantages et les inconvénients plus favorable que ceux d'autres contrats de la commande publique, et ajouté par l'article 2 de la loi n° 2008-735 du 28 juillet 2008 relative aux contrats de partenariat aux critères initialement fixés par l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat.

**Proposition n° 17 :** dans le cas d'un PPP, réintroduire l'architecte dans la phase de conception en imposant le retour du concours pour le choix du maître d'œuvre, le PPP n'intervenant que dans la phase de construction, après l'attribution du permis de construire.

**Proposition n° 18 :** dans le cas d'un PPP, prévoir le choix de deux architectes lors du concours de maîtrise d'œuvre : l'un chargé de conseiller la maîtrise d'ouvrage publique, une fois conclu le contrat de partenariat, l'autre poursuivant sa mission auprès du groupement privé.

**Proposition n° 19 :** limiter le nombre de dispositifs dérogatoires apportés à la loi MOP afin de revenir à une loi MOP revitalisée capable de susciter et de stimuler la création architecturale.

**Proposition n° 20 :** renforcer la présence des architectes-conseils au niveau régional, en augmentant leurs vacations et/ou leur nombre.

**Proposition n° 21 :** intégrer un enseignement d'architecture et d'urbanisme dans la formation des responsables administratifs locaux.

**Proposition n° 22 :** recueillir obligatoirement le conseil du CAUE lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et généraliser les structures de conseil pluridisciplinaires.

**Proposition n° 23 :** développer des actions de formation spécifiques à destination des agents publics en charge de l'instruction des permis de construire et favoriser la formation des élus en charge de l'urbanisme en délivrant un agrément à un plus grand nombre de CAUE.

**Proposition n° 24 :** intégrer le « 1 % artistique » dès la définition du projet.

**Proposition n° 25 :** retrouver la mission complète de l'architecte, de la conception à la conduite du chantier et à la conformité de la réalisation.

**Proposition n° 26 :** rémunérer systématiquement le travail préparatoire de l'architecte à la demande de permis de construire.

**Proposition n° 27 :** prendre appui sur les expériences des commissions préalables aux permis de construire associant pouvoirs publics, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et maîtrise d'usage pour l'application du III bis de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

**Proposition n° 28 :** pour le respect des normes, passer d'une logique prescriptive à une obligation de résultat, en fixant des objectifs à atteindre plutôt que des moyens.

**Proposition n° 29 :** créer sur l'ensemble du territoire des zones franches architecturales bénéficiant de règles d'urbanisme simplifiées et promouvant la création architecturale.

**Proposition n° 30 :** systématiser les dispositifs dérogatoires aux règles d'urbanisme relatives au gabarit, à la densité et à l'aspect extérieur du bâtiment lorsque celui-ci fait preuve d'une qualité architecturale avérée.

**Proposition n° 31 :** prévoir que tous les logements d'un immeuble neuf soient rapidement adaptables, grâce à des travaux simples et peu coûteux, aux situations de handicap que peuvent rencontrer les personnes qui l'habitent.

**Proposition n° 32 :** donner aux enseignants des écoles d'architecture un statut semblable à celui des enseignants-chercheurs et promouvoir le regroupement des laboratoires de recherche et le développement d'équipements mutualisés de recherche sur le territoire.

**Proposition n° 34 :** relancer les réalisations expérimentales (REX).
Proposition n° 34 : développer l'offre de formation initiale et continue des écoles d'architecture en matière de réhabilitation et de transformation du bâti existant.

**Proposition n° 35 :** intégrer les CAUE aux plateformes de la rénovation énergétique pour faciliter l'orientation des particuliers vers un architecte.

**Proposition n° 36 :** élaborer une stratégie nationale de la commande publique.

## Répondre aux défis de demain

**Pour maintenir l'effort dans la durée en faveur de la création architecturale, la mission d'information sur la création architecturale souhaite mettre in fine l'accent sur trois priorités qui doivent être portées toutes les trois ensemble :**

**1- soutenir la recherche et l'innovation, par le biais notamment de l'expérimentation ;**

**2- investir fortement dans les opérations de réhabilitation, qui forment un soutien nécessaire à une architecture durable ;**

**3- et surtout faire de l'aménagement du territoire un enjeu d'architecture, gage, à travers notamment la construction de réseaux numériques et de la promotion de la mixité fonctionnelle des bâtiments, d'un réel équilibre dans « l'architecture intérieure des villes » mais aussi entre les villes et les campagnes ;**

**L'aménagement du territoire a besoin de l'architecture, et la création architecturale a besoin d'un aménagement du territoire.**

# « Pour une ville appropriée »

*Patrick Bouchain*

*« L'expérience et l'histoire nous apprennent qu'il n'y a pas création de formes sociales et de rapports sociaux sans création d'un espace approprié »* [1]

## Éloge de la trace

*« Ordures et marques résultent du même geste de salissure, de la même intention d'appropriation, d'origine animale. »* [2]

Comme les animaux marquent leur territoire, nous laissons -volontairement ou non- des traces derrière chacune de nos actions : empreinte ou odeur qui inscrivent notre présence dans l'espace. *« Qui vient de cracher dans la soupe la garde pour lui ; nul ne touchera plus à la salade ou au fromage qu'il a ainsi pollués. Pour conserver quelque chose en propre, le corps sait y laisser quelque tache personnelle : sueur sous le vêtement, salive dans le mets ou pieds dans le plat, déchet dans l'espace, fumet, parfum ou déjection, toutes choses assez dures… […] : le propre s'acquiert et se conserve par le sale. »* [3] Mais faut-il pour autant salir les choses pour se les approprier ? Dans le graffiti, qui est une forme d'appropriation, une des pratiques appelée le *« clean tag »* consiste à inscrire une trace dans la couche de poussière d'une surface. [4] Attirant le regard sur des espaces délaissés, cela a souvent pour conséquence le nettoyage complet de l'endroit… Alors, salir pour s'approprier, ou agir pour faire vivre la ville ?
De plus, la trace n'enrichit-elle pas le lieu, plutôt que de le dégrader ? Une « vacance d'usage », empreinte d'une activité passée, est souvent plus porteuse de sens qu'un espace neuf et immaculé. Un lieu abandonné n'est jamais vide, mais porteur d'histoire, tout en étant libre et ouvert à l'usage. Dans ce cas, la trace peut donner envie au suivant de prendre place... Comme pour le cirque, qui emplit l'espace le temps d'une représentation, et laisse après lui la possibilité d'un autre usage.

*« Si l'espace interstitiel ne correspond pas toujours à un espace vide, c'est néanmoins toujours un espace libre, mais de cette liberté qui résulte du vide laissé par la non-affectation, habituellement temporaire, d'un lieu. »* [5]

## Délaissés et déjà-là

Les délaissés sont justement ces espaces interstitiels ou résiduels [6], chutes du découpage fonctionnel de l'espace. Ce sont les mondes « impensés » de la planification, qui laisse de côté les fins réseaux de la mémoire et des histoires entrelaçant les lieux à la vie en commun. Pétris de traces, naufragés du présent, ces lieux porteurs de possibles sont dans un état d'exception latente. C'est là qu'il faut reconquérir la liberté d'expérimenter la ville, en rendant usage et sens aux espaces existants.
Dans les délaissés paysagers, appelés *« terres vaines, vagues et sans maître »*, la reconquête naturelle se met en marche : le monde animal et végétal reviennent petit-à-petit, réparant les actions de l'homme par « phytoremédiation » sauvage. Ne peut-on pas s'en inspirer pour le bâti ? Opérer une reconquête, en conservant l'existant et le réparant lentement ? En ouvrant à l'expérimentation les dizaines de milliers d'hectares que l'aménagement du territoire met au rebus, la réappropriation collective de l'espace transformerait ces « déchets » en ressource. La situation physique, économique et juridique des délaissés légitime une « socialisation » inventive, une appropriation du sol qui délivrerait ces lieux de la propriété, dans une fabrique urbaine attentive au « déjà-là », à l'existant.

---

*1 Henri Lefebvre, Le droit à la ville, p.268.*
*2 Michel Serres, Le Mal propre. Polluer pour s'approprier ? Le Pommier, 2008, p. 43.*
*3 Ibid., p.7.*
*4 Cf. Ossario, d'Alexandre Orion, à Sao Paulo en 2006. Ce mouvement est un casse-tête pour la police, qui ne peut arrêter des individus qui nettoient la voie publique...*
*5 Gustave-Nicolas Fischer, Psychologie sociale de l'environnement, chapitre « Les espaces sociaux parallèles », Dunod, 1971, p. 201.*
*6 Cf. Patrick Degeorges et Antoine Nochy, La forêt des délaissés. L'impensé de la ville, sous la direction de Patrick Bouchain, 2002.*

### Moins de propriété, plus d'appropriation

*« La vie n'est donnée en propriété à personne, en usage à tous. »* [7]
L'espace public est un lieu où se manifeste le *commun* : personne ne possède sur lui plus de droits qu'aucun autre. Son amenuisement menace la richesse des expressions, manières, mots et gestes de la solidarité et de l'hospitalité humaine. Peut-on y produire une forme de vie écartant la propriété au profit de l'usage commun des choses ? [8]

Tout équipement public devrait être ouvert à tous, et autorisé à chacun pour son usage particulier. Cette forme de propriété commune existe : au-delà des possessions individuelles, la rue, les places, les infrastructures de transports ou même la forêt sont des propriétés collectives, mobiles, indivisibles, voire invisibles : le terme de propriété n'y fait plus sens. Dans un théâtre ou une gare, l'usage est souverain et indépendant du sentiment de propriété.
Si l'on revient aux animaux, regardons les chiens en ville : ils n'ont pas chacun leur territoire, mais naviguent tous sur les territoires des autres. Les abeilles butinent au-delà de la clôture du terrain sur lequel est fixée la ruche. Autour d'elles, forêts et champs sont riches de fleurs sauvages, elles iront en recueillir le sucre avant que le fruit n'apparaisse, travaillant au nez et la barbe de tous les propriétaires : le leur, celui du terrain butiné, et celui du terrain de la ruche, ignorant le lieu de glanage de ses locataires. Sans propriété, elles s'approprient l'espace, tout en l'enrichissant.

### Construire et se construire

*« Nids, terriers, bauges, niches écologiques… […] Lieux souvent secrets, cachés, sombres, enterrés, perdus…*
*où mangent, dorment, hibernent, s'accouplent mettent bas, naissent, bref, survivent ces vivants :*
*sont-ils propriétaires ou locataires de ces lieux ? »* [9].

N'est-ce-pas dans l'usage quotidien des choses, que l'espace et la vie prennent sens ? Animal ou humain, on s'approprie un espace lorsqu'on y mange, dort, aime et accueille. Le squatt, qui fait *« disjoncter le rapport strict entre propriété et appropriation »* [10], est de ce point de vue très instructif. Le squatteur investit très vite l'espace de vie qu'il occupe : nettoyage, réparation, peinture… l'affirmation de soi dans l'espace permet d'en faire un espace à soi.

*« [les terrains vagues dans l'espace urbain] vont être investis par des groupes,*
*souvent marginaux ou déviants, qui vont se les approprier suivant un style d'occupation*
*qui leur en donnera la maîtrise. […] Ces espaces parallèles sont […] des espaces d'adaptation*
*ou de réadaptation qui montrent comment des groupes s'y prennent pour se reconstituer individuellement*
*ou collectivement dans un contexte de désappropriation. »* [11]

---

*7 Lucrèce, 971*
*8 Cf. Giorgo Agamben, De la très haute pauvreté. Règles et formes de vie. Rivages, 2011.*
*9 Michel Serres, Le Mal propre. Polluer pour s'approprier ? Op. cit., p.6.*
*10 Gustave-Nicolas Fischer, Psychologie sociale de l'environnement, op. cit., p. 214.*
*11 Gustave-Nicolas Fischer, Psychologie sociale de l'environnement, op. cit., p. 203.*

Par la seule préhension d'un espace de vie, ces lieux délaissés encouragent des groupes eux-mêmes « délaissées » à la réintégration d'une vie sociale.

*« À la marge se développent des processus sociaux qui permettent aux individus de resocialiser le tissu même qui les désocialise. »* [12]

Cette reconquête « naturelle » est donc également sociale et économique. C'est une appropriation intellectuelle et manuelle, « d'intérêt général », qui permet de s'enrichir socialement. C'est ce que Jean-Loup Gourdon appelle la « petite appropriation » : *«Quand on a peu d'argent, ou pas du tout, mais pour soi le temps de la vie, son travail, ses savoir-faire et l'apport d'une famille, d'un groupe solidaire, alors il faut pouvoir trouver en face de soi un dispositif institutionnel de formation du bâti et de la ville dans lequel on puisse entrer avec peu de moyens et peu à peu. […] Par là se trouve définie la « petite appropriation », par laquelle il faut entendre que les moins riches de nos concitoyens puissent prendre possession de l'espace urbain au même titre que les autres. »* [13]
Il est temps de mettre en acte ce mode de production alternatif de la ville, encourageant les habitants à participer pleinement et quotidiennement à la production de leur cadre de vie. Une démocratie participative et productive doit vivre dans les interstices des périmètres d'aménagement.

**Cultiver sa ville**

*« Les "jardins ouvriers", détestés du patronat, n'ont pas pour seul but d'offrir au salarié des villes un peu plus d'air pur, une aide alimentaire contre la cherté de la vie, mais une sorte de réhabilitation par le contact avec le sol »* . [14]

Au XIXème siècle, pour accompagner les mutations des pratiques agricoles liées à l'essor industriel, des organismes de gestion coopérative se sont créés, comme le crédit agricole mutuel. C'est dans ce cadre qu'on a encouragé et codifié la constitution de jardins familiaux. Ces pratiques d'auto-réhabilitation ont été encouragées par la législation, et financées par des subventions publiques. Ne pourrait-on pas envisager la même chose pour un morceau de ville ? Si on s'occupait de la ville comme de l'agriculture : faire vivre un territoire sans le posséder, mais vivre de ses fruits ? La France étant forestière jusqu'au XVIIIème siècle, le code civil rédigé en 1804 s'est appuyé sur des textes régissant des pratiques rurales et agricoles. C'est dans ce cadre que s'est établie l'idée qu'un agriculteur pouvait exploiter une terre ne lui appartenant pas, à la condition de céder une partie de ses récoltes à son propriétaire. Un locataire peut donc faire fructifier une terre et s'enrichir sur ses fruits sans la posséder. Pourrait-on habiter un logement comme le paysan cultive un terrain ?
Des outils existent en ce sens : les *SCOP, SCIC, BEA, SIEG* et autres tuteurs juridiques pour, enfin, faire pousser la ville. Le bail à complant, est par exemple une disposition qui permet à un agriculteur exploitant la vigne d'un autre propriétaire, d'améliorer la qualité du terrain qu'il cultive, même s'il n'est pas en sa possession. En accord avec le propriétaire, il peut prendre en charge la replantation de la vigne. Le « locataire », ici, est donc encouragé par la loi à modifier et bonifier le lieu qu'il utilise. Ce qui brouille les limites classiques du droit, puisque le propriétaire devient redevable envers le locataire… Le B.E.A., Bail *Emphytéotique Administratif*, utilisé par des grandes instances publiques, en est presque directement issu. Son nom vient du droit rural romain : l'emphythéose, du grec ἐμφύτευσις (emphuteusis), signifiant « action de planter ». Ce bail confère au preneur un droit réel sur la chose donnée à bail, à charge pour lui d'améliorer le fonds et de payer un loyer modique. En échange, en fin de bail, les améliorations du terrain bénéficient au bailleur, sans que ce dernier ait à indemniser l'emphytéote. : une forme de délégation de service public envers la société civile

---

*12 Gustave-Nicolas Fischer, Psychologie sociale de l'environnement, op. cit., p. 196.*
*13 Jean-Loup Gourdon, « Éloge paradoxal du bidonville », Libération, 11 février 1994.*
*14 Marguerite Yourcenar, Quoi ? L'Eternité, Gallimard, 1988, p.299*

Sur le modèle du Crédit agricole, ne pourrait-on pas imaginer un "Crédit Citadin", mutualiste et décentralisé, dont l'objet serait l'aide à la vie, au logement, et à "l'enseignement citadin" ? Si on dressait les lignes d'une "Politique Citadine Commune", au même titre que la "Politique Agricole Commune" ? Pourrait-on concevoir une activité d'appropriation urbaine, qui au même titre que l'agriculture, répondrait aux besoins de son cultivateur, contribuerait au développement de la cité, et à la beauté du paysage ? Ce crédit favoriserait l'appropriation et la mutation de nos villes par ses habitants et aiderait la transmission de ces pratiques.

### Le Campement

Et si cette rubrique se transformait en une pratique publique ? Un « chantier ouvert au public », sur le principe du campement dans la construction ? Ouvrons un « chantier républicain » : comme avant sur les chantiers des cathédrales, participons à la vie urbaine pendant le temps d'une opération ! *« Toute notre civilisations est fondée sur la spécialisation, laquelle implique l'asservissement de ceux qui exécutent à ceux qui coordonnent »* [15.] Contre la spécialisation et l'exécution, pour l'expérience partagée et l'interprétation : outillons-nous, et passons à l'acte !

---

*15 Simone Weil, Réflexion sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale, Gallimard, 1955 [écrit en 1934].*

# « Architecte : une profession ? *Contribution* »

*Bruno J. Hubert*

A l'instar d'une économie mondialisée, imprévisible, à l'origine de mutations territoriales dictées par le temps court et le coût, l'environnement de l'architecture est mouvant et incertain. La conception du projet met en jeu des dynamiques complexes, flux de capitaux, temporalités accélérées, multi décisions, faisceaux de déterminants, qui fabriquent le tissu de la ville plus que les logiques de planification. Ces dynamiques, constellations de paramètres eux-mêmes variables, s'expriment dans une grande interactivité qui élimine l'auteur unique. L'Architecture comme projet a sans doute cédé la place à l'Architecture comme représentation 3D des négociations entre acteurs, amendables au gré des circonstances.

Où va l'architecture ? Où vont les architectes ? Le constat est général : depuis une quinzaine d'année, la profession d'architectes a perdu, en France, nombre de prérogatives. Si on excepte les opérations médiatisées d'aménagement des villes – Nantes, Lyon, Paris, Bordeaux – et quelques projets phares, l'état s'est désengagé des projets au profit d'opérateurs privés, la loi MOP est souvent détournée voire oubliée. Les missions confiées à l'architecte se sont morcelées, à la mesure des nombreux consultants répondant à des demandes précises, complexes, diversifiées. Demandes qui, dans leur profusion, ont brouillé la visibilité de l'architecte, dont la tâche consistait à prendre en charge la variété des contraintes et des déterminants du projet pour en proposer une synthèse, elle-même s'incarnant dans la conception architecturale.

Par ailleurs, très occupés qu'ils étaient à des querelles stylistiques plus qu'intellectuelles, les architectes sont passés, dans les années 80, à côté de la révolution numérique, qu'ils ont subie plutôt que d'en faire un outil rendant plus efficace leur expertise et leurs propositions. Bientôt le BIM (Building Information Modeling) sera piloté par les grands bureaux d'études des entreprises. Les architectes sont peut-être aussi en train de passer à côté de la révolution environnementale, doublés par une ingénierie structurée autour du calcul, de la norme et du label et beaucoup moins intéressée par les questions anthropologiques et par là architecturales que posent les mutations de notre écoumène.

Le manque de réactivité et le manque de moyens des écoles d'architecture françaises n'a pas permis le développement d'initiatives pourtant réelles, renouvellement des discours sur la ville, expériences constructives et prototypes, expertises environnemento-sociétales et représentations, expertise et projets sur des territoires éloignés en profonde mutation menés en coopération avec des écoles étrangères.
Les enjeux de la discipline architecture sont pourtant clairs. Sociétaux et culturels d'une part, environnementaux et globaux d'autre part. Les premiers enjeux renvoient à la mission de l'architecture d'aménager au mieux les différents lieux de séjour de nos contemporains. Les seconds enjeux interrogent l'éthique de l'architecte : aménager et construire les différents habitats. Avec quelles ressources, quels matériaux, quelles énergies quand on sait que celles-ci ne sont pas inépuisables ? Pour quelle société, quelles mobilités, quels habitus et quelles relations entre les personnes ? Avec quelle configuration d'acteurs ?

### Architecture, quelques déterminants sociétaux

Une société du travail multiple, diversifiée, mouvante, interconnectée et interactive a besoin d'espaces flexibles. On peut travailler aujourd'hui quasiment partout, communiquer partout, écrire ou écouter de la musique partout, etc. L'habitude d'affecter d'une manière exclusive les lieux, logement, commerce, activités, est devenue anachronique. Permettre le mélange et le changement des usages engagera les architectes et les développeurs à imaginer les typologies et les équipements techniques adaptés en donnant à la densité de nouvelles formes. Simultanément, il est nécessaire de redéfinir dans l'espace les relations entre les domaines privés et le continuum public. La conception des opérations de logements et de bureaux a tendance à définir de plus en plus de frontières entre le domaine privé et le domaine public. Multiples seuils qui, si ils ont pour objet de renforcer le sentiment de sécurité des personnes, ont surtout pour effet d'enfermer, d'isoler et d'instaurer la méfiance d'autrui. « L'obsession du risque », « la surenchère normative » pour repren-

dre le termes du géographe Michel Lussault, nous a fait oublier que tout espace habité est par nature vulnérable, de même que notre environnement est vulnérable. Les lieux de sociabilité que sont la cour, la cage d'escalier, la toiture partagée, plantée etc…, en favorisant les relations entre personnes, ne constituent-ils pas une protection mutuelle préférable aux multiples dispositifs clefs, codes, cartes et/ou vidéo surveillance ?
La profusion et la rigidité des réglementations ont contribué à fabriquer un tissu homogène mais dépourvu des surprises, des sensations nouvelles, des exceptions qui font du tissu urbain un tissu vivant et animé. Ouvrir à la négociation des réglementations aujourd'hui fermées permettra une adaptation à la profusion des situations urbaines, qui ensemble fabriquent du tissu urbain et social.

**Architecture et enjeu environnemental.**

Les dix dernières années ont vu se développer, en France et ailleurs, une écologie d'accompagnement, verdissement des représentations architecturales et des façades, bardages bois et autres artefacts, une écologie devenue argument de vente pour les opérateurs immobiliers. L'évolution de la ville doit prendre en compte un écosystème plus large, à l'échelle du ou des quartiers, en considérant celui-ci comme un métabolisme dont il faut assurer les équilibres en terme de ressources, de recyclage et d'énergie, en prenant en considération les personnes vivant sur place ou amenées à y vivre dans leur degré d'inter-actions, en évaluant les énergies grises (énergies nécessaires pour produire un matériau et le maintenir en état), le degré d'autonomie du quartier, etc … L'environnement est par nature un enjeu global.

Partout dans le monde, nous pouvons évaluer les aspects négatifs de transformations opérées à une époque où l'énergie était peu chère et inépuisable, où l'efficacité économique primait sur l'attention portée aux situations urbaines spécifiques et sur la qualité des habitats. Les intervenants dans l'élaboration de la ville et les expertises se sont aujourd'hui multipliés, les catastrophes écologiques ou météorologiques nous ont incités à la prudence et à la modestie, les outils numériques ont décuplé l'expertise des ingénieries environnementales. Les réponses environnementales apportant des améliorations à la vie des villes et à la vie en ville sont pour beaucoup communes aux villes du monde. Utilisation intelligente des ressources, de la topographie et des données climatiques, expertise du déjà-là dans ses configurations construites et leur histoire, organisations permettant le voisinage harmonieux de populations et d'activités différentes ; accessibilité de chacun aux équipements de la ville. Tels sont les sujets contemporains de l'Architecture. Là devraient être ses métiers. Aux demandes des maîtres d'ouvrage et des opérateurs il n'existe pas de réponse automatique, pas de recette. Quelle organisation des infrastructures dans le site à urbaniser, comment valoriser le contexte existant dans ses caractéristiques paysagères, climatiques, topographiques ? Quelles morphologies, quelles mises en œuvre, quelles structures, quelles matérialités pour les futures constructions ? Le dialogue entre tous les acteurs urbains doit se substituer à la simple rentabilisation du foncier et aux dictats des réglementations et labels.

Mutation des territoires et économie sont en étroite relation. Plus l'économie est active, plus la mutation des territoires est rapide, la Chine en est l'exemple.
De nouvelles synthèses doivent inspirer les formes à donner à la densité, la qualité des proximités ou des continuités entre les lieux de la ville, les relations avec le paysage naturel, éléments naturels qui doivent être considérée davantage comme ressource que comme décor. Il appartient aux architectes de réfléchir ces nouvelles synthèses et de les mettre en ouvre dans la transformation concrète des villes. Il appartient aux pouvoirs publics de donner aux écoles et aux institutions de recherche les moyens de réfléchir ces synthèses, d'expérimenter leurs conséquences dans le projet, d'être en avance sur les pratiques et sur le monde du bâtiment.

---

*« Il existe aujourd'hui une obsession du risque, qui conduit à une des enjeux de politiques publiques et à une surenchère normative – source de déception puisque jamais on ne parvient au risque Zéro (…) Comment sortir d'une telle dérive ? En acceptant de considérer que les espaces de vie, parce qu'ils sont des construits complexes, des composés impurs et bricolés de réalités humaines et non humaines, s'avèrent intrinsèquement « toujours-déjà »vulnérables (…) Durant de nombreuses décennies, les enthousiasmes liés à la croissance économique et les certitudes prométhéennes qui accompagnaient le développement des nouvelles ingénieries ont occulté cette réalité élémentaire. (…) Toutefois, si la vulnérabilité des espaces habités les met en danger, elle stimule également leur évolution (…), une caractéristique de l'écoumène dont on doit s'imprégner pour permettre à celui-ci de progresser. » Michel Lussault (in « Libération 2 Octobre 2014)*

# « Architecture et territoire »

*Luc Weizmann*

*"Agis avec ton lieu, mais pense avec le monde " Jean Jaurès*

Un plaidoyer pour l'architecture est désormais indissociable d'un plaidoyer pour la réhabilitation des territoires.
Le passage du grand récit au grand projet, invoqué dans ce séminaire, suppose un ré-ancrage dans le réel des terroirs et des lieux, dans l'épaisseur de la matière, dans des valeurs de bon sens.
Dans des valeurs réinventées.
Il s'agit de porter un regard neuf, décentralisé, sur les territoires. Non pas hors sol, comme il est dit de ces élevages déconnectés de la terre.
Il s'agit aussi, devant une certaine adversité de l'époque, de passer de la compétition à la coopération, dans la recherche d'une équité partagée, loin des horribles termes franglais de « marketing territorial » et de « benchmark », parfois employés par les communicants pour tenter de valoriser ce qui ne demande qu'à exister par sa propre consistance.
Il est redoutable de constater combien la parole publique est phagocytée par les communicants, quand il existe un besoin pressant de vrai débat citoyen, avec cette interrogation contemporaine de la chose politique au sens plein du terme.
Dans le flottement actuel, on ne peut que partager une certaine inquiétude quant à la place de l'architecture et à sa pérennité.

Le fait même de l'architecture -construire des espaces durables, porteurs de sens- est devenu un acte de résistance dans l'instabilité de l'époque : quand les flux sont plus forts que les lieux, quand le temps dit «réel » prévaut sur le temps long du projet et sur la durée patiente du chantier, quand les cinq continents sont bousculés dans leurs limites par le continent virtuel et infini que constitue internet, quand le périmètre des gouvernances et des compétences est flou et incertain, réaliser une architecture qui ne soit pas simple construction relève d'une forme de résistance.

Une part immense des territoires est fragilisée, conditionnée pour le très long terme par des infrastructures autistes, par un morcellement du sol arbitraire et violent, par l'émergence d'opérations et de bâtiments traités comme des produits abstraits implantés au hasard d'opportunités diverses, sans égards pour un espace physique précieux qui somatise, comme un corps biologique.
L'architecture est tragiquement absente de cette réalité.

Plus largement, l'architecte en est écarté, comme il est souvent coupé des décisions qui concernent l'aménagement de l'espace collectif et de l'En-commun. La procédure des concours, très fructueuse par ailleurs, a contribué à l'isoler en aval de ces problématiques, dans la seule formalisation architecturale.

Et pourtant…
Et pourtant, existent aujourd'hui des marges d'invention spatiale et culturelle considérables.
La mutation sociale et environnementale que nous vivons, et vivrons longtemps encore, ouvre des champs de réflexion complètement inédits.
Elle constitue un levier puissant pour construire des récits renouvelés : changements complets de paradigmes, de repères, de rapport à l'espace et aux ressources dont nous disposons sur Terre.

Après des décennies d'individualisme forcené, elle suscite de nouvelles formes de liens sociaux, elle permet la réinvention d'une mutualisation, donc du partage de l'espace du territoire et du Bien Commun.
Et dans cette mutation, qui impose de gré ou de force un retour au réel, grandit l'urgence de développer collectivement une pensée de l'espace articulée sur le socle que constituent les territoires dans leurs identités plurielles.
Le périmètre pertinent du récit, donc du projet, se situe bien au-delà des seuls bâtiments. Il relève désormais de la vallée, de la plaine, du plateau, de l'agglomération, du quartier, du bourg, du village, et bien sûr aussi, toujours, de la matérialité de l'architecture dans sa qualité propre…

L’architecture a un rôle essentiel à jouer pour raconter une adhésion nouvelle à la géographie et à l’histoire, pour inscrire, par le dessin, des histoires partagées dans la consistance de l’espace.
La fonction sociale de l’architecte ne se réduit pas à la production d’architectures-objets aussi belles et indispensables soient-elles.
Elle doit se réinscrire dans une approche aux justes mesures des questions posées, bien en amont de la forme spatiale, dans l’élaboration d’une démarche politique d’où la culture est aujourd’hui trop souvent absente.
Dans une société d’experts, hyper-fragmentée, la capacité de synthèse et d’itération entre les échelles d’espace et de temps de l’architecte est tout à fait précieuse et spécifique.

Pas en démiurge, mais en partenaire, dans une collégialité avec les autres compétences.
Pour le cadrage d’un nouvel horizon de sens.
Cet horizon n’est plus de l’ordre de la seule croissance matérielle quantitative.
Ni d’une décroissance quelconque d’ailleurs : comment serait-il audible de transmettre aux générations à venir la décroissance comme seul possible?

Il relève d’un autre mode de croissance, qualitative, dans lequel la portée signifiante de l’architecture prend toute sa force, de par l’économie du sol, de la matière, des ressources naturelles et de l’espace.

Loin de la profusion d’images séductrices et d’architectures iconiques hyper-consommatrices de matière et d’énergie, il s’agit d’envisager collectivement ce concept de sobriété heureuse que développe Pierre Rabhi, le paysan-philosophe, -nous avons besoin aujourd’hui aussi de paysans-philosophes.
La sobriété peut être pleinement heureuse.
C’est au fond passionnant.
Collectivement passionnant.
Et plein d’optimisme.

Dans une approche fédératrice partagée, l’architecture doit se réinscrire dans une vision ample et créative, articulant récits et projets, pensée et espaces des territoires.
J’ai découvert cette citation de Jean Jaurès à l’occasion du centenaire de sa mort et je la trouve magnifique. Je la comprends comme une interpellation s’adressant aujourd’hui puissamment aux architectes :
« Agis dans ton lieu, mais pense avec le monde ».

Sans doute est-ce l’avenir que de développer de nouvelles conversations des territoires avec l’architecture...

# Remerciements

Le Président Paul Quintrand remercie chaleureusement tous ceux qui ont contribués au Séminaire.

En particulier Thierry Van de Wyngaert, ancien Président de l'Académie, qui a pensé et permis sa tenue, Sylvie Clavel et Florence Contenay, membres de l'Académie, aussi bien pour leur soutien sans faille que pour leur haut niveau d'exigence et de compétence.

Que soient également remerciés les membres du Comité de pilotage mis en place au sein de l'Académie et sans lesquels rien n'aurait été possible :

- Dominique Bidou
- Rémy Butler
- Jean-Pierre Duport
- Jean-Marie Duthilleul
- Florence Lipsky
- Jean-Paul Philippon

Et les intervenants remarquables qui se sont investis avec intelligence et générosité lors des Tables rondes ou de la journée du 13 Décembre :

- Axelle  Acciardo, Architecte (Agence LA Architectures)
- Marie-Hélène Bacqué, Architecte et Sociologue
- Patrick Bouchain, Architecte
- Françoise Gaillard, Philosophe
- Bruno-Jean Hubert, Architecte (Agence HUBERT & ROY)
- Pierre Lefèvre, Architecte, Enseignant-chercheur
- Michel Lussault, Géographe
- Philippe Madec, Architecte, membre de l'Académie
- Jean-Luc Poidevin, Directeur général délégué de Nexity
- Frédéric Ragot, Architecte, Président du CIAF
- Pierre Veltz, Président directeur général de Paris-Saclay
- Luc Weizmann, Architecte, membre de l'Académie

Sans oublier :
- Guy Amsellem, Président de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, Diane de Ravel, Marie-Hélène Contal, Mireille Grubert,

- et Agnès Vince, Directrice chargée de l'Architecture, adjointe au directeur général des patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication,

pour leur présence, leur soutien, leur amitié.

Académie d’Architecture
Hôtel de Chaulnes
9 place des Vosges
75004 Paris - France
-
www.aa.archi.fr